

**LAGHOUAT : PLUS DE 14 MILLIONS DE DINARS
DÉTOURNÉS DANS UNE POSTE** P.5

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

**ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE**

P.6 à 17

L'ALGÉRIE SAURA-T-ELLE ÉVITER UN AUTRE 5 OCTOBRE ?

MOHAMMED BEGHDAJ



**LE FMI EST PLUS
QU'ATTACHÉ
À L'ALGÉRIE !**

CHERIF ALI

- Rumeurs et incertitudes d'un mandat de trop
ABED CHAREF
- Chadli Bendjedid : à ne pas oublier
MOHIEDDNE AMIMOUR
- Archaisme et déni de la réalité sanitaire
MOHAMED MEBOUL
- Tout n'est pas l'affaire de tous !
EL YAZID DIB
- En finir avec le postulat du choc des civilisations !
MAHATHIR MOHAMAD
- Le classement d'une université attend beaucoup le nombre des années
ALI DERBALA
- Résistances : pour la liberté et l'honneur
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH
- L'école, ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas !
AHMED FARRAH
- Zmigri un jour, zmigri toujours ?
AKRAM BELKAÏD
- La percée des tout petits Etats
PIERRE MORVILLE
- Kouchner, oracle ou initié ?
AHMED F.
- Mehdi et le mouton
RACHID BRAHMI
- L'automne à Oran
BRAHIM SENOUCI
- Curieux
BOUCHAN HADJ-CHIKH

Lamamra rend hommage aux anciens diplomates



Z. M.

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a rendu, hier, un «vibrant» hommage aux anciens diplomates algériens qui se sont succédé, depuis l'Indépendance du pays, en 1962. S'exprimant, à l'occasion d'une cérémonie, organisée au siège du ministère des Affaires étrangères, pour fêter l'anniversaire de la diplomatie algérienne, Lamamra citera, notamment, Lakhdar Brahimi qu'il a gratifié pour son parcours qui lui a valu de siéger, aujourd'hui, au sein des Nations unies. Lamamra est revenu, en outre, sur les réalisations de la diplomatie algérienne, depuis le 1^{er} novembre 1954 jusqu'à aujourd'hui, en passant par le 8 octobre 1962, date de l'adhésion de l'Algérie, à l'Onu. A noter qu'en marge de la cérémonie, un programme destiné aux nouveaux diplomates étrangers a été, officiellement, lancé. Le programme en question est destiné à faciliter «l'intégration» des nouveaux diplomates, en Algérie, en leur offrant un espace de rencontre et d'échanges. Dénommé «Marhaba» c'est une initiative dont le credo est de faciliter l'intégration des nouveaux diplomates étrangers, en leur proposant des activités variées, axées, autant sur la découverte du patrimoine algérien, de son histoire et de sa

culture, que sur ses aspects économiques et commerciaux, a fait savoir le directeur général de l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI), Mohamed Abdelaziz Bouguetaia. Ce dernier a souligné, en marge de la cérémonie, à laquelle ont pris part le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci ainsi que le DGSN, Abdelghani Hamel, que cette initiative se veut un espace de rencontres et d'échanges dont l'objectif essentiel est de créer un climat de compréhension et d'entente, pour travailler dans «la confiance, la sérénité et la convivialité».

«Marhaba ambitionne d'animer, du 9 au 25 octobre, de nombreuses activités qui permettront, aux diplomates étrangers, de découvrir les multiples facettes géographiques, économiques, culturelles et sociales de l'Algérie», a déclaré le même responsable qui cite, notamment, que parmi les activités programmées, figurent des conférences sur les fondements et les principes de la politique étrangère de l'Algérie, son histoire, sa culture, sa civilisation ainsi que sur sa politique énergétique.

Lakhdar Brahimi a, pour sa part, appelé, solennellement, les nouveaux diplomates à poursuivre le travail de leurs aînés, en racontant, au passage, des histoires qu'il avait personnellement vécues, au cours de sa carrière.

Diplomatie

Les Etats-Unis reconnaissants

Les Etats-Unis d'Amérique saluent, à l'occasion de la Journée de la diplomatie algérienne, le «leadership continu» de l'Algérie dans la diplomatie mondiale et expriment leur «gratitude constante» pour le rôle qu'elle a joué dans la libération des 52 otages américains en 1981, indique, hier, un communiqué de l'ambassade US à Alger. «A l'occasion de la commémoration du gouvernement algérien de son histoire diplomatique, je tiens à exprimer la gratitude constante du gouvernement et du peuple des Etats-Unis d'Amérique, pour le rôle joué par l'Algérie dans la libération des 52 otages américains en 1981», a écrit l'ambassadrice américaine, Joan A. Polaschik, dans le commu-

niqué. Elle a rappelé qu'«avec la créativité, la persévérance, et une capacité à trouver un terrain d'entente, entre deux positions apparemment éloignées, des diplomates algériens ont obtenu, par médiation, en 1981, un accord qui a sauvé des vies et canalisé de graves différences dans des voies légales pacifiques», ajoutant que «l'accord d'Alger continue d'être un exemple de diplomatie de premier ordre». Elle a souligné que les Etats-Unis d'Amérique restent «profondément» reconnaissants au gouvernement algérien pour son rôle dans la libération des otages américains et saluent le «leadership continu, de l'Algérie dans la diplomatie mondiale».

En grève depuis près de cinq semaines

Les intendants ne désarment pas

S. E. K.

Les intendants, en grève depuis la rentrée scolaire (2014-2015) iront, probablement, vers leur 5^{ème} semaine de ce mouvement, a indiqué le chargé de la communication de l'Union nationale des personnels de l'Educaton et de la Formation (UNPEF), Messaoud Amraoui. Les intendants, en grève, entendent tenir des réunions dans leurs établissements, à travers toutes les wilayas et se prononcer sur les suites à donner à leur débrayage. Pour le moment rien n'indique que les intendants reprendront leur travail de sitôt, du moment que la tutelle «ne daigne pas s'occuper du dossier de leurs revendications» a estimé ce porte-parole.

Ces derniers ont, comme principale revendication, l'octroi de la prime «pédagogique» que seuls les économistes ne perçoivent pas, créant, ainsi, des différences

entre leur salaire et ceux des surveillants généraux et des enseignants (de la même catégorie) allant jusqu'à 14.000 DA. D'autres revendications sont mises en avant, telles la mise à jour du décret 829/91 relatif à la mission de l'intendant, la révision des dysfonctionnements du statut particulier pour la réhabilitation des intendants, dans leur droit, et l'attribution d'une prime d'encadrement.

Selon l'UNPEF, «les tentatives de la tutelle qui avance la fin de cette grève, ne sont, en fait, qu'une fuite en avant et sans voir la réalité des choses». Des syndicalistes de l'UNPEF affirment que le seul interlocuteur et seul représentant des grévistes est la Commission nationale des intendants, activant sous l'égide de l'UNPEF, ont-ils tenu à préciser. Selon ce syndicat «la tutelle ne s'est pas, encore, réunie avec les vrais représentants des grévistes, mais le fait avec d'autres qui ne

représentent qu'eux-mêmes». Si, ajoute-t-on, il existe des intendants n'ayant pas choisi d'aller à la grève, cela les concerne, mais c'est la majorité qui a opté pour ce débrayage et c'est avec ces derniers qu'il faut compter». Le communiqué, émanant du syndicat UNPEF, fait état de seulement 4 à 5 wilayas où la grève n'a pas été suivie ou l'a été que faiblement, estimant que l'appel à la grève, lancé dès la rentrée scolaire est, jusqu'à maintenant, largement suivi.

Les conséquences qui découlent de cette grève sont, pour le moins, graves dès lors que les élèves ne peuvent prétendre à une assurance, en cas d'accident ou d'intoxication et ils ne sont pas, officiellement, inscrits dans leurs établissements. Le communiqué souligne que la gestion des stocks des produits alimentaires et l'utilisation des finances de l'établissement sont du seul ressort de l'intendant.

ANALYSE

Kharroubi Habib

L'ANP veille aux frontières du pays d'où il est constaté une recrudescence de tentatives d'infiltration de groupes aux intentions hostiles à l'intérêt national que ce soit au plan économique quand il s'agit de contrebandiers, que sécuritaire quand c'est le fait d'individus affiliés aux organisations terroristes qui infestent la région. Notre armée est là dans sa mission qu'elle accomplit avec une efficacité et une expertise qui sont confirmées par les succès qui concluent ses opérations contre les tentatives d'infiltration en question.

Mais la gravité des menaces qu'encourt le pays du fait que ce qui se trame à ses frontières relève incontestablement d'un plan élaboré visant à sa déstabilisation, n'est pas de celle à laquelle faire face uniquement par le déploiement de la force militaire et du potentiel sécuritaire. Il faut en effet que le parapluie que constitue notre armée et nos services sécuritaires recouvre les frontières d'un pays qui doit compter sur l'existence d'un front intérieur uni englobant toutes les forces vives de la nation communiant dans la défense de la stabilité et l'unité du pays. Pour qu'un tel front soit opposable aux desseins déstabilisateurs dont l'Algérie est la cible, il faut que les forces en question comprennent que le danger qu'ils font encourir à l'Algérie en cas de leur concrétisation vaut pour toutes qu'elles soient le pouvoir ou l'opposition à celui-ci.

Dans une Algérie déstabilisée et à feu et à sang comme la rêvent ceux dont l'esprit a con-

L'ANP veille mais il y a nécessité d'un front interne uni

çu ces desseins et les nervis qu'ils enrôlent pour tenter de les réaliser, il n'y aurait plus de place pour la confrontation politique pacifique, civilisée, mais un effroyable chaos dont l'on voit ce qu'il pourrait être à travers ce qui se passe dans les pays où des desseins de même nature sont en réalisation. Moins exposée pourtant que l'Algérie à une menace terroriste d'envergure, la France s'est sentie agressée à travers l'acte terroriste dont l'un de ses ressortissants a été la victime et son opinion et sa classe politique toutes sensibilisées confondues ont réagi de façon unitaire et solidaire démontrant que sur la question du danger terroriste, ils sont français, unis au-delà de leurs divergences, politique, sociale ou doctrinale.

Ce comportement et ces réflexes existent au sein de la société algérienne, ils ne s'expriment pas pourtant dans sa classe dirigeante et politique. La menace devrait convaincre celle-ci à les adopter et être le facilitateur de la réalisation de ce fameux «consensus national» que tous ses acteurs qu'ils soient dans le pouvoir ou dans l'opposition prétendent vouloir réaliser.

Sans un front intérieur uni au moins contre la menace de déstabilisation dont les signes avant-coureurs sont probants, l'armée aura beau être déployée et vigilante, le pays restera dans une position de faiblesse par rapport à cette menace contre laquelle le seul antidote radical est l'unité du peuple dans toutes ses composantes, encadré par une classe politique consciente de la gravité du contexte dans lequel l'Algérie évolue en étant concernée par ses enjeux.

Bouteflika reçoit Lakhdar Brahimi

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier à Alger le diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi. Le dernier poste occupé par M. Brahimi était celui d'envoyé des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie duquel il avait démissionné. Sa démission avait pris effet le 31 mai dernier.

Tirage du N°6042
119.657 exemp.

Le Quotidien d'Oran

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Quargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub
Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.87.19.81 - Fax: 031.87.19.80
Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: S.O.D.I. PRESSE - Sud: TDS

Assurance contre les catastrophes naturelles Des mesures coercitives envisagées

Malgré son caractère obligatoire depuis 2003, l'assurance contre les catastrophes naturelles (CATNAT) enregistre une faiblesse du niveau de souscription.

El-Houari Dilmî

« Peu d'engouement des Algériens et cela s'explique en grande partie par le manque d'information, le manque d'agressivité des compagnies d'assurances, mais aussi par des raisons économiques », a indiqué hier M. Brahim Djamel Kassali, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR). Intervenant sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale, le président de l'UAR a néanmoins reconnu que l'assurance catastrophe naturelle « progresse d'année en année pour atteindre 1,7 milliard de dinars en 2013 contre 500 millions de dinars seulement en 2005 », a-t-il expliqué. Concernant le taux de pénétration de la CATNAT chez les particuliers et les industriels, l'invité de la radio indiquera qu'il était de 8,5% à fin 2013, « soit une progression de plus de 110% depuis 2009 », a-t-il affirmé. Au sujet de la faiblesse de la souscription à la CATNAT, surtout chez les particuliers avec près de 7,2 millions de logements en Algérie, Brahim Djamel Kassali a indiqué que parallèlement à un « plan marketing ambitieux, un autre plan de développement est en cours d'élaboration en partenariat avec tous les assureurs, avec pour première solution ce que nous appelons la vente additionnelle, c'est-à-dire que nous proposons l'assurance CATNAT à tout client venu pour assurer sa voiture par exemple », a-t-il dit. Des mesures coercitives sont également envisagées par les pouvoirs publics, selon le président de l'UAR, comme l'exigence de l'attestation d'assurance CATNAT pour toute opération de cession ou de location de biens immobiliers à usage d'habitation, commercial et industriel, de

même qu'elle est exigée pour toute déclaration fiscale. « A fin 2013, plus de 788.000 contrats d'assurances CATNAT, la majorité dans le créneau du logement, ont été établis contre moins de 380.000 contrats en 2009 », a encore indiqué Brahim Djamel Kassali, ajoutant que « les pouvoirs publics envisagent la création prochaine d'une assurance spécialement dédiée à la couverture du risque sécheresse ». Estimant les pertes économiques du séisme de Boumerdès en mai 2003 à plus de cinq milliards de dollars, l'invité de la Chaîne 3 dira que les inondations de 2012 à Sétif et El-Tarf « ont coûté aux compagnies d'assurances plus de 87 millions de dinars d'indemnités ». Se montrant satisfait de la forte progression du marché des assurances en Algérie, le président de l'UAR explique que pour 1.850 agences à travers le pays, le chiffre d'affaires des compagnies d'assurances est passé de 2 milliards de dinars en 2000 à plus de 116 milliards de dinars en 2013. Pour les seuls sinistres automobile, plus de 50 milliards de dinars ont été déboursés par les assureurs durant l'année passée, a encore indiqué l'invité de la radio, n'excluant pas une éventuelle augmentation des tarifs de l'assurance automobile qui « coûte très cher aux compagnies d'assurances », a-t-il affirmé. La réorganisation de la pratique de l'activité assurantielle nationale, la stratégie d'intégration au mouvement assurantiel mondial, la cartographie des risques majeurs en Algérie et le degré d'exposition par région, l'amélioration de la qualité des prestations, et la réduction des délais de remboursement ont été les autres points débattus avec le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances.

Bassin de Berkine Découverte d'hydrocarbures en association avec Gazprom

La Sonatrach et son partenaire russe Gazprom EP International B.V. ont annoncé, hier, leur réalisation avec succès, du forage du puits d'exploration Rhourde Sayah Nord-1 (RSHN-1), dans le périmètre El Assel (bloc 236 b), situé dans le Bassin de Berkine.

Ce forage, qui a atteint une profondeur finale de 4.120 m, dans l'ordovicien, a donné lieu à une découverte d'hydrocarbures avec des débits de 8,5 m³/h d'huile, et 7.930 m³/h de gaz, sous buse 32/64, avec une pression en tête de 1.949 psi, a précisé Sonatrach, dans un communiqué. Cette association, entre les deux compagnies, algérienne et russe, avait,

déjà, réalisé, dans le cadre de ses précédents travaux de recherche, sur ce périmètre, 2 autres découvertes, à la suite du forage des puits d'exploration RSH-2 et ZERN-1.

Des travaux d'appréciation, visant à préciser l'étendue de ces découvertes sont en cours pour leur développement, précise la même source.

Sonatrach est partenaire à hauteur de 51% avec Gazprom EP International B.V. qui est chargé de l'operating à hauteur de 49%. En 2008, rappelle-t-on, Gazprom avait ouvert un bureau de représentation, en Algérie, afin de développer ses activités, en Afrique, en partenariat avec Sonatrach.



Raïna
Raïkoum

Kamel Daoud

Lu hier dans *Le Quotidien d'Oran* : Chadli

Qui enterre qui ?

Benjedid oublié. Pas de commémoration pour l'ancien Président algérien tué deux fois et mort un cinq octobre, ou presque. Extrait. « Un ancien cadre de l'Etat qui s'est rendu, hier, devant la tombe de l'ex-président de la République, au cimetière d'El Alia, nous dira : « Je me suis retrouvé seul, ce matin du 6 octobre, à El Alia. Même pas quelques fleurs sur la tombe de l'ancien président ». Fascinante morbidité collective. En quoi ? Cet étrange état de l'Etat où on ne fait plus de différence entre la vie et la mort d'un Président. L'anniversaire coïncide avec un enterrement : celui, énième, de Bouteflika, donné pour mort par des rumeurs. Encore une fois, comme à chaque fois qu'il baisse le son. Du coup, cette fine frontière entre réel et imaginaire a succombé à l'effacement chez nous : qui est vivant ? Qui est mort ? Succédané lointain et philosophique du « Qui tue qui ? ». Façon conjuguée de « qui enterre qui ? ». Bouteflika a été enterré tellement de fois et est revenu à la vie et l'image tellement de fois que l'on ne sait plus définir ces deux états : mort cela veut dire revenir et réapparaître et vivant cela veut dire être absent et être invisible. Du coup, le premier anniversaire de la mort de Chadli est frappé de nullité : on ne sait pas lequel des deux présidents est mort d'ailleurs. Et quand. Et comment. La fonction a été désincarnée. Elle a per-

du de son sens et ne nécessite plus la vie et le corps pour assurer la présence.

On peut être président et mort, vivant et sans importance, tué par un exil ou ramené dans un avion vers sa tombe ou démissionner et être supplié de revenir. A-t-on besoin d'un président vivant d'ailleurs ? Question à l'oreille d'un puits. On n'a élu quelqu'un qu'on n'a presque pas vu. Donc célébrer la mort de Chadli est difficile parce que cela n'est pas sûr. Il peut réapparaître lui aussi, malade et assis, mais tenace et hargneux. Donc pas de fleurs ni de commémoration pour Chadli. Pourquoi ? Parce que le reste est mort après sa mort. Il n'y a plus d'Etat, mais seulement des vents et des régents. On ne savait pas quoi faire avec la tombe de Chadli quand Bouteflika ne donne pas le signal. Ou peut-être l'ordre était de l'enterrer encore plus profond. Ou de l'effacer. Ou c'était peut-être par lâcheté des hauts fonctionnaires : sans ordre de se rassembler, ils se sont dispersés avant de se rencontrer. Enigme. Mais cela donne le ton sur la fin d'une époque qui finit en débandade. On n'assure même pas le minimum de rites nécessaires aux symboles d'un Etat et de la mémoire collective. Ou parce qu'il y a délitement presque total de tout ce qui nous lie : un pays étant d'abord des sépultures et des récoltes.

Fascinante mort. Cimetière inversé : Chadli commémore peut-être notre mort à tous, installé dans l'épaisseur d'une feuille morte.

Alger

Un mort et cinq blessés dans un accident de la route

Une personne a été tuée et cinq autres blessées dans un accident de la route survenu mercredi matin sur l'autoroute Alger-Blida près du village de Tessala El Merdja (Alger), a-t-on appris de la cellule de communication de la protection civile de la wilaya d'Alger. Le sinistre s'est produit vers 6h 20 mn suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs, un

camion semi-remorque et un autre véhicule lourd au niveau de l'arrêt de bus à Tessala El Merdja en direction d'Alger, précise la même source. L'accident a provoqué la mort d'un individu qui se trouvait au niveau de l'arrêt de bus et qui ne portait pas de documents d'identité. Cinq passagers du bus ont subi des blessures plus ou moins graves et ont été évacués

vers l'hôpital de Douéra. L'accident a bloqué la route pendant plus de trois heures à partir de l'échangeur de Béni Merad (Blida) jusqu'à Tessala El Merdja. Le dernier bilan de la direction générale de la protection civile fait état de 53 morts et 1.369 blessés dans 1.149 accidents survenus à l'échelle nationale entre le 28 septembre et le 04 octobre courant.

Ténès

11 harraga interceptés

Bencherki Otsmane

Les gardes-côtes de Ténès ont intercepté hier à 10 miles au nord de la ville côtière de La Marsa, aux environs de 4 heures du matin, une embarcation à bord de

laquelle se trouvaient onze personnes dont la moyenne d'âge est de 22 ans. Parmi ces derniers, quatre sont originaires de la wilaya de Sétif, cinq de Chlef et deux de la ville de Ténès. Selon une source sécuritaire, les onze harra-

ga interceptés avaient pris le départ à partir de la plage de Sidi Abderrahmane en direction des côtes espagnoles. Les candidats à l'émigration clandestine ont été présentés au parquet qui devra statuer sur leur sort.

**PROFITEZ DU MEILLEUR MODEM WIFI
AU MEILLEUR PRIX**

DJEZZY
Connect
Wi-Fi



POUR
5500 DA/TTC

Avec le nouveau modem Djeczy Connect Wifi, profitez du nouveau service internet avec Wifi.

Disponible dans nos Centres De Services Djeczy couverts par la 3G. Stock limité.

*La connexion peut être partagée avec un maximum de 10 personnes.

f t y www.djezzy.dz

DJEZZY
جازی

مرحباً بالغد

La nouvelle Classe C. Initiez le mouvement.

Un style convaincant placé sous le signe du raffinement et de la sportivité.

Vivez une expérience intense, découvrez la nouvelle Mercedes-Benz Classe C.

www.algerie.mercedes-benz.com



GMS distributeur officiel de Mercedes-Benz/AMG.



Mercedes-Benz
The best or nothing.

GMS Représentant officiel Mercedes-Benz VP&VUL, Complexe Autoroute Dely Ibrahim, Alger
Tél.: 0561 16 16 16 / 021 91 03 11 / 021 91 03 13 / 021 91 03 16
GMS Blida : Tél.: 025 36 00 37 / 025 36 00 38
Oran : Tél.: 0555 06 13 95 / 041 49 91 33
Chlef : 0550 31 25 62 / 0550 13 36
Tlemcen : Tél.: 0555 00 50 22 / 043 27 27 50
Constantine : Tél.: 0560 02 88 85
Sétif : Tél.: 036 84 84 67 / 036 84 86 58

Conférence sur le changement climatique et le développement

33 millions d'euros pour financer les projets en Afrique

Comment parvenir à un consensus sur les changements climatiques entre les pays du continent africain, déjà fragilisé par les guerres, la pauvreté, la famine et les maladies ? Comment défendre l'Afrique lors des négociations entre les experts internationaux sachant que ce continent représente 4% de la pollution mondiale ?

Marrakech: Mokhtaria Bensaâd

Une équation difficile à résoudre pour les participants à la 4^{ème} conférence annuelle sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-IV), organisée entre le 8 et le 10 octobre à Marrakech en collaboration tripartite de la commission de l'Union africaine (CUA), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans le cadre du programme d'information climatique pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique). Une conférence qui représente un préambule de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique «COP 21», prévue à Paris en 2015 et durant laquelle les experts africains doivent confronter les négociateurs des pays développés dont les Etats-Unis et la Chine, avec des arguments solides pour assurer une sécurité alimentaire en Afrique. C'est le slogan de cette 4^{ème} conférence « l'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent : mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action ». Décideurs et scientifiques font débattre sur le rôle des données climatiques, sur la production agricole, la gestion des ressources en eau, le développement des énergies renouvelables en Afrique, le financement du climat et l'innovation et la technologie pour améliorer la transformation agricole.

Trente trois millions d'euros, c'est la cagnotte de la Banque africaine de développement (BAD) destinée pour financer tous les projets et activités sur le climat. C'est ce qu'a annoncé, hier, le représentant de la BAD, M. Ken John, lors d'une conférence de presse tenue en présence de la représentante de la Commission économique des Nations Unies et de la directrice de la division des initiatives spéciales. Comment sera géré ce fonds et comment lutter contre la corruption qui gangrène le continent ? Des questions posées par les médias qui ont longuement débattu ce sujet avec les conférenciers tout en rappelant les expériences déjà vécues en Afrique sur « les détournements de fonds destinés à aider les Africains ». Pour M. Ken John, les explications sur la mise en œuvre de ce fonds seront communiquées la semaine prochaine. Il a tenu à préciser sur ce point que des critères sont fixés pour évaluer les candidats éligibles à ce fonds. Concernant la corruption, il a souligné que la BAD dispose d'un bureau de lutte contre la corruption qui est chargé de rendre compte des cas de corruption détectés. Il a rassuré, d'autre part, que le financement pour un projet s'étalant sur 5 ans peut être suspendu si des problèmes surgissent dès la première année de sa réalisation.

PROBLÈME DE LANGUE ET D'EXPERTISE POUR LES NÉGOCIATEURS AFRICAINS

Avant la tenue de la conférence de Paris, les négociateurs africains vont participer du 1^{er} au 12 décembre à la conférence internationale des experts à Lima au Pérou pour arriver à un consensus sur les changements climatiques. Tous les pays africains doivent mettre de côté leurs divergences et parler la même lan-

gue car l'avenir de l'Afrique dépendra de cette réunion, selon les experts participant à la CCDA.

Sur les difficultés rencontrées lors des négociations, le représentant du groupe africain des négociateurs (GAN), M. Tosi Mpanu-Mpanu, a déclaré au «Quotidien d'Oran» que le fait d'être francophone, cela pose problème. La langue anglaise n'est pas maîtrisée par tous les négociateurs africains et donc elle représente un handicap pour l'avancement des négociations. La 2^{ème} difficulté, dira-t-il, est « le nombre limité des délégations car beaucoup de pays ne sont pas en mesure de financer leurs représentants. Chaque pays se trouve avec un ou deux délégués pour faire face à des délégations nationales des pays développés composées de 30 à 40 délégués. Il y a donc une asymétrie dans l'engagement. Nous ne sommes pas aussi préparés qu'eux et nous ne pouvons pas couvrir autant de questions qu'eux ».

Autre difficulté, selon le représentant du GAN, l'expertise requise. « Ceux qui viennent pour des négociations viennent du ministère de l'Environnement avec peut-être un diplôme en tant qu'ingénieur en environnement ou parfois jury. Il y a beaucoup de choses qui sont dissipées dans cette négociation. Des choses qui parfois demandent beaucoup de connaissances scientifiques, des connaissances financières. Et donc techniquement, il y a une lacune ».

M. Tosi Mpanu-Mpanu insiste également sur l'importance de parler au nom d'un collectif et non pas d'un seul pays. « Lorsque vous allez pour parler de votre pays seul, votre voix est diluée dans celle de 114 pays. Donc pour que votre voix puisse s'entendre, il faut parler de manière collective. C'est pourquoi parfois il y a des négociations au sein du groupe africain lui-même pour avoir des solutions communes qui peuvent être négociées par les pays africains ».

Sur les projections de chaque pays sur les changements climatiques, le représentant du GAN estime que tout le monde doit être impliqué sur cette question. « Il ne faut pas qu'un fonctionnaire puisse dans son bureau climatisé faire des projections et se dire voilà ce que mon pays veut et ce dont mon pays a besoin. Il faut aller à la base, écouter les revendications, qu'il ait le 'in put' du secteur privé, des associations locales, des paysans, des agriculteurs, des politiques, des législateurs de telle sorte qu'il puisse ensuite nourrir une position nationale et être représentatif de toutes les parties prenantes nationales et essayer de la porter au niveau des négociations ».

A propos de la conférence de Paris, M. Tosi Mpanu-Mpanu souhaite qu'elle soit une grande conférence pour arriver à un accord important. « A Kyoto, on est arrivé à un traité qui était juridiquement contraignant. Aujourd'hui, certains pays ne sont pas en mesure d'accepter certains accords. Par exemple, les Etats-Unis ne signeront pas un accord qui soit juridiquement contraignant parce que le Congrès américain ne va jamais le ratifier. Donc, il faut qu'on puisse arriver à un accord qui soit ambitieux en termes de réduction d'émissions et de mise sur la table de ressources financières et qui soit également flexible. Et qui ensuite dans cette flexibilité permettra la participation d'un plus grand nombre. Sans ça, malheureusement, il n'y aura pas d'accord ».

Laghouat

Plus de 14 millions de dinars détournés dans une poste

Une somme de plus de 14 millions de DA a été détournée de la recette postale de la commune de Gueltat Sidi Saâd, impliquant le receveur et 2 individus, dont un agent exerçant à la recette, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la Sûreté de la wilaya de Laghouat. Ce chiffre demeure provisoire, en attendant l'achèvement des vérifications comptables, menées, actuellement, par les services centraux d'Algérie-Poste, a expliqué le chef de la Sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Mohamed Salah Zeghadnia, lors d'un point de presse sur cette affaire.

Des anomalies et des trous financiers ont été décelés dans la comptabilité de cette recette

postale, selon les explications fournies sur cette affaire, impliquant le receveur de la Poste, qui a prétendu avoir été victime d'une agression criminelle, en plus du fait qu'il sollicitait, continuellement, des liquidités, bien que les fonds existants fussaient, amplement, à satisfaire la demande de la clientèle d'Algérie-Poste de Gueltat Sidi Saâd. L'enquête enclenchée a révélé la mise en scène du receveur, qui recourait à ces pratiques pour échapper à la pression de son hiérarchie et justifier la situation financière de la recette. L'enquête a permis de récupérer une somme de 200.000 DA en sa possession, 180 têtes de cheptel confiées à un éleveur et des documents prouvant le détournement. Le

principal mis en cause dans cette affaire (50 ans) a été écroué, sous le chef d'inculpation d'association de malfaiteurs, détournement de deniers publics et fausse déclaration, alors que son complice (agent de recouvrement) a été placé, sous contrôle judiciaire et le troisième mis en cause, un entrepreneur, remis en liberté, selon la même source. Le chef de la Sûreté de wilaya de Laghouat s'est, à cette occasion, félicité des efforts des agents de la police judiciaire de la Sûreté de la daïra de Gueltat Sidi Saâd, qui «ont fait preuve de professionnalisme dans le traitement de cette affaire, en coordination avec le procureur de la République près le tribunal d'Aflou».

El Tarf et El Oued

Près de 18.000 litres de carburant saisis



Un volume de 9.200 litres de carburant destiné à la contrebande a été saisi, durant la semaine en cours à El Tarf, par les services de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris, mercredi, auprès de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'informations, les éléments de ce corps ont intercepté, sur la route nationale n° 44, une camionnette dont les deux occupants tentaient de faire passer frauduleusement cette marchandise de l'autre côté de la frontière est, a-t-on ajouté de même source. Les trafiquants, âgés tous deux d'une trentaine d'années, ont été arrêtés et sont poursuivis pour tentative de contrebande, a-t-on également indiqué, rappelant que 24 affaires liées au trafic de carburant ont été traitées depuis janvier dernier à El Tarf, impliquant 16 individus dont 7 ont été

placés sous mandat de dépôt. Ces 24 affaires ont donné lieu à la saisie, en plus des 9.200 litres récupérés la semaine dernière, de quelque 3.000 litres de carburant ainsi que 14 baudets ayant servi au transport des fûts et autres jerricans, le tout pour une valeur totale estimée à plus de 1,13 million de dinars. Par ailleurs, six tentatives d'exportation frauduleuse de carburant, portant sur un total de 8.700 litres, ont été mises en échec par les services de la Gendarmerie nationale de la commune frontalière de Benguecha, 160 km à l'est d'El Oued, a-t-on appris mercredi auprès de ce corps sécuritaire. Agissant sur informations faisant état de mouvements suspects sur la bande frontalière, les gendarmes ont intensifié les investigations et les patrouilles, ayant permis de dé-

jouer ces tentatives de contrebande et d'arrêter en flagrant délit cinq (5) individus (25 à 40 ans), a-t-on signalé. L'opération a donné lieu également à la saisie de quatre véhicules touristiques, quatre chariots tractés par des bêtes de somme, ainsi que des fûts d'une capacité de 200 litres chacun, utilisés pour la contrebande de carburant (essence et gasoil). Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République du tribunal de Debila qui a ordonné leur placement en détention provisoire, en attendant leur comparution. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre des activités opérationnelles du corps de la GN, en application des instructions du commandement de la GN visant la sécurisation des frontières et la protection des biens, ont souligné les services de la GN.

Une mission économique britannique prochainement à Alger

Une mission économique de l'Association britannique du Moyen-Orient effectuera une visite en Algérie du 12 au 15 octobre en cours, a indiqué mercredi l'ambassade de Grande-Bretagne à Alger. Durant leur visite, les représentants de cette association britannique, auxquels se joindra la présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique, Mme Olga Maitland, auront des rencontres avec des

opérateurs économiques algériens pour explorer des opportunités de coopération dans plusieurs domaines, selon la même source. «Nous attendons avec impatience de travailler étroitement avec des partenaires algériens et de développer des relations pour l'avenir. Nos entreprises sont très intéressées par le marché algérien et voient un large éventail de possibilités à établir des contacts avec les en-

treprises algériennes», a déclaré le Pdg de l'Association, M. Peter Meyer, à l'approche de cette visite en Algérie. Fondée en 1961 et basée à Londres, l'Association du Moyen-Orient, qui représente plusieurs secteurs d'industrie, est le principal forum des affaires du Royaume-Uni pour promouvoir le commerce et l'investissement avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, selon l'ambassade britannique.

Archaisme et déni de la réalité sanitaire

Par Mohamed Mebtoul*

Le texte sur la loi relative à la santé, est fondamental parce qu'il va guider l'activité des professionnels de la santé, des patients des décideurs et des associations de patients, pendant une longue durée. Nous tenterons de décrypter les éléments-clés de cet avant-projet de la loi sanitaire. L'objectif est de tenter de comprendre la posture et l'esprit de ses rédacteurs, en nous focalisant sur certains articles essentiels. Notre analyse n'est pas de l'ordre de l'arbitraire. Elle ne se réduit pas à émettre de simples opinions. Elle s'appuie sur nos multiples recherches socio anthropologiques de terrain auprès des différents acteurs de la santé, menées depuis 1991. Notre regard est celui du sociologue confronté, pendant une longue période, aux discours et aux pratiques des patients, de leurs proches parents et des professionnels de la santé. Il s'agit de faire ressortir les récurrences, les non-dits, les silences et les ruptures avec les problèmes socio sanitaires des patients. Trois points seront abordés : absence d'une vision explicite de la santé, le déni de la réalité socio sanitaire et enfin une démocratie sanitaire introuvable.

ABSENCE D'UNE VISION EXPLICITE DE LA SANTÉ

L'avant-projet de la loi relative à la santé est profondément caractérisé par une absence de vision claire de ce que doit être la santé des populations. On ne saisit pas les lignes de force de la politique de santé en Algérie. A aucun moment dans le texte, la notion de politique de santé publique est explicitée. Le silence est prégnant sur la pertinence des choix et des arbitrages opérés dans le domaine de la santé. Le législateur caractérise le système de santé comme une entité neutre et technique, se limitant à impulser des soins, et à mobiliser les moyens, occultant sa dimension politique (article 6). Faut-il s'orienter vers la santé publique, et l'affirmer explicitement, ou au contraire persister dans une logique de distribution centralisée et administrée des soins ? En l'absence de cette vision, il semble difficile d'attribuer une pertinence et un sens aux différents programmes de santé locaux et régionaux. Un programme sanitaire ne s'élabore pas en référence à la maladie en soi, mais en prenant en considération, les choix effectués en matière de santé, qui résultent des préoccupations actuelles de la majorité des patients, des données épidémiologiques, économiques et sociologiques les plus actualisées, etc. L'avant-projet se limite une approche biomédicale de la santé fortement datée, n'ayant plus cours aujourd'hui dans le monde sanitaire conduit à organiser des états généraux des maladies et des associations, qui deviennent partie prenante des transformations décisives opérées dans le domaine de la santé (loi sur les droits des malades en France, 2001). Or, dans l'avant-projet, l'acteur hégémonique est représenté par le ministère de la santé. Une lecture attentive du texte montre que les décisions importantes ou les dispositions juridiques ultérieures lui reviennent de «droit». On est en présence d'une profusion d'articles peu novateurs, souvent imprécis, utopiques et vagues, dominés par la rhétorique administrative. Par exemple, les articles les plus importants (la région, le conseil national de santé, etc.) seront traités par voie réglementaire, laissés à l'appréciation des responsables sanitaires. Le texte juridique indique enfin la prégnance d'une logique paternaliste. Tout semble être fait et pensé pour les patients, mais sans eux. Ils ont le statut strict de consommateur de soins. Leur participation au fonctionnement du système de soins n'est jamais évoquée. Ce dernier doit fonctionner du haut vers le bas, sans permettre les médiations autonomes, les contre-pouvoirs et le rôle décisif des patients ou de leurs représentants, dans le but de son amélioration. Le législateur consacre 4 articles (118-121) à l'éducation pour la santé. Or force est de constater que les patients sont de nouveau considérés comme des récepteurs passifs de l'éducation appropriée par les professionnels de la santé. Pourtant, cette approche de l'éducation pour la santé est dépassée. Aujourd'hui, il est plus juste d'évoquer l'éducation sanitaire comme une relation sociale égalitaire. Elle doit tendre vers la reconnaissance sociale de la parole ou du silence du malade.

LE DÉNI DE LA RÉALITÉ SOCIO SANITAIRE

Il est tout de même paradoxal que l'avant-projet de la loi relative à la santé, occulte de façon aussi explicite les problèmes essentiels des patients et de leurs proches parents dans les structures de soins. On est en présence de non-dits importants sur les patients (7 articles seulement

L'avant-projet de la loi relative à la santé (2014) dévoile l'absence d'une argumentation rigoureuse et précise sur la politique de santé des pouvoirs publics, conduisant le législateur à produire un texte de loi profondément discutable. Il nous a donc semblé important de questionner ses orientations sociosanitaires.

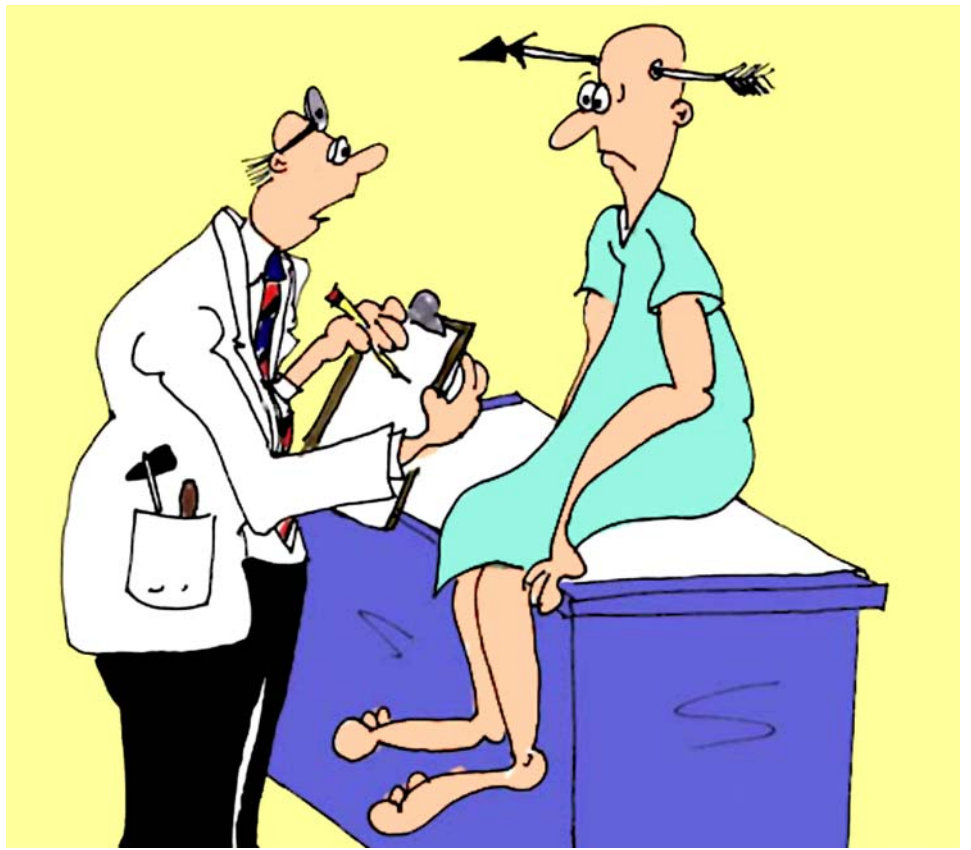
leur sont consacrés). Tout le texte juridique s'appesantit sur un mode de fonctionnement du système de soins extérieur aux patients. A contrario, le législateur multiplie les articles sur la santé mentale (135-177, soit 43 articles). La majorité des règles énoncées, est focalisée sur le contrôle administratif et politique du malade dit mental dans la société, alors que rien n'est dit sur les possibilités de son insertion sociale et professionnelle. Ceci montre bien l'archaïsme de certains articles sur la maladie dit mentale, focalisés sur l'enfermement psychiatrique, qui nous rappelle l'hôpital psychiatrique du XIXème !

L'avant-projet est silencieux quand il s'agit d'évoquer l'errance sociale et thérapeutique des patients anonymes et les multiples inégalités régionales et sociales entre les différentes wilayas et entre les catégories de malades. La raison d'être d'un texte juridique est précisément de prévoir des règles précises pour tenter de réduire ces inégalités. Aucun article ne fait référence à la marchandisation des soins qui prend une ampleur considérable. Comment la contenir ? Comment la réguler ? Rien ne semble être prévu dans l'avant-projet, sauf que le législateur opte résolument pour une marchandisation des soins plus radicale, en introduisant l'activité privée lucrative dans les établissements publics de santé.

L'article 273 autorise les fonctionnaires de la santé du secteur étatique administré, à exercer une activité privée lucrative en dehors des heures de travail et durant le week-end dans un établissement public de santé. Même si nos enquêtes de terrain ont montré depuis au moins deux décennies, que les hôpitaux ont contribué de façon larvée au renforcement du secteur privé des soins, il s'agit ici de légaliser l'activité privée dans les établissements publics de santé, en permettant les actes chirurgicaux et les gestes médicaux. On peut légitimement s'interroger sur la pertinence de l'article 273, quand on connaît la déliquescence de la majorité des hôpitaux, soumis à l'injonction administrative, faiblement régulés et organisés, et qui sélectionnent en grande partie les malades selon le capital relationnel. Les responsables sanitaires sont bien dans le déni de la réalité socio sanitaire, en légalisant la violence de l'argent dans les structures étatiques de santé. Celle-ci va contribuer à renforcer les inégalités de soins entre les différents catégories de patients, entre les mondes sociaux des médecins, à permettre la création de réseaux informels dans le but de capter la clientèle privée à l'hôpital qui normalisera une double violence : le piston et l'argent. Le législateur accentue le déni de la réalité socio sanitaire, en invoquant l'article 278 qui stipule de façon surréaliste, comme si le fonctionnement de nos hôpitaux avait atteint un haut degré de maîtrise de l'acte de soins, que «la durée de l'activité complémentaire ne peut excéder 20% de l'activité hebdomadaire du service concerné».

Le texte de l'avant-projet de la loi relative à la santé n'appréhende pas la pluralité d'offres thérapeutiques dites «traditionnelles» qui investissent de façon active la société, renforçant un marché difforme et informel des soins, laissant dans l'ombre le statut, les logiques et les stratégies de ces praticiens. Faut-il intégrer les traditionnels au système de soins ? Comment ? Quel type de contrôle ? Par qui ? Faut-il enfin persister dans le laisser-faire et l'opacité ?

Aucun chapitre ou section n'est proposé sur la qualité des soins qui reste pourtant problématique. Une loi sanitaire ne peut, nous semble-t-il, éluder la question centrale des relations entre les professionnels de la santé et les patients. Des éléments importants ressortant de nos enquêtes, sont ignorés : l'écoute et l'accueil des patients qui sont pourtant indissociables des soins. Les ruptures entre les différents acteurs organisationnels du système de soins, dévoilent l'absence



de toute régulation contractualisée et reconvenue par tous les acteurs de la santé. Il ne suffit pas d'invoquer la nécessité du partenariat entre les différentes structures de soins, ou la mise en place de réseaux entre elles. Ce sont des vœux pieux dans une arène socio sanitaire dominée par l'hospitalocentrisme. Celui-ci impose sa propre hiérarchisation sociale. L'absence d'une politique publique de santé explique en grande partie l'occultation des règles centrées sur la primauté donnée à la circonscription sanitaire, à l'importance de la médecine de proximité et de famille, etc. De nouveau, l'avant-projet est silencieux sur la nécessité d'une vision claire de la santé construite par le bas, dans une logique de débat pluriel et critique, d'écoute et de reconnaissance sociale et politique des logiques sociales autres que celle strictement biomédicales.

UNE DÉMOCRATIE SANITAIRE INTROUVABLE

L'avant-projet de la loi sanitaire n'évoque dans aucun chapitre la question pourtant centrale de la démocratisation sanitaire devant impliquer une toute autre posture que celle qui consiste à considérer en 2014, le patient comme un agent soumis aux prescriptions, en se conformant strictement aux règles de l'établissement de santé, produites en dehors de lui. Le texte juridique gomme les droits des malades-acteurs, pour les étiqueter comme des «mineurs» qui doivent obéissance aux décideurs et aux professionnels de la santé. L'article 21 est très explicite. Il semble important de le relire pour comprendre les limites d'un avant-projet qui est très loin des exigences et des attentes de la population. L'article est formulé ainsi : «Les patients contribuent au bon déroulement des soins, notamment en suivant les prescriptions qui leur sont indiquées et en fournissant aux professionnels de la santé les renseignements les plus complets sur leur santé...». Autrement dit, le patient n'est pas considéré comme un acteur qui a la possibilité de participer au mode de fonctionnement du système de soins. Le seul recours qui lui est attribué, est celui de se plaindre auprès d'une commission de conciliation et de médiation, dépendante de l'établissement public de santé, prévue dans l'article 205 de l'avant-projet de la loi sanitaire. Le législateur semble ignorer qu'en l'absence de contre-pouvoirs autonomes et puissants dans la société, les patients ne prendront jamais le risque d'objectiver individuellement leurs plaintes écrites au sein des institutions sanitaires pour différentes raisons (la défiance, la peur et la certitude qu'elles ne seront pas prises en considération).

L'article 25 se limite à indiquer de façon morale et lapidaire que l'Etat encourage les activités en matière de santé des associations de personnes malades et des usagers du système de santé. Les associations des patients ne sont pas uniquement à «encourager», mais constituent des acteurs importants d'un système de soins qui devrait être ouvert à la négociation et au débat contradictoire. Parce qu'elles sont proches des préoccupations des patients, les associations doivent, au contraire être reconnues comme des médiateurs incontournables qui ont leur mot à dire sur le fonctionnement du système de soins. Tout le savoir d'expérience des associations crédibles, investissant de façon active les réalités sanitaires,

sans oublier les familles des patients, représente une richesse souvent méprisée et sous-estimée, pouvant permettre de donner un autre sens au système de santé, qui ne soit plus, comme aujourd'hui, le monopole strict de l'administration sanitaire.

Un autre élément montre l'absence de reconnaissance de contre-pouvoirs. L'article 26 est présenté de façon lapidaire : «Il est créé auprès du ministre de la santé un conseil national de la santé». Mais rien n'est dit sur sa composante sociale, sur ses rapports avec les pouvoirs publics. Il est plutôt défini comme un organe devant renforcer la bureaucratie sanitaire. Il ne semble pas, dans l'esprit du texte, être l'émanation de la société, et notamment de ceux qui sont confrontés quotidiennement aux problèmes de la maladie et de la souffrance. Il aurait été plus «clair» d'évoquer la création d'un conseil administratif ou étatique, approprié de façon centralisée par les pouvoirs publics et dont ses membres seraient nommés par ces derniers !

L'avant-projet de la loi de la santé est évasif et ambigu quand il s'agit de préciser de façon claire les types de rapports entre les pouvoirs publics et les acteurs de la santé, représentés par les familles, les associations et les professionnels de la santé. L'article 28 montre la centralisation excessive dans l'élaboration des programmes de santé, gommant ce qui est pourtant essentiel dans une optique de régionalisation évoquée de façon aussi vague et imprécise que le conseil national. Il est clairement indiqué que «les programmes de santé sont élaborés, supervisés et évalués périodiquement par le ministre chargé de la santé, en collaboration avec les services concernés». Aucun article ne met l'accent sur l'importance de la négociation, de l'autonomie et de la confiance qui devrait être accordée aux acteurs locaux qui se retrouvent en réalité, dans un rapport de dépendance à l'égard de la bureaucratie ministérielle.

L'avant-projet de la loi sanitaire ne permet pas aux malades ou à leurs représentants d'accéder au statut d'acteurs sociopolitiques dans un système de soins défini comme une entité fonctionnaliste, se limitant à appliquer les orientations du ministère de la santé. Ce texte juridique est une régression dans le domaine de la santé publique. Il renforce la bureaucratie sanitaire difforme par la multiplication des commissions (évaluation et conciliation et de médiation), et le refus de reconnaître des acteurs sociaux autonomes et proches des malades.

Deux personnes bénévoles au sein de l'hôpital, elles-mêmes malades, décrivent de façon fine, et sur une longue durée, le fonctionnement hospitalier en France. Elles indiquent de façon éclairante que «les médecins et l'administration commettent une erreur essentielle. Ils n'utilisent pas les usagers comme des facteurs de changement, ils ne savent pas intégrer dans leurs décisions, les bénéficiaires de ce système, ils raisonnent toujours comme seule hypothèse que le malade est le problème et non la solution» (Compagnon, Sannié, 2012).

*Sociologue

Référence bibliographique

Compagnon C., Sannié T. S., (2012), *L'hôpital, un monde sans pitié*, Paris, l'Editeur.

L'école, ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas !

Par Ahmed Farrah

Le système éducatif est pensé par une stratégie de développement de tout état. Il est très imbriqué dans la société, chaque pays peut avoir des options différentes sur la façon dont il l'organise. Les choix, les orientations, les projets peuvent être très différents. Comme toute entreprise de production, l'école est le réceptacle de moyens relativement considérables selon les potentialités des pays. La performance du système éducatif se matérialise donc, par le bien être ressenti chez les populations et mesuré périodiquement, avec des outils d'évaluation standardisés.

Des audits indépendants, sont nécessaires pour faire le bilan de toute entreprise, s'informer de l'état des lieux et prendre des décisions pour corriger les carences et améliorer la compétitivité.

Le ministère de l'éducation nationale par sa composante interne, possède-t-il les structures spécialisées et compétentes pour réaliser une évaluation de la qualité de l'enseignement dispensé en Algérie ? Une expertise comparative internationale est nécessaire et peut servir à enrichir la réflexion que l'on peut avoir sur son propre système pour l'améliorer et le parfaire.

Cette évaluation aura pour objectif de mesurer la pertinence des actions initiées et l'efficacité des investissements et des moyens alloués pour une performance quantitative et qualitative attendue du système éducatif. Autrement dit : la relation coût / résultat : c'est-à-dire à quels coûts ses résultats sont obtenus.

Le programme PISA « Programme international pour le suivi des acquis des élèves » est un ensemble d'études très modernistes privilégiant un socle minimum de compétences pour ce que les élèves de 15 ans savent et ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils savent, menées par l'OCDE (L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques) et visant à mesurer des performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres. Leur publication est triennale. La première étude fut menée en 2000. Certains de ses adversaires lui reprochent de ne pas prendre en considération la culture générale et le savoir théorique. Dans sa dernière publication, sur 65 pays, la France qui consacre 20% de son PIB, est arrivée entre la 22^{ème} et la 27^{ème} place du classement selon les matières (Compréhension de la lecture, Mathématiques et Sciences). Les pays les mieux lotis sont la Finlande, la Corée du sud, le Japon, la Chine... L'Algérie ne participe pas à ce programme ce qui est dommageable. Un pays comme l'Allemagne a pris au sérieux PISA dès 2001, contrairement à la France, et a refondé son système éducatif, qui s'est amélioré depuis, grâce au retour d'information.

Des journées d'études régionales, sur l'évaluation du cycle primaire du système éducatif, se tiendront le 11 et 12 octobre prochain, à l'institut Ibn Rochd de Tiaret en présence de la Ministre de l'éducation nationale. Cette étude devrait se pencher sérieusement et objectivement sur la qualité de l'enseignement, les méthodes d'évaluation et l'évaluation des acquis des élèves et non pas seulement sur des statistiques quantitatives comme on nous a souvent habitué. Certes, personne ne le nie, le pays a fait des efforts titanesques dans la réalisation des infrastructures de base et les équipements qui les accompagnent, mais l'école n'est pas seulement des murs et de l'immobilier, le plus important ce sont les maîtres qui dispensent l'enseignement. Le secret de la réussite du système éducatif finlandais réside surtout dans le niveau professionnel et les compétences des enseignants. La formation initiale des enseignants est très spécifique pour la laisser à l'université qui accorde principalement du savoir académique. Les instituts de formation des enseignants sont indispensables pour dispenser le savoir et le savoir-faire en al-

Le développement d'un pays, sa compétitivité économique, sa maîtrise technologique et sa production scientifique, sa capacité de créativité et d'innovation, son rayonnement culturel et littéraire, sont en étroite corrélation avec le système éducatif mis en place.



ternant des compétences théoriques et pédagogiques et de proximité par le contact précoce avec les élèves lors des stages sur le terrain. Aussi la Finlande a valorisé ses enseignants qui sont sélectionnés parmi la crème de la crème, c'est-à-dire l'élite. La société finlandaise a beaucoup de respect et de reconnaissance envers ses enseignants, leurs salaires sont parmi les plus élevés et le métier fait rêver. L'école finlandaise est très autonome et libre dans le choix de la stratégie qu'elle voit utile pour atteindre ses objectifs. L'administration scolaire est très légère et se conforme aux règles qui régissent les entreprises économiques, à sa tête un MANAGER, qui lui seul recrute le personnel administratif et pédagogique de son école, et non pas un ancien enseignant devenu Directeur. Aucun autre pays ne peut transposer le modèle finlandais chez lui, pour des raisons très objectives, d'abord c'est un pays de cinq million d'habitants, une population homogène et des traditions socio-culturelles et politiques très spécifiques.

A regarder de près, l'administration de notre système éducatif est gérée à tous les niveaux par d'anciens enseignants, qui ne sont pas tous forcément des administratifs compétents ou des gestionnaires efficaces, il est temps que la tutelle ait son école des cadres, recrutés parmi les diplômés en masters pour les former selon un curriculum international. Comme il serait important d'instituer un haut conseil des programmes scolaires et un haut conseil de l'évaluation du système éducatif.

Un autre système éducatif qui fait la fierté des Suisses, est basé principalement sur l'apprentissage précoce des jeunes. L'apprentissage est l'ingrédient principal de la recette anti chômage en Suisse, à l'âge de 15 ans, les deux tiers des jeunes quittent l'école pour rentrer en formation, et c'est considéré comme une filière d'excellence qui permet à certains d'atteindre les sommets. En quatre années de ce cycle secondaire, l'apprenti peut passer la Maturité qui est l'équivalent du Baccalauréat. D'apprenti à ingénieur, ce n'est pas un rêve en Suisse. Comme ils existent des passerelles tout au long de la vie professionnelle d'un Suisse pour réaliser ses rêves, devenir wilaya, entrepreneur, politique... En Suisse avec l'apprentissage, les talents

deviennent des pros. C'est le slogan qui décrit bien la réalité Suisse qui fait de l'apprentissage une arme redoutable contre le chômage des jeunes, l'un des plus bas du monde.

En Algérie la formation professionnelle est séparée du système éducatif, alors qu'elle devait être son prolongement. Le foisonnement très couteux des filières scolaires au lycée témoignent du gâchis du système éducatif. Au lieu d'avoir seulement deux filières, une scientifique basée sur l'enseignement des mathématiques, de la physique-chimie et de la biologie et l'autre, littéraire basée sur les langues, la philosophie et l'histoire et géographie, l'enseignement des filières technologiques d'une façon théorique et académique, coupé des entreprises est un non-sens. Et cela peut se vérifier à l'université où l'on trouve des Bacheliers en technologie inscrits en biomédical, avec toutes les difficultés que cela suppose. La refondation du système éducatif si elle se faisait, sans l'intégration de la formation et de l'apprentissage des métiers de l'avenir comme ceux des technologies de l'information et de la communication ou du développement durable, notre pays resterait à la traîne du monde compétitif, et nous payerions la facture économique trop chère.

Aujourd'hui dans de nombreux pays l'université offre l'illusion des diplômes universitaires aux étudiants qui ont choisi des études par défaut. Dans certaines filières comme en biomédical, l'INI, l'EPAU et d'autres écoles, les étudiants sont hyper sélectionnés en amont, les autres ne sont pas sélectionnés quand ils rentrent, mais sont systématiquement triés quand ils sont à l'université. Le nombre des étudiants qui décrochent en première année, reste inconnu mais surement terrible. Grâce au stéréotype typage des sujets des épreuves, des barèmes de correction et des délibérations assistées par ordinateur, l'école leur a donné l'illusion d'avoir un diplôme, le BAC pour poursuivre des études supérieures, mais la réalité rattrape le plus grand nombre. L'université les filtre en créant l'année zéro, pour les remettre à "niveau".

La massification grandissante du nombre d'étudiants en Algérie, et l'ouverture d'universités dans chaque wilaya, sans tenir compte des critères objectifs, comme la compétence de

l'encadrement, la qualité de la formation et les besoins du pays, crée des chômeurs de luxe avec des licences et des masters. Les diplômes ne sont plus en harmonie avec les emplois qualifiés, et les diplômés ne sauront pas construire leur parcours ou quoi faire de leur existence parce que l'université ne les a pas formés pour être autonomes et entrepreneurs. L'autre décrochage des étudiants en première année universitaire, dans les filières scientifiques et technologiques incombe aux décideurs, d'une certaine époque, d'avoir pris la décision maladroite, démagogique et dogmatique d'avoir arabisé, les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie au collège et au lycée, un autre gaspillage des ressources humaines.

La stratégie pédagogique qui met l'élève au centre du processus du système a produit des comportements et des attitudes déplorables dans la société. Cette pédagogie permissive et laxiste qui défend le culte de l'enfant-gâté, despote des familles et rebelle à toute discipline, a fait que le style éducatif des familles change avec la recherche du consentement de l'enfant. La crise de l'autorité et la perte des repères font désormais de l'adulte un immature permanent, toujours assisté, crédule ne doutant de rien et ne sachant pas produire sa propre pensée. N'a-t-on pas vu pendant la décennie noire, des ingénieurs informaticiens et des médecins subordonnés d'émirs analphabètes. La violence dans l'école et dans la société décuple d'une façon exponentielle à cause de cette éducation de bourrage de crâne par des apprentis sorciers qui pratiquent dans nos écoles et ailleurs, pignon sur rue et qui se font aussi inviter chez certains à travers la télévision.

Les curricula scolaires sont vidés de leur sens, sous la pression des adeptes de l'allègement des programmes, demandez aujourd'hui à un médecin ou à un pharmacien s'il reconnaît les variétés de plantes de son jardin, les insectes et les vers qu'il voit sur le sol ou encore s'il connaît les cinq classes des vertébrés ou s'il sait ce que c'est que l'évolution anatomique du cœur chez ces vertébrés. Les programmes scolaires sont devenus des agencements sans lien d'objectifs ou

de «compétences» -terminologie à la mode. Les manuels scolaires algériens ont vu une nette amélioration, mais restent encore en deçà des standards européens de qualité. Les contenus sont souvent des plagiat de piètres inspiration et de naïves illustrations, où sont les spécialités de l'art scientifique, les infographes et les designers pour mettre de l'ordre au sein d'une structure dépassée et fossilisée. La ministre de l'éducation envisage de mettre entre les mains des élèves du cycle primaire, le livre unique. Il est souhaitable que ce livre unique donne plus d'espace à la culture générale, le civisme, la tolérance et à l'ouverture de l'esprit sur le monde de demain. Le monde des TIC, du développement durable, de la compétitivité, de la créativité et de l'innovation.

Le rythme scolaire dans l'école algérienne est insoutenable, l'aménagement du temps scolaire est indispensable pour tous les cycles. La semaine des cinq matinées pour le cycle primaire aère l'emploi du temps des élèves et leur laisse les après-midi libres pour les activités manuelles, sportives, culturelles et artistiques. La condensation de l'enseignement théorique n'est simplement qu'un bachotage qui crée des situations psychologiques et émotionnelles désastreuses pour les petits. Les activités d'éveils les déchargeront de ce poids et les rendront plus épanouis et non violents. Ainsi beaucoup d'entre eux découvriront leurs talents et pourront tracer leur voie dès cette période, et c'est là aussi que l'échec scolaire lourd apparaît.

L'évaluation des acquis des élèves pour plus d'efficacité doit être continue, le système semestriel est plus adapté pour rationaliser le temps des lycéens. Nos élèves et nos enseignants se sentent en vacances dès la fin des épreuves de composition, réduire ces périodes à deux seulement pour les lycéens, une au premier semestre à la fin du mois de décembre et l'autre au deuxième semestre à la fin du mois de mai est plus qu'une nécessité. Comme il est souhaitable de faire un devoir surveillé et corrigé une fois par mois. Le redoublement des élèves est très couteux pour le trésor public et déstabilisant pour la famille et les élèves, trouver des passerelles horizontales pour remédier aux difficultés des enfants est possible, il se fait ailleurs dans d'autres systèmes éducatifs. Instaurer des classes parallèles de niveaux différents, séparer les élèves forts pour ne pas faire le nivellement par le bas et leur placer la barre plus haut pour créer des classes d'excellence, mettre les élèves moyens ensembles et dispenser un enseignement personnalisé et adapté aux élèves qui trouvent des difficultés. Ouvrir des passerelles horizontales qui incitent les faibles à rattraper les moyens et les moyens à se hisser vers les forts.

Ce que le système éducatif ne nous dit pas :

-Quelle est la proportion des élèves d'une même génération qui arrivent en sixième, n'ayant jamais redoublés ?

- Quelle est la proportion des élèves d'une même génération qui arrivent en première année secondaire, n'ayant jamais redoublés ?

- Quelle est la proportion des élèves bacheliers d'une même génération, n'ayant jamais redoublés ?

-Quel est le budget alloué à l'éducation nationale pendant douze ans ?

C'est à travers ces statistiques qu'on pourrait analyser mieux la situation et savoir combien coûte un bachelier n'ayant jamais redoublé à l'état algérien et quel est le rapport : coût/résultat

Il est souhaitable que les résultats et les conclusions des assises sur l'évaluation scolaire du cycle primaire qui se feront cette année, soient portés à la connaissance des enseignants et de la société algérienne, pour qu'une prise de conscience générale se manifeste afin d'instaurer un esprit d'échange, briser les blocages et les obstacles, trouver des compromis et des solutions sans perte de temps, pour pouvoir enfin "Dégraisser Le Mammouth", dans l'intérêt de l'avenir de nos enfants..

Le classement d'une université attend beaucoup le nombre des années

Par Ali Derbala*

La recherche se compte par le nombre de Nobels, de médailles Fields, du nombre d'articles publiés, de brevets d'invention déposés, du nombre de professeurs et maîtres de conférences actifs, du nombre de doctorants qui poursuivent effectivement une recherche, d'articles cités positivement dans les revues et non des articles critiqués ou cités négativement, etc. La recherche étant une activité universelle, internationale, ne peut être appréciée que par une entité scientifique étrangère à notre pays. Il existe un moyen immédiat de jauger la recherche menée dans un pays. Il s'agit du tableau croisé des pourcentages d'articles publiés dans les 2000 meilleures revues internationales, pas forcément du bouquet Thomson Reuters, et des pourcentages d'articles cités dans ces mêmes revues. Ces tableaux sont tenus par l'Institut pour l'information scientifique aux Etats-Unis [1]. Il faut savoir qu'il existe au moins huit mille revues scientifiques dans le monde.

1. Le classement des universités algériennes dans le monde

Avant le début de chaque année universitaire, un classement des universités du monde est publié par l'université Jiao Tong de Shanghai. Par leur manque d'expérience et au vu de leur création récente, nos universités ne sont pas encore hissées au rang supérieur. L'écart naturel dans l'expérience scientifique entre les universités du monde et les nôtres, est fourni par le tableau ci-dessous. Si on veut réussir dans la vie scientifique, on doit marcher dans des sentiers déjà battus par les Japonais, les Coréens, les Brésiliens, etc. Agissons au moins par imitation. Il ne nous est guère possible de suivre bien exactement les traces de ceux qui nous ont précédés, ou d'égaliser le niveau scientifique de celui qu'on entreprend d'imiter.

Que des algériens arrivent à monter et démonter, par exemple, un moteur de voiture, d'avion, à le reproduire exactement en le moulant dans un creuset dans une zone industrielle ou un laboratoire d'une université. Au large de Rio de Janeiro, dans l'océan atlantique, les plateformes de forage offshore sont confectionnées par un savoir faire totalement brésilien. Pourquoi les algériens font appel à une main d'œuvre étrangère sachant que le taux de chômage élevé de nos jeunes a atteint son paroxysme ? L'université de Californie Berkeley qui existe depuis 1855, est située en Californie, sur la rive-Est de la baie de San Francisco et donnant sur le Golden Gate. Sur le campus travaillent 33 000 étudiants et plus de 1 800 enseignants. Elle est appelée indifféremment University of California, Cal ou Berkeley. Parmi les anciens étudiants, les professeurs ou les chercheurs associés à l'université, on recense 65 prix Nobel, 19 Oscars et 11 prix Pulitzer. Elle fait souvent partie des 10 meilleures universités mondiales, et est considérée comme une des universités les plus prestigieuses.

Tableau : comparaison et récapitulation succinctes des dates de création de certaines universités du monde et d'Algérie

Universités du Monde	Année de création	Universités d'Algérie	Année de création
Californie, Berkeley (USA) (appelée UCB, Cal, Berkeley, ou UC Berkeley)	Dès 1855.	Université d'Alger 1	1909
Université Stanford (USA): un campus au coeur de la Silicon Valley	L'acte de fondation date du 11 novembre 1885 et l'Université a ouvert ses portes le 1er octobre 1891.	USTHB	1974
L'université d'Oxford, UK	Date de fondation inconnue. L'enseignement date de 1116 environ. Se développe à partir de 1167.	Université d'Oran/Centre universitaire d'Oran/Sénia	1961/1965.
L'université de Cambridge (Angleterre)	1209	Université Constantine 1	1961/1968
Université de Montpellier	1289	Université de Annaba	1975
Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris 6), France	1959	UMB Boumerdes = INHC, INIM, INMC, INIA, INELEC, INGM	1964/1973/1980/1983/1998
L'université de Rostock, en Allemagne.	1419	Université de Blida	1981
Université de Tours, France.	1969	ITA/ Université de Mostaganem	1969/1978

« Si tes enfants ne sont pas meilleurs que toi, tu leur as donné la vie en vain et tu as vécu la tienne en vain. » *Gorki.*



Pour T. Kuhn, historien des sciences américain, la science ne progresse pas par accumulation de savoirs, mais par rupture brutale ou révolution. Une théorie en remplace un jour une autre, parce qu'elle est plus efficace pour résoudre une question posée.

2. La situation matérielle du chercheur algérien et ses difficultés dans la recherche

Le recrutement des chercheurs est un goulot d'étranglement. Il y a plus de pistonnés que de places pour les vrais chercheurs. Le recrutement des chercheurs doit se faire impérativement par les enseignants chercheurs des laboratoires. Une perte de motivation de nombreux chercheurs se fait sentir. La recherche est réalisée sous forme de projets CNEPRU et PNR. Les rémunérations des PNR de l'année 2012 n'ont été virées qu'en Aout 2014. Comme on a dénoncé la mauvaise gestion des anciens projets 2010-2012, pour les nouveaux projets PNR, des avis négatifs non signés par un responsable, nous ont été apposés sans aucune justification scientifique. Même la composante de ces commissions d'études de projets est anonyme, ces membres ne sont pas élus démocratiquement par leur pairs. La bureaucratisation à outrance, la pléthore d'organismes de tutelle rendent réfractaires aux idées scientifiques. Les organismes dans l'orbite de la recherche sont : le Secrétariat d'Etat à la recherche, la Direction de la recherche scientifique et du développement technologique qui financent les projets PNR dont le siège est à El Madania, une seconde direction de la recherche située dans l'enceinte du siège du MESRS à Ben Aknoun, la direction des projets rétribués de type CNEPRU, la direction des accords-programmes entre les universités algériennes et étrangères (projets de types CMEP) et le ministère de la Solidarité, par son intérêt aux scientifiques algériens à l'étranger.

3. Le mythe de la pluridisciplinarité.

La mathématique moderne a favorisé la hiérarchisation et l'esprit d'élite au nom d'une science présentée comme intrinsèquement difficile, accessible à quelques privilégiés. Les mathématiques sur du papier ne donnent

aucun « essor » à la recherche et cela depuis plusieurs siècles. Tout s'élabore par des résolutions algorithmiques, telle l'équation de Fermat qui date de plusieurs siècles et que sa résolution n'a été possible que par l'utilisation de gros ordinateurs. Tout est devenu Calcul formel, un calcul fait par les ordinateurs. Les fractales ne sont que la résolution d'une équation simple, itérative ou récurrente. Cette résolution se fait par l'application d'un algorithme et à l'aide des ordinateurs. Les solutions aux problèmes mathématiques contemporains n'existent que dans des cas très lisse, idéal, parfait, chose qui est en général impossible même dans la nature. Faute de solutions analytiques exactes, des chercheurs se lancent à la détermination de quelques solutions, parfois même en se contentant d'une solution approchée. Cette résolution approchée s'appelle détermination de solutions par une heuristique ou une Métaheuristique. Les départements de mathématique n'existent presque plus dans les universités du monde, sauf dans les grandes universités où une recherche fondamentale en mathématique est déployée. Les mathématiciens sont affectés dans les centres ou laboratoires de recherche pour développer des modèles mathématiques et résoudre les problèmes inhérents ou appliqués à l'informatique, aéronautique, mécanique, électronique, automatisme, etc.

4. Rôle de la coopération scientifique

Le but de la coopération internationale est de favoriser la comparaison entre pays, par le contrôle du facteur historique, institutionnel, culturel, etc. L'universitaire Rachid Brahmi a relaté dans son article [2] des difficultés dans l'accomplissement d'un séjour scientifique lors de l'un de ses déplacements à l'étranger. Les séjours en Europe sont subordonnés à l'obtention du visa du pays d'accueil. En effet, dans le texte de la communauté européenne « Accueil des chercheurs étrangers et provinciaux. Lettre de Science Accueil. Mai 2010. », les visas scientifiques de court terme sont gratuits. Même pour ceux qui ont obtenu des visas pour les pays européens et à plusieurs reprises, l'octroi de nouveaux visas se fait par la confection de dossiers volumineux, lourds, faramineux et décourage parfois le plus téméraire. Participer à une conférence scientifique en Europe est devenu difficile ou décourageant pour beaucoup de professeurs d'universités ou de leurs étudiants. La présentation d'un ancien visa, la lettre d'acceptation d'une communication et la demande de nouveau visa sont suffisants pour son octroi. Sous prétexte que communiquer un article scientifique ou un poster dans une conférence internationale n'était pas une relation scientifique ou n'était pas du séjour scientifique comme stipulé dans le dit texte ci-dessus, certains consulats de pays européens, comme celui du Portugal, continuent à faire payer ces visas pour participation à une conférence à hauteur de 60 euros ou l'équivalent de 6500 DA. Dans le temps, les communicants de leurs travaux se faisaient payer pour les exposer dans des séminaires hebdomadaires des départements scientifiques ou au moins être exonéré de paiement des frais de participation dans la

conférence. Dans les participations aux conférences, au moins deux problèmes sont à soulever. Faute de paiement à temps avant une date butoir des frais d'inscription à la conférence et l'impossibilité de transférer des devises de l'Algérie sans autorisation du Ministère des finances, les organisateurs des conférences font payer des pénalités de retard, même si on est autorisé à payer ces dits frais au moment de la conférence, on the desk. Les organisateurs des conférences remettaient en général des Actes de la conférence en papier ou sur CD. Ces Actes ou Proceedings des congrès contenaient le texte de tous les articles exposés. Certaines conférences européennes n'impriment qu'un recueil de résumés des articles appelé Book of abstracts. Les articles des participants effectifs seraient publiés on line et qu'on pouvait les imprimer comme on voulait. Quant à l'assurance-voyage des enseignants chercheurs en mission scientifique dans au moins les pays de la CEE ou ceux du Maghreb, elle doit être prise en charge par la CNASAT. Cet organisme social et médical a des relations ou conventions avec ceux de la France et à fortiori avec ceux de la CEE. Pourquoi imposer une double assurance aux enseignants chercheurs en mission scientifique à l'étranger ?

Conclusion

Les directeurs de laboratoires de recherche ont pressenti le besoin d'une recherche fondamentale et appliquée qui parfois demande des projets à moyen et long termes et qui nécessitent des matériels lourds, que seul la direction de la recherche, un organisme d'envergure nationale peut fournir ou satisfaire. Les universités algériennes n'ont pas encore une histoire de développement et de succès. Notre but principal est d'orienter nos efforts de chercheurs vers des domaines d'applications à la vie sociale. Nos universités ne sont pas encore accommodées des contraintes de la bureaucratie. La direction de la recherche a intégré et a agréé des laboratoires de recherche de l'enseignement supérieur et des centres de recherches existants. Il est du devoir de cette institution de recherche d'attribuer des vrais pouvoirs financiers aux directeurs de laboratoires. Il faut libérer les esprits et laisser les scientifiques réfléchir dans leur tête. Les budgets votés et débloqués pour la recherche n'arrivent jamais entre les mains de vrais chercheurs, s'ils arrivent ce n'est qu'en miettes. Il faut exiger des enseignants chercheurs de mettre leur CV sur les pages Web des laboratoires de recherche qui ont puisé et épuisé des budgets. Pour éviter les soupçons ou les usurpations, toute publication doit être munie de son adresse URL.

*Universitaire

Références

1. Jean Heyras. Chercheur cherche emploi stable, Science & Vie. Politique Scientifique, ? 820, Janvier 1986, pp.6-13 & p.155.
2. Rachid Brahmi. De la coopération universitaire entre pays amis et frères. Le Quotidien d'Oran, Actualité autrement vue, Jeudi 02 Octobre 2014, p.15. <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5204126>
In : <http://www.lematindz.net/news/15297-de-la-cooperation-universitaire-entre-pays-amis-et-freres.html>

Le FMI est plus qu'attaché à l'Algérie !

Par Cherif Ali

On dit que c'est le Président Abdelaziz Bouteflika qui a décidé, contre l'avis de beaucoup de ses conseillers, d'éponger, une fois pour toutes, cette dette extérieure qui empêchait toute vision économique et/ou sociale.

C'était, faut-il le dire, l'un de ses engagements pris à l'entame de son premier mandat présidentiel, tout comme la paix civile dont nul ne peut contester sa concrétisation sur le terrain.

Bien avant cela donc, le pays était, non seulement, étranglé par la dette extérieure, mais il devait, aussi, faire face à une situation interne catastrophique, tant au plan social, qu'au plan économique. Le FMI exigeait du gouvernement algérien d'alors, le rééchelonnement de sa dette et le libéralisme de son économie, à grand renfort de réformes qui n'ont fait qu'appauvrir la population et se sont traduites au plan interne par le blocage des salaires et des retraites, le démantèlement des entreprises, le chômage de masse et les pénuries sur certains produits.

Et sur le plan international, l'isolement du pays.

Depuis donc le remboursement de notre dette extérieure, les rapports du pays avec le FMI se sont, disons-le, apaisés à telle enseigne que cette instance délivre, à ceux qui nous dirigent, satisfecit après satisfecit, estimant que l'économie algérienne va bien.

Elle va même plus que bien aux yeux du FMI qui s'est vu accordé par l'Algérie, un prêt de 5 milliards de dollars, soit 3,8 milliards d'euros.

Il s'agissait d'une opération judicieuse mais, comme à l'accoutumée, nos gouvernants ont raté le coche en matière de communication, à croire qu'ils sont toujours dans une sorte d'interrogation, sur ce qu'ils doivent dire, ou taire à la population sidérée, faut-il le dire, par cette décision.

Pour Alger, pourtant, l'opération est gagnante sur tous les tableaux : les 5 milliards de dollars ne sortent pas de la comptabilité des réserves du pays ; ils sont rémunérés ; l'argent prêté par l'Algérie sera remboursé, avec un emprunteur aussi fiable que le FMI ; le pays contribue à éviter que la crise de la zone euro ne s'aggrave, ce qui aurait pu nuire à ses exportations énergétiques.

Les algériens pensaient en avoir fini avec le FMI, jusqu'à cette visite de Madame Christine Lagarde début mars 2013 et les supputations faites autour de son déplacement à Alger, à la tête, faut-il le préciser, d'une importante délégation d'experts.

Pour l'Algérien lambda, la directrice du Fonds Monétaire International vient à Alger, "pour encore une fois, nous soutirer de l'argent".

Il a fallu attendre, pratiquement, le jeudi 13 mars 2013, pour en savoir davantage et de découvrir dans la presse nationale, cette déclaration préliminaire de madame Lagarde : "Je ne suis pas venue en Algérie pour un prêt !". Elle a même ajouté : "Je ne suis venue, ni pour solliciter un deuxième prêt, ni pour demander une rallonge sur le premier prêt accordé au FMI par l'Algérie". Propos, reconnaissons-le, dit sur un ton, aussi, réactif que cinglant et qui aurait pu être, non seulement, évité mais aussi expliqué à la population, en termes moins incisifs, par une source autorisée, comme on dit dans nos contrées d'ici-bas.

Finalement, madame Lagarde a affirmé que sa visite dans notre pays s'inscrivait avant tout, dans le cadre d'un partenariat fécond et renforcé entre le FMI et l'Algérie qui a pris une nouvelle dimension, depuis que l'Algérie a répondu à l'appel lancé par le fond à l'adresse de ses membres, pour renforcer ses capacités financières et mettre ses ressources à la disposition des pays en difficulté.

Les choses ont, ensuite, pris une tournure beaucoup plus technique, avec tout d'abord cette annonce relative à "la demande du gouverneur de la Banque d'Algérie qui aurait sollicité l'expertise du FMI, pour faire une étude sur le système bancaire et financier algérien". On attend de voir si cela a profité à nos banques toujours aussi frileuses.

Avant de quitter notre pays, la directrice générale du FMI qui a recommandé à nos gouvernants, en quête d'I.D.E « la nécessité de réviser la règle des 51-49%, l'assouplir pour le moins et ne l'appliquer que pour les secteurs stratégiques », a fait aussi cette déclaration éton-

Tous les gouvernements qui se sont succédé ces 15 dernières années, n'ont eu de cesse de le dire, de l'écrire et de se prévaloir du fait que l'Algérie a remboursé, ou presque, sa dette au FMI.



nante : « ces derniers jours m'ont permis de mieux comprendre les aspirations de l'Algérie, ainsi que les défis qu'elle devra relever afin que l'avenir tienne ses promesses ; le FMI est profondément attaché à l'Algérie ; nous sommes votre ami, votre partenaire ».

Apparemment, le climat d'Alger a fait du bien à madame Lagarde qui s'est laissée aller à de telles confidences, ce qui nous laisse penser que le FMI, « notre ami de toujours » est plus qu'attaché à l'Algérie et que quelque part, il faut s'habituer à ses visites fréquentes !

A moins que, comme se sont autorisés à penser certains observateurs « Christine Lagarde est venue, spécifiquement à Alger, pour faire pression sur le gouvernement algérien pour qu'il dépose davantage d'or dans les coffres du FMI » ; il faut savoir que la charte du fond exige qu'une partie des quotes-parts des pays membres soit réglée en or.

Pour rappel, l'Algérie, dans le classement des pays détenant les plus importantes réserves d'or, occupe la 24ème place avec 173,6 t du métal précieux comme réserves, loin derrière les Etats-Unis (8133,5 t), l'Allemagne (3391,3 t), l'Italie (2451,8 t), la France (2435,4 t), et la Suisse (1040,1).

L'or, en fait, a toujours suscité les pires convoitises. En 1830 par exemple, la France coloniale a mobilisé 104 navires de guerre et 535 navires de commerce pour faire main-basse sur le trésor de la Régence d'Alger.

Paranthèse fermée, et bien après le départ de Madame Christine Lagarde, directrice générale du FMI, que reste-t-il de sa visite dans l'esprit de nos concitoyens ?

Un goût d'inachevé d'abord, un manque de visibilité économique ensuite et enfin, beaucoup d'appréhensions.

Franchement, les algériens les plus avertis, n'avaient pas besoin d'attendre sa visite pour faire le constat de ce qui empêche "un réel décollage de notre économie" et "le manque d'engagement des IDE" qui prennent l'allure de l'arlésienne, pour le moment, pour causes :

- d'économie dépendante des hydrocarbures.
- de méthodes de gestion à revoir.
- du manque d'attractivité des affaires et du climat à revoir.
- d'inflation et de chômage des jeunes.
- de bureaucratie et de corruption.
- de pléthore de textes réglementaires.
- d'absence chronique de foncier qui décourage plus d'un investisseur.

Quand aux conseils éclairés des experts du FMI, il y a de quoi se mettre martel en tête ; notre système de subvention des produits de base et de première nécessité, a été longtemps critiqué par le FMI, assez pour faire réagir, normalement, nos responsables qui doivent plancher sur ce sujet, qui prend aujourd'hui, l'aspect d'un dilemme cornélien :

1. les subventions qu'elles soient budgétisées (lait, céréales, pain) implicites (eau, électricité, carburants), qu'elles prennent l'aspect d'aides (logement, santé) d'exonération de droits et taxes (sucre, huile), bénéficient tant aux ménages, qu'aux importateurs qui réalisent des bénéfices monumentaux.

2. les réduire ou les abandonner n'est pas sans risques sur la paix sociale.

3. la question qui taraude nos gouvernants, pressés par le FMI et l'OMC, est celle-ci : un retour vers la vérité des prix sera-t-il bien perçu par la population, même s'il doit s'accompagner d'une augmentation des salaires ?

Il faut l'admettre, nos rapports avec le FMI seront toujours entachés de crainte, tant il symbolise la crise et nous renvoie à la face, notre mauvaise gestion, la faillite de nos politiques et la limite des compétences de nos gouvernants !

A contrario, il faut aussi reconnaître que les thérapies du FMI ne sont pas sans douleur pour les populations.

Regardez la Grèce par exemple, qui n'en finit pas de manger son pain noir, allant de P.A.S à P.A.S (Plan d'ajustement social) et de prêt en prêt, avec, planant sur sa tête, la menace d'une exclusion de la zone euro et l'appauvrissement de ses couches sociales.

Prenez également l'exemple de l'Argentine, où le désamour s'est confirmé entre ce pays et le FMI, le premier accusant l'institution extra-financière d'être responsable de sa faillite, même si, depuis 2006, il est parvenu à rembourser sa dette de 95 milliards de dollars, déjouant ainsi toutes les recommandations de cette instance et renvoyant, au passage, les experts de l'institution à leurs chères études. A ce jour, d'ailleurs les relations FMI/Argentine sont réduites à l'échange de convenances, imposé pour la nécessité de coopération avec l'institution.

Le troisième exemple se trouve à Chypre, cette île qui a défrayé la chronique financière suite au tsunami qui a frappé, durement, ses banques. Dans ce pays en effet, l'Europe des riches, a fait un pas de plus dans l'expérimentation des mesures dures, visant à tester les réactions internes, celles des populations locales, notamment. A Chypre, tout le monde était affolé, car le sauvetage des banques a été décidé au prix d'une taxe, à effet immédiat, de 6,75% sur les dépôts bancaires pour les sommes inférieures à 100.000 euros et de 9,9%, au-delà. Les petites gens se sont précipités pour retirer leurs maigres économies, craignant d'autres mesures plus drastiques, voire même, une faillite du système bancaire chypriote, ce qui signifierait, à terme, la ruine des petits déposants, le chômage à grande échelle et la précarité, tant sociale que politique. Pendant ce temps là, on peut imaginer que les hauts responsables du FMI et de l'Euro-groupe, n'ont eu aucune gêne ou scrupules, à ponctionner les avoirs des dépositaires, même si parmi ces derniers il se trouve des spéculateurs ou des transnationaux, aux fortunes douteuses qui, bien évidemment, s'en remettront. Business is business, affirme-t-on, en sourdine, du côté de Breton Wood et d'autres places financières où règnent la spéculation, les affaires et la politique faite, par et pour les riches. Plus près de nous enfin, il y a eu le cas de la Tunisie où le FMI, s'est engagé à débloquent un prêt de 1,75 milliards de dollars assorti de réformes difficiles à satisfaire : réduction des dépenses courantes (salaires, compensations, subventions), un nouveau code de l'investisse-

ment, une visibilité plus claire sur le plan politique, constitutionnel et institutionnel, une justice équitable et une réhabilitation du secteur privé. Autant dire qu'il s'agit de travaux titanesques pour ce pays qui recherche sa stabilité et qui, quelque part, risque de perdre aussi sa souveraineté pour un bout de temps.

En définitive, il n'est pas besoin qu'un pays soit endetté pour qu'il coure le risque d'une crise financière. Et ce qui nous est demandé aujourd'hui par le FMI et même l'OMC n'est plus ni moins, que l'abandon de la politique sociale du soutien des prix.

Rappelons que le pays, grâce aux recettes pétrolières, réinjecte tous les ans 10 milliards de dollars en transferts sociaux : logements gratuits, assurance chômage, dépenses de santé etc. Il est connu que la sortie d'une politique de subvention des prix est toujours problématique, surtout que l'on a ni le loisir d'en fixer les termes, encore moins les délais dont on dispose pour le faire. Et monsieur Zeine Zeidane, chef d'une énième délégation du FMI qui a séjourné du 17 septembre au 1er octobre courant dans le pays, n'a pas manqué de réitérer « la nécessité pour l'Algérie d'adopter une règle budgétaire, rééquilibrer ses finances publiques et aussi réduire ses dépenses courantes ».

En clair, l'envoyé du FMI alerte nos responsables sur l'accentuation des risques qui pèsent désormais sur la stabilité macro-économique du pays, au regard notamment, du recul de la production d'hydrocarbures et de la forte consommation interne ; « si cette situation économique est maintenue, la position extérieure de l'Algérie deviendra, inévitablement, négative dans 20 à 25 ans », a dit monsieur Zeine Zeidane.

Ce dernier n'a pas voulu, par ailleurs, se prononcer sur l'intention des pouvoirs publics d'abroger le fameux article 87 bis du code du travail, ni sur l'impact qui pourrait en découler quant au niveau des dépenses salariales à venir.

« Nous avons pris acte de la décision des autorités algériennes d'abroger l'article 87 bis, mais nous n'en connaissons pas encore les modalités de mise en œuvre », s'est contenté de souligner, très diplomatiquement, le représentant du FMI, estimant, toutefois, que « si l'Algérie veut améliorer sa compétitivité, elle doit faire attention à ce que les ajustements salariaux soient liés à des gains de productivité ».

Pour l'heure, Abdelmalek Sellal, notre Premier Ministre est plutôt optimiste ; il n'est ni préoccupé par la baisse du prix du baril de pétrole, contrairement au ministre de l'énergie Youcef Yousfi qui, il est vrai, s'est depuis contredit, encore moins par « les perspectives économiques mondiales pour 2015 » établies par le FMI qui, dans un tout nouveau rapport, note concernant notre pays, les prévisions suivantes :

1. croissance du PIB de 4,11%, loin des attentes
2. une inflation située à 4%
3. et plus inquiétant, un taux de chômage de 11,3%

De ce qui précède, peut-on affirmer que le gouvernement actuel est en mesure de :

1. maintenir une inflation endogène incontrôlable, avec des moyens financiers qui tendent à se limiter, baisse du prix du baril de pétrole oblige.

2. et surtout, répondre aux injonctions du binôme FMI-OMC appelant à l'abandon des subventions et de la règle du 51/49.

Les observateurs sont, pour le moins, sceptiques sachant que beaucoup de ministres, faut-il le dire, n'ont pas répondu aux attentes du « corps social » qui se tord de douleur et qui n'ont pas remplis les objectifs qui leur ont été assignés, ce qui laisse penser qu'un réaménagement de l'équipe ministérielle est plus que jamais envisageable, car d'actualité au regard des défis à venir. Le Premier Ministre, Abdelmalek Sellal, qui a toujours, dit-on, la confiance d'Abdelaziz Bouteflika, pourrait, compte tenu de la conjoncture que nous traversons aux plans économique, social et sécuritaire, proposer à ce dernier les changements qu'il jugera utiles.

Le Président de la République, en lui donnant acte de ce geste d'autorité, le conforterait ainsi dans sa position et dans ses choix des nouveaux ministres ou de ceux qui seront reconduits et partant, ferait taire tous les déclinologues d'ici ou d'ailleurs qui spéculent sur sa capacité à gouverner.

L'Algérie saura-t-elle éviter un autre 5 octobre ?

Par Mohammed Beghdad

Rappelons-nous quelques années avant le 5 octobre 1988, c'était le fameux programme anti pénurie que tout le monde avait agréé sous les initiales prémonitoires du PAP. C'est-à-dire qu'on voulait faire goûter la plèbe à la vie d'un pape après avoir subi la politique socialiste très austère de l'époque de Boumediène. On était fier mais toutes les commodités nous manquaient. On mangeait presque de nos mains. On avait qu'une seule marque de savon, c'était la célèbre « maya ». Pour le shampoing, c'était le même label. On faisait la chaîne pour acquérir un kilogramme de patates ou d'oignons dans les magasins de la défunte Ofra (Office des fruits et légumes algériens). Mais hélas, d'autres membres de la Nomenklatura faisaient leurs courses en cachette dans les marchés achalandés de Paris, de Londres ou de Rome, surpris par les flashs des photographes de Paris-Match d'antan.

La galerie des souks

C'était la période des Souk El-Fellah pour le citoyen lambda où pour l'achat d'une cuisinière, d'un chauffage ou d'un réfrigérateur, il fallait faire une lettre recommandée avec un accusé de réception au directeur de l'entreprise et attendre son tour durant plusieurs mois pour faire de toi du tirage au sort un algérien heureux. C'était le bonheur absolu et les youyous des voisins.

On faisait alors des demandes aux noms de sa femme, de son fils, de sa mère ou de sa grand-mère. C'est comme si on participait à la grande loterie. Allez-y savoir s'il y avait vérification pour savoir qui a été servi de celui qui ne l'a pas été. On fermait la gueule sans broncher. Les approvisionnements dépendaient évidemment de la production locale. Cela ne suffisait plus à satisfaire les besoins de la population dont la demande grossissait de plus en plus. Les gens avaient quelque peu de l'argent, car ils ne trouvaient rien en face à s'acheter.

Ils passaient leur temps à guetter les portails des entrepôts de ces magasins de l'état pour immédiatement faire la queue afin de s'offrir un poste radio ou des piles électriques, quelques pots de yaourt ou un bidon d'huile. C'était selon le hasard. La pénurie battait son plein dans tout le pays. Et il fallait trouver une solution pour soulager le simple citoyen qui souffrait énormément de ces carences. Comment ? Puisqu'il y avait quelques sous dans les caisses, il faut importer tout, de la banane jusqu'aux cacahuètes. Il faut que le peuple se satisfasse à ses plaisirs de la consommation, mais sans aucune contrepartie productive. Ainsi, le citoyen a été transformé en un gros tube digestif. Il ne pense qu'à son ventre, qu'à broyer et à ne rien prévoir pour les lendemains sinon tourner autour du centre de gravité du pays qu'étaient ces souks pour attendre les nouveaux déchargements.

Sur le dos de la pénurie

Les plus professionnels se plantaient en famille pour pouvoir tirer le gros lot. La revente des produits acquis est immédiate. À la vue de la désorganisation du circuit de distribution, voire sa défection, cette ouverture des vannes était donc une aubaine pour les nouveaux trafiquants qui commençaient à sortir leurs griffes en s'octroyant des quotas de plusieurs articles ménagers avec la complicité et le partage des dividendes avec ces patrons de ces surfaces pour les revendre ensuite aux plus offrants sur les marchés parallèles qui surgissaient déjà de nulle part. Les nouveaux hommes d'affaires d'un nouveau genre montraient leurs pleines dents pour les trafics de toute sorte sur le dos de la pénurie qui sévissait. C'était là qu'ils avaient constitué leur capital. La suite se déroulait devant eux le plus normalement du monde.

La réflexion et l'émancipation du peuple n'étaient point à l'ordre du jour. Il fallait parer au plus pressé. La dépendance alimentaire ne s'est faite que s'accroître.

Jusqu'à ce jour, nous sommes toujours au point zéro. N'est-il pas vrai que les exportations des hydrocarbures sont toujours à 98 % de la totalité ? Elles n'ont pas changé de

Seule une politique adéquate menée avec le concours et sans aucune distinction avec tous les enfants de ce pays peut le prémunir d'un éventuel désastre. Il faut anticiper avant que ce ne soit pas trop tard. Les regrets d'après ne pourront plus nous consoler.



puis d'un iota. Elles stagnent au même rang du classement. Donc, les caisses commencent petit à petit à se vider au grand dam des autorités qui n'avaient rien prévu en échange de cette politique de la facilité et de la fainéantise. Au lieu de profiter de cette embellie pour s'ouvrir au peuple, pour le libérer davantage, pour enfin l'associer à la prise de la décision. On avait continué à l'ignorer, il n'est là que pour entériner la politique prônée.

Manger la ceinture

Puis vinrent les années maigres vers le milieu des années 80 avec la chute soudaine des prix du baril. C'était la panique à bord. Du jour au lendemain, on nous annonçait que nous devons dorénavant serrer la ceinture. Le peuple ne comprenait pas sérieusement ces menaces puisqu'il n'est point comptable devant l'éternel de cette politique. Il a été toujours le dernier maillon à le savoir. Il a été toujours considéré comme un adolescent qui n'est pas encore près de grandir, de devenir pleinement adulte qui assumerait ses pleines responsabilités. C'est pour cela qu'il avait réagi au début comme un petit enfant gâté, mais qui ne veut aucunement être privé de la manne providentielle, de ces fonds qui lui tombaient du ciel.

Le pouvoir politique savait que ce peuple ne pouvait être secouru de sa torpeur que par un électrochoc pour le faire réveiller, le faire revenir à la réalité qui lui a été toujours dissimulée. Le FMI attendait sagement qu'on vienne le quémander pour nous apporter les solutions innombrables à nos problèmes. Comme un médecin face à son malade qui n'a pas pris les médicaments préconisés. Autant dire se jeter dans la gueule du loup. C'est la punition prévue pour celui qui n'a pas su guider comme il se doit la barque de son pays. Elle ressemble beaucoup plus à une chaloupe dont la cale s'est trouée. C'était le chavirement garanti. Et comme tous les malheurs du monde pleuvaient sur nos têtes, la dette extérieure du pays grossissait de jour en jour et qu'on ne pouvait plus honorer son remboursement. On avait donc livré le pays les mains et les pieds liés au FMI et au Club de Paris.

Séisme de magnitude 120

Et ce qui devait arriver arriva. Le 5 octobre 1988 fut un véritable séisme dans le pays, il est vrai, aidé en cela par le célèbre discours de Chadli du 19 septembre précédent et qui avait mis un coup de pied dans la fourmière en exprimant son ras-le-bol devant l'inaction des responsables du parti unique et l'immobilité des responsables politiques

du pays et son abominable article 120 qui avait fait écarter les compétences les plus avérées. On était tous ébahis par le ton des paroles fortes du défunt Chadli. On découvrait subitement qu'on était au bord de la faillite collective. C'est la sentence de la politique qui ne fait que contenir les velléités de liberté du peuple, de ses enfants les plus intègres et les plus dévoués qui naviguaient à contre-courant. Un pays ne pouvait nullement avancer sans l'éclosion d'une opposition jumelée d'une alternance au pouvoir.

Et surtout, il ne faut jamais essayer de priver le peuple de son pain quotidien. C'était la goutte qui avait débordé le vase. Les manifestants qui sont sortis dans la rue, avaient attaqué et brûlé les institutions officielles comme les bâtiments appartenant au Fln, à la mairie ou à la police ou en dévalisant les fameux magasins étatiques et en écrasant tout sur leurs passages tels des criquets pèlerins envahissant un champ de céréales. Ils avaient surtout exprimé leur mécontentement général et leur défiance flagrante aux gouvernants de l'état algérien. Et c'est ainsi que l'Algérie n'enfante que dans les moments douloureux, jamais dans les circonstances calmes et sereines. C'est dans la précipitation des événements qu'elle a tout avorté et que cela avait profité surtout à certains cercles qui ne souhaitaient guère que l'Algérie mûrisse et évolue en donnant des enfants légitimes issus d'une politique pérenne. On ne va pas s'étaler sur la période qui avait suivi, mais que les ennemis du pays se réjouissent que l'Algérie ne soit pas encore sortie du tunnel où sa dépendance, sur tous les plans est de plus en plus forte. Elle est en train de tomber dans l'escarcelle de l'ancien colonisateur sans que cela n'offusque pas ceux qui se croient les plus patriotes des Algériens.

Les « Pap de l'Ansej »

Si on veut comparer les années actuelles à celles d'aujourd'hui, on peut se situer dans la période anté-octobre 88 avec le désormais revenant programme PAP qui s'est mué en concurrent l'ANSEJ. Dans aucun pays du monde, sauf peut-être chez la Libye de Kadhafi ou aux pays du golfe, l'on ne prête de l'argent aussi facilement si ce n'est dans un autre but inavoué pour se payer la paix sociale des jeunes, mais sans aucune réelle garantie. Donc on distribue la rente comme dans les années des grâces vaches de Chadli. On ne pense plus aux lendemains qui peuvent surgir à tout instant du moment qu'on dépend toujours comme autrefois du prix de baril, fixé par l'offre et la demande mondiale et qui peut s'effondrer. La preuve,

il a perdu en quelques mois 10 % de sa valeur. C'est pour dire que l'Algérie est loin de maîtriser son futur qui paraît des plus incertains si jamais le baril s'écroule surtout que le monde industriel multiplie ses diversités énergétiques.

On constate fort bien que les ingrédients d'un autre 5 octobre sont toujours plus que jamais présents dans le pays. Le multipartisme existe dans les textes, mais il éprouve beaucoup de difficultés sur le terrain à se répandre à cause de certaines lois scélérates. L'opposition effective, qui est étouffée de toutes parts, ne s'est guère impliquée dans les discussions sur le projet en cours des amendements de la constitution. Autant que c'est toujours le parti unique qui mène la guise et qui s'est simplement éclaté en de nouveaux petits partis uniques, tous acquis à la même cause unilatérale.

Ajoutant à cela, la société civile n'a pas encore émergé de ses décombres. Depuis la fermeture de la parenthèse d'octobre, nous n'avons pas encore vu un président, un chef de gouvernement ou ni même un ministre en dehors des hommes du sérail ou de l'alliance. Ce sont toujours les mêmes qui défilent avec des visages recyclés.

Si le peuple est encore silencieux, c'est essentiellement dû à sa quote-part de la rente. Il est toujours assisté. On veut bien qu'il reste dans cet état muré. Mais il peut se réveiller, comme avant 88, si jamais on lui annoncera que c'est la fin de l'abondance et de la voiture de dernier cri. L'interruption brutale de l'importation, tout azimut, peut provoquer toutes les secousses inimaginables.

On peut toucher à tout sauf à ça. Quitte peut-être à s'endetter ou pourquoi pas vendre une partie du pays. Le matelas financier dont dispose le pays peut se fondre en quelques années comme neige au soleil. Car c'est uniquement sur la rente que le pays a érigé toute sa politique.

Les prémices d'un nouvel octobre sont plus que jamais en attente devant nos portes. Elles pointent vers l'horizon. On n'est pas encore sorti de l'auberge. Un autre octobre serait une nouvelle épreuve vers l'inconnu. Seule une politique adéquate menée avec le concours et sans aucune distinction avec tous les enfants de ce pays, peut le prémunir d'un éventuel désastre. Il faut anticiper avant que ce ne soit pas trop tard. Les regrets d'après ne pourront plus nous consoler. Ils ne serviront plus à rien. La situation géopolitique n'est plus la même aujourd'hui avec les profonds bouleversements de tous les côtés. Elle est vraiment plus pire de nos jours. Elle ne peut mener que vers le néant. Elle ne concède aucun faux pas. Les erreurs sont payées cash, sur-le-champ. L'histoire saura retenir ceux qui ont sauvé du déluge ce pays.

L'automne à Oran

Par Brahim Senouci

La chaleur des étés, la rudesse des hivers, le désir de pluie de l'automne et du printemps, meublent les conversations quotidiennes. En Algérie, plus qu'ailleurs, la ronde des saisons est indifférente au monde qu'elle enserme, un monde sans surprise, sans relief apparent, un monde d'une désespérante immuabilité. Elles courent le long d'un paysage figé, atone. Elles enjambent nos peurs, se rient de nos angoisses, n'ont pas un regard pour ce futur noyé qui prend place dans une barque pourrie, ni pour ce chômeur qui se consume dans l'incendie qu'il a lui-même allumé. Elles survolent les BIDONVILLAS des nouveaux riches, reconnaissables à leurs couleurs cramoisies, leurs toits de pagodes bouddhistes avoisinant des donjons de manoirs moyenâgeux. Révérence gardée pour le minuscule filet de culture arabo-musulmane dont ils se croient les héritiers, leurs propriétaires parsèment donjons et pagodes de zelliges bleues et d'arabesques qui ne manquent sans doute pas d'intriguer Bouddha autant que les fantômes de Du Guesclin ou de Godefroy de Bouillon. Enfin, paix aux mânes des bâtisseurs de l'Alhambra et demandons-leur pardon, pour les prédateurs pansus qui tentent de les imiter avec la grâce de l'éléphant de mer simulant l'envol de l'aigle...

Les saisons de l'absence...

Il y a vingt ans, les saisons se succédaient dans le même ordre immuable, sans se soucier de l'odeur de mort qui flottait sur l'Algérie. Alloula a été enterré au printemps. Un vent furibond, impertinent, balayait les larmes des visages. Des hommes politiques venus d'un autre siècle débattaient les banalités d'usage. Depuis, les cimetières se sont remplis. Il a fallu les agrandir à la diable. Voilà qu'ils dévalent d'improbables pentes, voilà que les tombes sont montées de guingois. Ils ressemblent aux bidonvilles des vivants. Dans ces derniers, les facteurs s'égarent. Pas de noms de rues ni de numéros. Dans nos cimetières, impossible de nous recueillir sur nos morts. Ils n'ont pas d'adresse non plus ni de numéro. Ils s'entremêlent dans le grand tout anarchique. Dans nos grandes villes, c'est moins tragique. Un semblant d'ordre y règne. A Oran, on peut saluer Alloula, Mhammed Ferhat, et bien d'autres.

Les saisons du recueillement...

Les occasions ne manquent pas. Il y a bien sûr les fêtes religieuses. Mais il y a bien longtemps qu'elles ont perdu leur dimension mystique. Aujourd'hui, elles occasionnent des tra-

Rien de particulier à propos de l'automne à Oran. Juste une manifestation, une de plus, de la ronde sans fin des saisons et son cortège corollaire des discours convenus et mille fois entendus.



cas très terrestres. Ainsi, la principale préoccupation qui rythme l'arrivée de l'Aïd El Adha est de trouver l'argent pour acheter le mouton. Il faut que celui-ci soit parfait, ni trop gras, ni trop maigre. Une fois le sacrifice accompli, on examine ses entrailles, non pour y découvrir des symboles cachés, mais pour s'assurer de la qualité du foie, du cœur, des rognons... Il y a aussi les commémorations d'événements qui ont scandé notre histoire. Mais qui dira la profondeur de l'ennui, du sentiment de vide qui habille ces journées sans fin, les rues envahies par les badauds désœuvrés ? Un étranger de passage percevrait-il l'âme d'un peuple, le souffle de l'Histoire en assistant au spectacle qu'offrent nos villes à ces occasions ? L'air se remplit-il de la présence de nos millions de martyres, sacrifiés, enfumés, emmurés, torturés, acculturés, pour que nous puissions connaître un sort plus favorable que le leur ? Notre ciel, nos montagnes, nos ravins racontent-ils le geste de nos aïeux, les souffrances de notre peuple avili, déstructuré, dépossédé de son être culturel, méprisé, n'étant toléré que comme un élément d'un décor familial ? Non...

Les saisons de l'humiliation...

Oui, je me répète. Mais comment y échapper ? Il est beaucoup question de décapita-

tion ces derniers temps. A chaque fois qu'il en est question, je ne peux m'empêcher de revenir encore et toujours à l'image de ces vieux cartons pourrissant au fond d'une cave du Musée de l'Homme à Paris. Ces cartons contiennent les têtes de résistants algériens de la tribu des Zâatchas, non loin de Biskra. Cette tribu s'est soulevée contre l'oppression coloniale en mai 1849, sous la direction de Cheikh Bouziane qu'on appelait à l'époque « le maître de l'heure ». L'armée coloniale intervient. Elle a reçu l'ordre de réduire par tous les moyens cette sédition. Elle emploiera en effet tous les moyens.

Le massacre a été total. L'historien Alfred Nettement en témoigne : « L'opiniâtreté de la défense (de Zaaatcha) avait exaspéré les zouaves. Notre victoire fut déshonorée par les excès et les crimes [...] Rien ne fut sacré, ni le sexe ni l'âge.

Le sang, la poudre, la fureur du combat avaient produit cette terrible et homicide ivresse devant laquelle les droits sacrés de l'humanité, la sainte pitié et les notions de la morale n'existaient plus. Il y eut des enfants dont la tête fut broyée contre la muraille devant leurs mères ; des femmes qui subirent tous les outrages avant d'obtenir la mort qu'elles demandaient à grands cris comme une grâce. Les bulletins militaires

insistèrent sur l'effet que produisit, dans toutes les oasis du désert, la nouvelle de la destruction de Zaaatcha, bientôt répandue de proche en proche avec toute l'horreur de ces détails. [...] ». Tous les habitants de Zaaatcha ont été massacrés, sans exception, y compris les femmes et les enfants. Cheikh Bouziane, Moussa et Lahcene, capturés par les zouaves du commandant Lavarande, sont exécutés sur ordre du général Herbillon et leurs têtes exposées sur la place du marché de Biskra, afin de faire taire la rumeur de leur invulnérabilité et faire cesser la rébellion dans la région.

Cet épisode est resté dans l'ombre. L'Algérie officielle n'a fait aucune démarche pour exiger la récupération des restes de ces résistants. Elle n'a fait aucune allusion à une éventuelle démarche.

Aucune visite d'un officiel français n'a donné lieu à l'expression d'une demande publique de rapatriement des têtes. Le mépris dans lequel est tenu le peuple englobe aussi les morts, englobe aussi ceux qui ont donné leurs vies pour le pays. Notre Etat n'a pas eu la grandeur d'un Mandela (à l'impossible nul n'est tenu !) qui a contraint la France à se défaire de la Vénus Hottentote, ni celle des militants néo-calédoniens qui ont exigé et obtenu le retour des restes de leurs aïeux qui avaient commis le crime de refus de la soumission à la France coloniale.

Les saisons de l'espoir...

Je refuse le chant du désespoir. Cela fait des décennies que nous brotons sans fin sur notre nullité, notre « incapacité structurelle » à nous organiser. Cela fait des décennies que notre élite s'ingénie, dans sa grande majorité, à expliquer à notre peuple qu'il n'y a rien à faire parce qu'il est par nature sale, veule et voleur. Il l'est sans doute, pour l'heure. Mais il n'est pas assigné pour l'éternité à reproduire ce schéma mortifère. Cela fait des décennies que nous abreuvons nos enfants du lait venimeux de l'inéluclabilité de l'échec, des décennies que nous leur apprenons qu'il est impossible de changer un ordre des choses qui nous cantonne dans un rôle subalterne, qui nous promet une fin inscrite dans les astres.

Le désespoir a bon dos. Il est l'autre nom de la peur, de la lâcheté, de la soumission. Commençons par cesser de nous inventer des patries de substitution, de civilisations de substitution, de langues de substitution, de cultures de substitution. Redécouvrons le substrat que nous partageons et partons de ce substrat pour nous réinventer, de concert avec notre imaginaire, notre âme, notre peuple. Refusons cette dialectique déterministe de la fatalité si nous voulons un autre horizon que la rondeur des jours, le cycle sans fin des saisons.

« Les saisons reviennent toujours, sauf lorsqu'on est mort »

Mehdi et le mouton

Par Rachid Brahmi

Il fallait donc l'acheter ce mouton, fût-ce au prix d'une saignée, et affûter ou renouveler une artillerie de couteaux, haches, scies de cuisine. Puis vérifier ou acheter des grilles, despics à brochette soit des « sfafed », pluriel de « seffoud », un pilon peut-être, du charbon, esses et cordes pour la potence, et autre bric-à-brac, pour plus d'aisance.

Une fois acheté, il fallait l'égorger, dans une courrette ou un garage, pour ceux qui en disposent. Sinon à l'intérieur de l'immeuble, au rez-de-chaussée, ou sur un palier, à l'étage ou la terrasse parfois si hauts, et si l'égorgeur veut bien monter. Et puis la rumeur cite ce pauvre mouton se jetant d'un quinzième étage (suicide ? vertige ? va savoir !). Sinon le balcon peut faire l'affaire. Sinon dehors, il y a le trottoir, le parking, un espace vert ou la chaussée. C'est comme l'on veut. Ou comme l'on peut.

Il fallait aussi le dépecer puis balancer corbeilles, toison pour certains et déchets, près de poubelles à foison, décharges surchargées, sans compter le foin disséminé ça et là. Puis égouts et canalisations bouchés. Les plombiers ne risquent pas de chômer. Puis bonjour les odeurs. Car ça chlingue avant, pendant et après que la bête soit zigouillée. L'égorger donc, sans trop se soucier des règles de sécurité, ou renâcler sur l'insalubrité. Et du sang, rouge vif puis noir coagulé un peu par-

Une fête en flashes. Le citoyen a ruminé des jours avant l'Aïd, car il lui fallait penser à ce qu'il devait dépenser, à la hantise de boulangeries cadénassées, de pompes à essence dépassées et à la ruée vers les marchés à bestiaux, à légumes, à bidules. Ainsi va le souk.

tout. Sur les murs, tels des tags. Et parfois des toisons accrochées aux fenêtres ou aux arbres, quand on ne les bazarde pas. Un immense abattoir-dépotoir. A propos d'hygiène, voilà une anecdote, véridique et récente. Un sacrificeur refusa fermement de « gonfler » le mouton au moyen d'une pompe, car l'Imam du quartier, appelons-le Mehdi, avait préconisé l'usage de la bouche, en affirmant solennellement que cette manière d'opérer donnait du goût à la viande. Ah bon ? Et si notre « égorgeur-souffleur » est souffreteux, ou pire, tuberculeux, n'en déplaît à Dieu ? Que dire d'une telle « fetwa » pour naïfs ? Une insulte à la Raison. Allah yehdina ya Cheikh Mehdi. Allo les Affaires Religieuses ?

Sinon, pourquoi n'a-t-on pas prévu des espaces ouverts et couverts, aménagés, pour une prise en charge adéquate, conforme à nos traditions ? Allo, les promoteurs immobiliers ? Sachant que les communes ne peuvent faire face à des opérations du genre, pourquoi n'envisage-t-on pas le renforcement d'abattoirs fixes et la création d'autres itinérants, le tout confié à des organismes publics et privés, pour l'abattage, le dépeçage et la gestion des déchets qui en résultent ? Et le choix du sacrificeur en

option, à l'appréciation du client qui le cherche parfois désespérément.

Dans d'autres pays musulmans, le sacrifice est strictement interdit à domicile, y compris dans des résidences individuelles spacieuses et fonctionnelles. Pour ce qui nous concerne, une telle mesure évitera de doter nos foyers d'un arsenal dangereux, tout en créant des emplois par des projets innovants, rentables, pas rentiers. Allo l'ANSEJ ? L'on ne risquera pas aussi, de voir nos urgences médicales inondées, pour des doigts taillés. Nous contribuerons à une substantielle économie de l'eau, cette ressource stratégique de ce millénaire qu'il faudrait impérativement préserver avec l'environnement. Allo l'Aménagement du Territoire et l'Environnement ?

Une fois cuit, après l'avoir égorgé, dépecé et épicé, on commence à le manger, en oubliant souvent de partager. Car selon maints spécialistes de l'Islam, ce sont le partage, le pardon, la réconciliation et la solidarité qui sont fondement de l'Aïd et « Pourtant, la plupart des descendants d'Abraham semblent avoir oublié le goût du combat spirituel le plus noble, celui contre soi-même ».

Pourquoi donc repaissions-nous nos bonnes gens, détachés, oubliant guéguerres, guerres et mi-

sères ? Et puis nos vœux distribués par SMS. Pratique les vœux numériques, virtuels, expéditifs. Les tranches ne se rencontrent pas, même si à l'impossible nul n'est tenu. Sinon, les embrassades ou accolades, affectueuses ou affectées, avec notamment les voisins et leurs voisins. Moments heureux, de cessez-le-feu, une fois l'an ou deux. Moments de pardon. Pardon-momentané. En somme, n'assistons-nous pas à une pratique dévoyée, où la lettre du rituel l'emporte sur son esprit ?

Une fois mangé, il faut encore se débarrasser des restes osseux et des surplus gras-seux, ce régal pour chats, chiens errants, rats et autres bestioles. Sinon les murs maculés, ensanglantés, calcinés par les fumées de charbon. Les peintres aussi ne risquent pas de chômer, même si ça va être plutôt une autre fête à la maîtresse de maison. Une corvée où elle va sefarcir murs, carrelages et le reste.

A présent, la tirelire est vidée, de ses liquidités toutes « broutées » par l'achat du mouton. Et puis, avec le Ramadhan, suivi de l'Aïd El Fitr, suivi des vacances d'été, suivies de la rentrée scolaire, et de toutes les galères, il y a de quoi bêler. Car une fois le mouton ingéré et la fête clôturée, l'arentrée sociale devrait redémarrer, mais nous restons toujours dépourvus d'une culture de la consommation, susceptible de rationaliser nos dépenses, la loi de l'offre et de la demande étant universellement têtue. Une loi inflexible, même si l'on y a à dire sur une production ou sur l'organisation du marché. Bref, le grand sacrifice, celui qui est saigné, fête ou pas fête, on sait qu'il c'est. Sauf le mouton.

En finir avec le postulat du choc des civilisations !



Par Dr. Mahathir
Mohamad

Les Britanniques ne comprennent pas pourquoi leurs citoyens musulmans deviennent des " jihadistes " et se joignent au soi-disant "Etat islamique". Ils sont horrifiés par la décapitation d'un journaliste américain, exécutée par " John " citoyen britannique et membre du Daech.

Un sentiment d'horreur partagé

Je dois reconnaître que je suis également horrifié: ce n'est pas du tout un comportement de Musulman. L'Islam n'appelle pas à la violence et à la terreur. Les peuples qui ont été défaits par le Prophète n'ont même pas été convertis à l'Islam, encore moins exécutés. Le Coran proclame qu' " il n'y a pas de compulsion en Islam. "

Mais nous constatons de plus en plus de violence et d'atrocités commises par les Musulmans. Et maintenant, nous avons les jihadistes de l'Etat Islamique, dont certains viennent de pays où ils ont émigré parce que la vie y est bonne. Alors qu'ils y menaient une vie agréable, pourquoi ces jeunes ont-ils choisi de se joindre à des mouvements révolutionnaires et à vivre une vie dangereuse de combat contre ceux mêmes parmi lesquels ils ont vécus ? Est-ce parce que, comme le suggèrent certains, ils ont lu des livres tels que " L'Islam pour Les Idiots ?"

Ni compassion, ni sympathie envers les Palestiniens massacrés

Pourquoi? Récemment, nous avons suivi le massacre de Musulmans et la destruction de leurs maisons par les Israéliens à Gaza. Plus de 2000 Musulmans ont été tués, y compris des enfants en bas âge et des vieillards, non combattants. Des milliers d'autres ont reçu des blessures graves et ont perdu des membres. Ni compassion, ni sympathie n'ont été manifestées par les Européens et les Américains. En fait, les Américains ont fourni armes et argent pour que les Israéliens tuent encore de Musulmans et détruisent leurs maisons et leurs villes. Si la décapitation d'un journaliste européen est la preuve de la barbarie des Musulmans, ne peut-on pas qualifier également de barbare le meurtre de Musulmans par les Israéliens à Gaza ? Non ? Toutes ces victimes seraient-elles donc des terroristes, y compris les bébés, et une démocratie comme Israël aurait tous les droits de les tuer et de détruire leurs maisons et leurs villes ?

Une longue histoire de convivialité interreligieuse

Si nous retournons à l'histoire de la région, nous ne pouvons que reconnaître que les Musulmans du Moyen Orient ont fait preuve d'hospitalité envers les Européens au long des siècles passés. Mais, en contrepartie, les Nations européennes ont joué le " grand jeu " dans cette région. Ils ont créé les états d'Irak, de Syrie, de Liban et de Palestine à partir d'une entité appelée "Sham " par les Arabes. A l'époque, les Musulmans n'avaient pas d'états-nations. Ils se considéraient comme membres d'une seule communauté, la Ummah.

La balkanisation délibérée du Sham

Les Européens ont expulsés les Turcs et ont divisé entre eux le "Sham," alors qu'ils avaient promis aux Arabes que le "Sham" serait libéré et remis à sa population. En vertu du "grand jeu," instauré par les Européens, l'Irak fut donnée à la Grande Bretagne, tandis que la Syrie et le Liban furent attribuées aux Français.

La Palestine fut transformée en un mandat Britannique devant être remis aux Palestiniens par la suite. La Palestine fut, pendant des siècles, habitée par des Arabes Musulmans et Chrétiens et un petit nombre de Juifs. Sous l'administration musulmane, ces communautés vivaient en paix en dépit des différences de confession religieuse.

L'Etat d'Israël imposé aux peuples du Moyen-Orient

Puis, les Britanniques décidèrent de faire de la Palestine un état juif pour résoudre le problème juif en Europe. En 1917, Balfour promit de donner aux Sionistes une terre dont les Palestiniens étaient maîtres. C'était si facile ! Donner la terre d'un autre peuple aux Juifs, sans prendre en considération la majorité arabe qui y vivaient ! Et les Juifs ont célébré la créa-

tion d'Israël en massacrant les Arabes et en les expulsant de Palestine. Ces actions furent officialisées par la reconnaissance, en 1948, accordée à l'Etat d'Israël par l'ONU. Le rejet des Arabes fut ignoré.

Israël : la cause connue de l'instabilité et de la violence au Moyen-Orient

Depuis, le Moyen Orient n'a pas connu de paix. Chaque fois que les Arabes de Palestine ont tenté de reprendre leur patrie, ils en ont été empêchés par l'aide massive et soutien des pays occidentaux, en particulier des USA. Chaque échec a rendu les Arabes de plus en plus déterminés à reprendre leur terre. Les pays arabes cessèrent d'aider les Palestiniens. Ceux-ci, avec résilience, sous le leadership du Fatah, résistèrent en jetant des pierres aux Israéliens en véhicules blindés ; Les enfants jeteurs de pierres furent d'abord réprimés par des munitions couvertes de caoutchouc, puis les soldats israéliens utilisèrent contre eux des balles réelles.

Israël viole tous les principes chers à l'Occident

Les membres du Fatah acquièrent des armes sans efficacité pour se défendre. Beaucoup furent tués, des centaines furent capturés et jetés dans les prisons israéliennes pour des périodes indéfinies et sans procès. Les terres palestiniennes furent saisies et des colonies juives furent installées. Ceci se fit en contradiction avec toutes les lois et les pratiques dont les Européens s'enorgueillissent avec fierté.

Ainsi, au lieu de bloquer Israël, les Européens ont continué leur soutien à Israël, en armes et en argent. Les Israéliens occupent en fait la terre de Palestine et ont mis en place des barrières routières pour contrôler les mouvements des Palestiniens et des visiteurs. Des routes furent construites à travers les terres palestiniennes pour l'usage exclusif des Juifs israéliens. Des murailles furent érigées en territoire palestinien pour assurer la sécurité d'Israël. Gaza se voit imposer un état de siège. Des vaisseaux dans les eaux internationales sont saisis par la marine israélienne. Des travailleurs humanitaires ont été tués, leurs bateaux pris d'assaut et forcés de s'amarrer dans les ports israéliens ; les aides internationales qu'ils transportaient furent confisqués. Tous ces actes ont été perpétrés en violation des lois internationales sans que les grandes puissances y trouvent à redire.

L'islamophobie, comme inspiratrice de la doctrine du «choc des civilisations»

Mais, ce ne fut pas tout; Des sentiments islamophobes et antimusulmans ont été manifestés par les Occidentaux ailleurs aussi. Ayant prédit un choc des civilisations, ils veulent à tout prix en faire une réalité. En Bosnie- Herzégovine, 12.000 Musulmans, hommes et garçons, ont été massacrés à la hache et au gourdin après que les troupes néerlandaises chargées de les protéger laissèrent le terrain libre aux Serbes pour qu'ils exécutent leur massacre. Puis vinrent les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, après que la responsabilité de la destruction des deux tours du World Trade Center fut mise sur tous les Musulmans. Les Irakiens n'avaient rien à voir avec cette tragédie. Ensuite, ils furent accusés d'avoir des armes de destruction de masse capables d'être lancées contre la Grande Bretagne en l'espace de 45 minutes !

L'invasion de l'Irak justifiée par un mensonge de destruction massive

Récemment, il a été admis par les autorités britanniques que c'était un mensonge. Toute honte bue, Tony Blair, le Premier Ministre britannique, qui ordonna la collaboration avec les USA dans l'invasion de l'Irak, a affirmé que l'attaque, la destruction massive des villes et cités irakiennes, et le meurtre de centaines de milliers d'Irakiens avaient pour but de les libérer de Saddam Hussein ! Celui-ci fut pris et pendu, mais l'occupation de l'Irak continua.

Des guerres qui génèrent d'autres guerres

Lorsque, finalement, les USA et les pays européens quittèrent l'Irak, ce pays arabe, jadis stable et progressif, plongea dans l'anarchie et la guerre civile. L'Afghanistan fut envahie pour chasser les Talibans et tuer Osama ben Laden; Osama est mort, mais il n'y a toujours pas de paix dans ce pays. L'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan était supposée se terminer en l'espace de trois mois. Mais, après dix années de destruction quasi-totale de ces deux pays, les deux malheu-

reuses nations ne connaissent ni démocratie réelle, ni paix. L'instabilité totale s'y est instaurée et des guerres fratricides les déchirent.

Des condamnations à mort et des exécutions sans procès !

La CIA a établi une liste de Musulmans à assassiner. L'Occident continue la pratique de détention sans procès. Nous voyons maintenant l'Occident condamner à mort, sans procès, des Musulmans. Les victimes visées ne sont même pas informées de leur condamnation. Aucune tentative d'arrestation n'est faite contre eux. Des drones sont simplement envoyés pour tuer ces Musulmans.

Pour ce qui est d'Osama Ben Laden, des groupes de tueurs furent envoyés au Pakistan sans même que les autorités de ce pas soient informées. Et le corps d'Osama fut jeté en mer, un acte propre à des barbares. Malgré ces actes, les USA, tout comme la Grande Bretagne et les autres pays occidentaux n'ont exprimé aucun regret, et certainement pas de sympathie pour les victimes musulmanes de leur guerre contre le terrorisme. Des milliers d'entre eux, hommes, femmes, enfants, bébés, vieillards et malades ont été- et sont- tués, sans susciter la moindre sympathie, le moindre regret parmi les Européens ! Je ne considère pas que la décapitation du journaliste américain soit un acte islamique, en dépit des proclamations du Daech. Je pense qu'il est honteux que des Musulmans aient commis cet acte. C'est contraire aux enseignements de l'Islam. Mais peut-on blâmer un jeune Musulman, impressionnable, s'il est à tort conduit à commettre ces actes haineux pour se venger de l'injustice et de l'oppression que subissent ses frères et sœurs en religion ?

Ce n'est pas l'Islam qui a poussé les Musulmans à commettre des actes répréhensibles: c'est tout simplement la colère, la haine et la rage devant leur impuissance à faire quoi que ce soit pour arrêter l'oppression exercée par les Européens ou l'Occident contre ceux qui professent la même religion que ces Musulmans. Contre l'Islam, une croisade qui ne veut pas dire son nom ! Et les Européens, dont la majorité n'est pas des Chrétiens pratiquants, réagissent de la même façon quand des Chrétiens sont menacés.

Examinons les actions européennes, particulièrement après qu'ils aient créé Israël. Maintenant, et bien qu'il ne l'admette pas, l'Occident mène une croisade contre l'Islam et les Musulmans! Baptisez-la " guerre contre le terrorisme " ou " choc des civilisations. " Mais, en fait, c'est une croisade du même type que celles du passé ! Contre cette croisade moderne, les Musulmans n'ont pas de réponse. Ils n'ont pas de Saladin pour les conduire. Au fil des siècles ils se sont laissés aller à l'affaiblissement. Ils ont ignoré les injonctions de Dieu dans le Coran de se préparer à défendre la Ummah et l'Islam.

La passivité et l'impuissance des gouvernements des pays musulmans

Les guides religieux leurs disent de prier Dieu de leur porter secours. Mais ils passent sous silence le fait que dans le Coran, Dieu leurs prescrit de s'aider d'abord s'ils veulent que Dieu réponde à leurs prières. Visiblement, les Musulmans ne suivent pas cette injonction. En fait, beaucoup pensent qu'il a été écrit qu'ils doivent souffrir de l'oppression occidentale.

Aujourd'hui, pas un seul gouvernement d'un pays musulman n'ose tenir tête aux occidentaux. En fait, beaucoup pensent que les Occidentaux sont une race supérieure à laquelle ils doivent se soumettre, qu'il est futile de se défendre contre l'agression et l'oppression occidentales; Pas un seul pays musulman n'ose s'opposer aux Occidentaux.

N'attendant pas d'aide des gouvernements des pays musulmans, beaucoup de musulmans en colère et frustrés prennent sur eux-mêmes de se venger contre les Occidentaux hais; dans ce but, ils prêchent leur version des enseignements de l'Islam, afin d'influencer les jeunes musulmans à sacrifier leur vie dans une guerre sainte. Tous les Musulmans croient réellement que mourir pour la défense de l'Islam et les Musulmans permet le martyr et l'accès au Paradis après la mort. Il n'est pas difficile de convaincre les jeunes Musulmans que la guerre contre les Européens est une guerre sainte. Mais une guerre contre les Européens ne promet pas une victoire facile. Chercher à se venger à travers des actes de terreur est plus facile. Et les soi-disant " jihadistes " sont préparés à commettre des atrocités comme la décapitation d'un Européen et à les enregistrer pour que le monde entier les voie.

Les Musulmans s'entredéchirent

Je voudrais le répéter: ce n'est pas islamique que de décapiter; Certainement ce n'est pas islamique pour les Sunnites que de tuer des Chiïtes capturés comme pour les Chiïtes que de massacrer des Sunnites. Ces deux groupes se sont toujours combattus, dans leur conviction mutuelle que l'autre n'est pas musulman. Mais ce qui arrive maintenant est une orgie sanguinaire qui a commencé avec la lutte contre le sionisme juif et la création de l'Etat d'Israël. Incapables de défaire les Juifs et leurs soutiens européens, Chrétiens de nom, les Musulmans se sont maintenant retournés les uns contre les autres. Et parfois, quand ils capturent un Européen, ils se soulagent de leur haine contre lui. Tant que les Palestiniens ne recouvreront pas leurs droits légitimes ! Cela va continuer pour les dizaines, si ce n'est les centaines d'années à venir, à travers des phases de tension et de répit, tant qu'il y a un état d'Israël, et tant que les Palestiniens se verront refuser le droit à leur patrie. C'est la confiscation des terres palestiniennes pour former l'état d'Israël qui a enclenché la réaction violente des Musulmans au cours des 70 dernières années. La réaction juive à la lutte violente des Palestiniens a été de les "hyper-terroriser." Ceci, à son tour, a conduit les autres Musulmans à se joindre à la lutte des Palestiniens. Incapables de mener une guerre, ils utilisent des actes de terreur. Et la terreur d'état israélienne s'est intensifiée. Les Européens soutiennent directement et indirectement le terrorisme d'état israélien. Et ça continue ainsi !

La mauvaise solution : encore plus de guerres et d'oppression

Alors, quelle est la solution? Ce n'est certainement pas encore plus de répression et d'oppression des Musulmans, et plus particulièrement des Palestiniens. La solution se trouve dans l'équité et la justice pour les palestiniens. J'écris cette contribution en Tchétchénie, une république de la fédération russe. Les Tchétchènes ont mené une guerre d'indépendance contre les Russes. Ce fut une guerre futile. Trois millions de Tchétchènes mal équipés contre 200 millions de Russes avec une des forces armées les plus puissantes du monde. La Tchétchénie et sa capitale Grozny furent rasées pour que finalement les Tchétchènes s'arrêtent de se battre. Après la guerre, les Russes dépensèrent mil milliards de dollars pour reconstruire la Tchétchénie et Grozny.

Ce n'est pas l'Islam qui a poussé les Musulmans à commettre des actes répréhensibles: c'est tout simplement la colère, la haine et la rage devant leur impuissance à faire quoi que ce soit pour arrêter l'oppression exercée par les Européens ou l'Occident contre ceux qui professent la même religion que ces Musulmans

L'exemple tchétchène : une leçon à méditer

Aujourd'hui, huit années après la fin de la guerre, il n'y a plus trace des destructions massives causées par les missiles et bombes russes. Au lieu de cela; tout le pays, et particulièrement Grozny, a été complètement reconstruit.

Et aujourd'hui, les Tchétchènes peuvent de nouveau croire et pratiquer la religion musulmane.

Il y a abondance de belles mosquées et d'écoles religieuses. Il n'y a plus de répression communiste contre l'Islam. La Tchétchénie reste une république de la fédération russe, mais, en religions, comme en d'autres domaines, c'est un pays indépendant. Les relations avec la Russie sont amicales.

En conclusion

Il y a probablement des leçons à tirer de l'exemple de la saga tchétchène: Arrêtez l'oppression des Palestiniens! Arrêtez la croisade ! Arrêtez de postuler le choc des civilisations ! Arrêtez le changement de régime ! Arrêtez de fournir des armes aux Musulmans pour qu'ils combattent les Musulmans! Ca peut prendre du temps ; mais lentement les jihadistes n'auront plus d'incitation à se battre!

Dieu a proclamé que les ennemis des Musulmans sont ceux qui les combattent et les oppriment. Les Musulmans ne doivent pas faire la guerre contre ceux qui ne les ont pas attaqués, de quelque façon que ce soit. Telle est la voie de l'Islam paix à moins que vous déclariez la guerre à l'Islam.

Les Musulmans qui adhèrent strictement à ces principes et désirent vivre en paix avec les non-Musulmans ne pourraient gagner en crédibilité et être entendus que si l'oppression des Musulmans cesse!

(Traduit par Mourad Benachenhou)

Le Dr. Mahathir Mohamad a été le quatrième Premier ministre de la Malaysia de 1981 à 2003. (sous-titres du traducteur, article paru sur le site électronique américain Counterpunch du 17 Septembre 2014)

Je n'irais pas jusqu'à dire que « la lâcheté tend à projeter sur les autres la responsabilité qu'on refuse. » Mais la subtilité maniée par certains orateurs en poste frise l'ironie que l'on accorde à ses charges publiques.

Ils fustigent le grand nombre et zappent l'unité qui les enivre. Ils pensent rendre service au lieu de rendre compte.

Tout n'est pas l'affaire de tous !



Par El yazid Dib

O n a tendance à ne pas faire croire que quelqu'un est responsable de quelque chose. L'on ne parle plus de personne ni d'institution encore moins de gestion dans une gabegie. Quand l'on dilue une matière dans une autre on ne peut obtenir un facteur de multiplication du délayage. L'amalgame diffuse le brouhaha et crée de l'irresponsabilité. Nos responsables veulent endosser, à défaut

de réussite dans leur secteur, la responsabilité au peuple entier. L'on ne se suffit plus à cibler un, deux ou trois auteurs ou fauteurs, mais l'on tache à ce que cette masse confusément populaire, ce tout entier et total soit le mieux adapté à porter le chapeau. Le tourisme est l'affaire du pourtour et de la proximité. La sécurité est l'affaire de tous.

L'un affirme que la violence est l'affaire de tous quand l'autre égalise en disant la même chose. L'environnement étant une affaire d'hygiène, il est sans doute l'affaire de tous. La propreté partagée communément ses déchets d'un voisin à un autre et renvoie l'éboueur à responsabiliser les gens. Elle fait noyer les débris de l'un dans l'anonymat de l'autre et ainsi il n'y a personne derrière ce jet.

Qui de l'homme ou de la nature engendre les produits fécaux ? Qui de ceux-ci est apte à relever l'identité du coupable ? Personne ! Ce "mon nom est personne" trouvez-le ! Pendez-le haut et court !

Non messieurs, rien n'est l'affaire de tous. Mais de personnes bien définies, légalement nommées. La sécurité est l'affaire de spécialistes, la violence aussi. Les poings et leurs coups légaux ne sont pas l'apanage de tout citoyen. La pédagogie, la sociologie, la psychologie sociale, la psychanalyse de groupe ne sont pas un transport en commun accessible à tous. Personne ne peut prétendre à s'élever en outre en une école ouverte sur la rue ou installée en deux mi-temps dans un stade. C'est au responsable de bien vouloir intégrer comme éthique, le seul devoir pour lequel il est désigné. C'est dans sa sarcelle morale qu'échoit pour le dynamiser l'obligation de mener comme un bon père les termes de la gouvernance qui justifient son existence institutionnelle. Sinon... s'il bifurque le tout sur l'intégralité d'autrui ; son mérite n'est qu'un privilège d'enrichissement de fonctions immoral. Le peuple n'a pas besoin de volontarisme, ni de bénévolat. Sa préoccupation majeure semble un souci mineur chez ses semblants protecteurs. On a vu des ministres fiévreux dire la relativité comme un intermède politique. Ils prennent leurs bureaux pour le pays. Leur secteur, disent-ils ne vit pas une solitude, il s'imbrique dans la maille organisationnelle et se répand sur la géographie citoyenne. La responsabilité absolue est dans le sachet de lait qui se fait désirer par un enfant allaité par assistance et non pas dans un commerce irrégulier ou dans une agriculture asséchée. La fièvre aphteuse est une contagion frontalière et contrebandière. Le fellah maudit par ses bêtes est indemnisé par la générosité des puits de pétrole de ses concitoyens.

sité des puits de pétrole de ses concitoyens.

Si les magasins étaient fermés les jours de fêtes, la faute est au citoyen qui avait mal manifesté le moment de son besoin. Ou encore l'énergie qui s'absentait d'un four boulanger, privé d'une farine qui ne débarque pas parce qu'un bateau est en rade et que les services portuaires vacants pour cause d'intempérie due à un mauvais esprit provoqué par la malédiction des saints patrons sont en grève illimitée. Trouvez dans cette chaîne logistique du commerce un responsable digne de l'être ! Le pain est l'affaire de tous nous dirait-il. L'électricité, le sparadrap, le coiffeur, le tramway également. Rendre compte n'est en ces temps qu'une parole à sens unique. Un jeu qui ne se hasarde qu'entre petits et petits face à un enjeu de grands. Seul le "responsable" s'arroge l'imagination et son exécution de responsabiliser, charger tous les autres. Et c'est injustement dans cette cible facile et toute désignée, car placide et non concernée que le ridicule s'évertue à s'accomplir.

Chaque mission est une affaire de professionnels. Un savoir et une contrainte. Elle doit être l'origine d'une conséquence. Si crise y est, si pénurie persiste, si violence subsiste, si bonheur se désiste et si mal résiste, c'est que par évidence...il y a une cause...un nom...un responsable. L'envers d'un monde où les fonctions ne sont plus des nuits blanches et ne font plus pousser des poils rebelles. En fait qu'elle donc cette "affaire" qui ne dépend de personne sauf de son titulaire ? L'intérêt et l'avantage. Mais les affaires qui sont sentées être naturellement "l'affaire" de tous sont effeuillées au jour le jour. Le projet d'avenir, la joie de vivre, la sensation du citoyen complet, pris telle une envie printanière mal consommée seraient "l'affaire" d'un paternalisme constitutionnel encore en vie.

Chadli Bendjedid: à ne pas oublier

Le 6 octobre coïncide avec le deuxième anniversaire du décès de notre troisième chef d'Etat, après Ahmed Ben Bella et Houari Boumediène. Il vient au lendemain de la date inoubliable du 5 octobre, date des événements douteux de 1988 qui ont mis pratiquement fin à la vie politique de Chadli Bendjedid.



Par Mohieddne Amimour *

C'est peut-être une occasion pour rendre hommage à cet homme qui a souffert souvent des injustices, sans oublier qu'il a commis lui-même des injustices. La commémoration, des années après sa disparition, d'une personnalité politique, doit en finir avec les requiem sentimentaux empreints d'éloges et de rhétoriques flatteurs, pour entamer des études sérieuses de sa personnalité et de son parcours.

Je me considère parmi ceux qui peuvent faire un témoignage aussi objectif que possible sur le chef d'Etat, qui a commencé difficilement son exercice de pouvoir, mais qui est devenu, dans un délai relativement court, un des illustres chefs d'Etat du tiers-monde.

Le président Chadli, dont le mandat présidentiel a commencé par un déluge d'anecdotes semant les doutes sur sa compétence professionnelle, a su s'adapter à une tâche pour laquelle il n'était pas préparé, parce qu'il a su profiter d'une équipe de travail à la hauteur, mais grâce à son autosatisfaction, provoquée par des louanges et glorifications chantées par certains courtisans, il a fini lamentablement la prestation de la tâche la plus importante de la République.

Je me sens à l'aise d'aborder aujourd'hui deux éléments positifs de la personnalité de Si Chadli, ayant été, comme il est bien connu, parmi les cadres supérieurs de la nation qui ont subi des injustices de sa gouvernance.

Le premier élément, qui risque d'étonner certains, c'est son intelligence aiguë. Au cours de notre premier voyage officiel en mars 1980 pour la Syrie, j'avais le souci, vu la confiance qu'il a bien voulu m'accorder, de prévenir le président d'un problème éventuel dans l'inspection de la Garde d'honneur syrienne. En Syrie, la clique joue la musique de la marche sur un rythme de trois sur quatre, c'est-à-dire un rythme comme celui de la valse. Ceci est loin de la cadence "un-deux, un-deux", à laquelle un chef militaire est habitué en Algérie.

Pour trouver le moyen d'attirer l'attention du président, aussi discrètement que possible, je parcourais le couloir de l'avion présidentiel dans les

deux sens, traversant chaque fois l'aile présidentielle. Le président était assis côté hublot, à une table modelable de quatre sièges, avec, à sa gauche Si Mohamed Salah Yahiaoui, qui avait en face le colonel (le général plus tard) Abdallah Belhouchat. L'occasion s'est présentée, au cours de mon quatrième ou cinquième passage, quand Belhouchat m'a interpellé sur l'heure de l'arrivée à Damas. Je me suis arrêté devant le colonel, en ayant le siège du président au côté droit presque derrière moi, et j'ai répondu à Si Abdallah que nous avons encore pour une heure de vol. J'ai profité pour ajouter des critiques sur la méthode compliquée des Syriens dans l'inspection de la Garde d'honneur. Le colonel m'a semblé loin d'être intéressé par ce que je disais. J'ai repris la même chanson sans faire attention à ses tentatives d'interruption. Ce fut le président qui arrêta ma souffrance en disant : "Ya Abdallah, le docteur s'adresse à moi, pas à toi". J'ai pivoté pour regarder en direction du président, qui a haussé la tête comme pour dire : je vous ai compris.

Au retour à Alger, j'ai dit à un cadre supérieur du Parti, qui répéta que le président ne dépassera pas six mois à El Mouradia : "Dérompe-toi, ce monsieur est très intelligent. Il est plus intelligent que Sadate qui a su éliminer tous ses adversaires". Cela s'est confirmé avant la fin du premier mandat de Chadli. Le premier éliminé a été ce même cadre politique.

Le deuxième élément de la personnalité de Chadli était la qualité qui est caractéristique des chefs. C'est la faculté de choisir la meilleure alternative des propositions présentées. C'est cela qui explique les tentatives qui se sont succédé pour l'encercler, afin qu'il soit prisonnier d'une seule bouche et d'un son de cloche unique.

A la veille de chaque événement important, que ce soit un congrès, une festivité ou une conférence internationale, une commission nationale était constituée pour organiser l'événement. À partir de juin 1971, date de ma nomination en tant de conseiller à la Présidence, j'ai été membre de toutes les commissions nationales. En 1983, j'ai été exclu de l'organisation du cinquième congrès du FLN, n'étant pas été choisi comme membre de la commission nationale. Cette commission a été constituée conformément aux directives de Larbi Belkheir. J'avais la certitude que le rouleau compresseur s'approchait de ma carcasse.

Quelques jours avant le congrès, le président m'a téléphoné, me demandant de passer le voir



à son bureau. Il avait l'habitude de m'appeler plusieurs fois par semaine, ou même par jour, pour lui présenter un compte-rendu des événements nationaux et/ou internationaux. Ce jour-là, sa première question était : Alors, comment vont les préparatifs pour le congrès ? J'ai répondu sans détour : Aucune idée Monsieur le Président. Ma réponse, préméditée, l'a surpris. Il n'avait pas l'habitude des réponses si évasives de ma part. J'ai continué en disant calmement : Vous savez que je ne suis pas membre de la commission chargée de la préparation du congrès. J'ai senti qu'il était gêné, mais je n'avais pas le droit, ni la volonté, encore moins l'envie de couvrir ce que ce soit. Après quelques minutes, voire quelques secondes, le président poursuivra, sans commenter ma réponse : "Je vais prendre la parole pour ouvrir la séance inaugurale...". Il a été surpris de voir ma main levée, en signe d'objection. Il m'a questionné : N'aurai-je pas le droit, en tant que Secrétaire général du Parti, d'ouvrir son congrès ? J'ai répondu brièvement : "Non Monsieur le Président". Un silence assourdissant s'est installé pour quelques secondes au bureau présidentiel, interrompu par la voix grave du président : "Explique-toi". Je lui ai rappelé que le règlement intérieur du Parti indique que le congrès ordinaire est ouvert par un bureau provisoire, présidé par le congressiste le plus âgé, secondé par le plus jeune des membres. Un bureau permanent est élu pour diriger les travaux, et c'est ce bureau qui appelle le Secrétaire général pour qu'il présente son rapport. Le président rétorqua : "Mais j'ai présidé l'ancien congrès. Tu as été membre de la commission nationale et tu ne m'as rien dit de la sorte". Je réponds sans hésitation : "Le congrès de 1980 a été un congrès extraordinaire Monsieur le Président, et vous

aviez le droit absolu de le présider". Le président décroche le téléphone : "Larbi, convoque-moi les membres disponibles de la commission". Presque une heure après, j'ai été appelé par le protocole pour me présenter au bureau du président. J'y ai trouvé, devant lui, une dizaine de membres, dont Messaadia, Rouis, Larbi et Mouloud. Le président m'a demandé de répéter ce que je lui avais dit auparavant. Une fois mon intervention terminée, Larbi, avec une voix bien tendue, me dit : "Le règlement intérieur a été élaboré dans des moments difficiles. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Je te rappelle qu'il n'y a pas de vacance de pouvoir". Je réponds calmement : "La loi c'est la loi. J'ai répondu à la question posée par le président en mon âme et conscience. Je n'ai pas l'habitude de tromper celui qui me fait confiance". Chadli a pris la parole pour dicter le scénario de l'ouverture du cinquième congrès. Il répéta presque textuellement ce que j'avais préconisé. Le président a choisi ce qui lui a paru logique et conforme aux réglementations en vigueur. C'est une qualité des chefs. Bien que j'aie été éliminé le mois d'après et subi une traversée du désert pendant presque cinq ans, j'ai été rappelé par le président Chadli en 1989 pour être son ambassadeur au Pakistan. C'était une façon indirecte pour réparer le coup de 1983, et dire à qui voulait l'entendre que j'avais toujours sa confiance. Que Dieu ait l'âme du président Chadli et de ses prédécesseurs.

* Docteur en médecine

La course est lancée. Mais la rumeur a une longueur d'avance sur l'info, qui ne rattrapera jamais son retard.

Rumeurs et incertitudes d'un mandat de trop



Par Abed Charef

Ahmed Ouyahia se fait très discret. Aussi discret que le président Abdelaziz Bouteflika, dont il est officiellement directeur de cabinet. M. Ouyahia a été chargé par le chef de l'Etat de coordonner les travaux de révision de la constitution, ce qui l'a amené à recevoir personnalités du pouvoir et de l'opposition, avant de préparer un rapport destiné au chef de l'Etat. Un travail de simple greffier en chef, la décision finale revenant au président Bouteflika, à qui il reviendra de trancher sur les grands choix que devra consacrer la nouvelle constitution.

Après le cérémonial des rencontres avec les hommes politiques, M. Ouyahia a disparu. Mais pouvait-il en être autrement? L'ancien chef du RND se trouve, en fait, dans une position très délicate. Il n'a aucune marge de manœuvre. Il n'est pas maître de la décision, et il ne peut strictement rien faire sans l'aval du chef de l'Etat. Il doit adapter son rythme de travail à celui de M. Bouteflika, et se contenter de gérer les affaires courantes, en se roulant les pouces, sans jamais commettre d'impair. Il sait que la moindre erreur se paierait très cher. Le souvenir de M. Abdelaziz Belkhadem, son ancien voisin de bureau à la présidence, nommé tout comme lui à la veille de la présidentielle d'avril dernier, avant d'être banni il y a un mois, est là pour le rappeler.

M. Ouyahia est également embarrassé par son projet de constitution. Non parce qu'il se pose des questions sur ce qu'il faut y mettre - ceci ne relève pas de son ressort -, ni parce qu'il

hésite sur ce qu'il faut retenir des propositions de l'opposition-celle-ci n'a été appelée que pour le fun-.

Non. M. Ouyahia est embarrassé parce qu'il a forcément des doutes sur l'utilité de la révision de la constitution, et parce qu'il ne connaît pas le calendrier du chef de l'Etat. Et, surtout, parce qu'en l'état actuel du fonctionnement du pouvoir, personne n'est en mesure de lui apporter les précisions souhaitées. Ce qui le contraint à naviguer à vue, pour s'engager dans un projet dont il ne connaît ni l'agenda, ni le contenu final.

• Absences

Seul réconfort pour M. Ouyahia, l'absence du président Bouteflika est plus pesante que la sienne. Car quand on parle de vide politique, d'absence, d'article 88, de vacance du pouvoir, c'est le chef de l'Etat qui est visé en premier lieu.

C'est sa responsabilité qui est en cause. Pas celle de M. Ouyahia, qui veut bien être utile, mais n'y parvient pas. Car M. Ouyahia n'est visiblement pas en mesure de combler le vide politique causé par l'absence du chef de l'Etat. Ce n'est ni son rôle, ni son tempérament. Il n'a pas la carrure.

Qui pourrait le faire ? M. Sellal, peut-être. Celui-ci a mené la campagne électorale, multipliant les bourdes, mais personne ne lui en a tenu rigueur, car il était dans son rôle. Mais aujourd'hui, il est clair qu'il n'a pas la densité nécessaire pour être celui qui, en l'absence du chef de l'Etat, incarnerait le pouvoir.

Ce qui rend encore plus pesante l'absence de M. Bouteflika. Celui-ci ne s'est pas manifesté depuis plusieurs semaines. Il n'a pas réagi à l'affaire Hervé Gourdel, ce ressortissant français, assassiné par des terroristes fin octobre. C'est d'ailleurs le premier ministre Abdelmalek Sellal qui avait parlé au téléphone avec le président

François Hollande, enfreignant règles et traditions protocolaires sur lesquelles un Président Bouteflika valide aurait été très sourcilieux.

• Trêve

Au final, l'absence du chef de l'Etat a été comblée par une habitude de la vie politique algérienne, la rumeur. Celle-ci s'est réveillée avant l'Aid, avant de des propager ensuite sur un terrain particulièrement favorable, Internet et les réseaux sociaux. Sans surprise, des sites et blogs, connus ou non, ont commencé à relayer les mêmes rumeurs, répercutant à l'infini des informations impossibles à vérifier. Un scénario qui se poursuivra jusqu'à la prochaine apparition publique du chef de l'Etat. Mais au bout de quelques jours de répit, le même scénario se répètera, encore et encore.

Sans surprise, ces rumeurs sont en train de confirmer le contenu au quatrième mandat. On n'y parlera pas de projet politique, d'ambitions économiques, encore moins de débats sur la place de l'Algérie dans le monde. Le quatrième mandat sera dominé par les rumeurs qui meubleront de longues périodes d'attente, elles-mêmes entrecoupées par des apparitions plus ou moins longues, mais toujours pénibles, du chef de l'Etat ; des apparitions durant lesquelles on comptera les mots que M. Bouteflika aura prononcés, et on décortiquera les gestes qu'il aura effectués.

La position de la main du chef de l'Etat sera plus commentée qu'une décision économique, et sa manière de saisir une tasse de café transformera nombre d'Algériens en spécialistes de la lecture dans le marc de café.

Ce jeu est aussi inutile que malsain. Il manque cruellement d'éthique. L'évoquer, c'est remuer le couteau dans la plaie. Même si le quatrième mandat lui-même est une profonde blessure, et un acte totalement dénué d'éthique.

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaid



Zmigri un jour, zmigri toujours ?

Samedi dernier, tard dans la nuit, en suivant d'une oreille l'émission " On n'est pas couché ", j'ai voulu réagir à l'un des multiples désaccords entre l'invité Eric Zemmour et le journaliste Aymeric Caron. Les deux hommes s'opposaient, entre autres, sur le sens exact du terme " immigré " (le premier ayant tort et le second raison).

J'ai alors diffusé sur les réseaux sociaux la définition qu'en donne l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Voici donc ce que dit cet organisme : " Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration (en 1992, ndc), un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France.

Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. " Jusque-là, il n'y a pas de problème. Boualem, né à Cherchell de nationalité algérienne et qui s'est ensuite installé en France est un immigré. Par contre, Boris né à Béjaïa de parents français et revenu vivre à Lille ne l'est pas.

La suite est bien plus intéressante et c'est elle qui a provoqué un paquet de réactions incrédules quand elles n'étaient pas scandalisées. Que dit encore l'Insee ? Tout simplement que " la qualité d'immigré est permanente ", c'est-à-dire " qu'un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition ". Reprenons donc le cas de Boualem et supposons qu'il soit devenu citoyen français après naturalisation.

Malgré cela, il restera toujours considéré comme immigré puisque né hors de France d'une nationalité étrangère.

Intéressons-nous aussi à Mustapha, le cousin germain de Boualem. Né à Oran de nationalité algérienne, il s'est installé ensuite en France mais n'a jamais cherché à être naturalisé. C'est donc à la fois un immigré et un étranger. Première conclusion : Boualem et Mustapha sont deux immigrés, mais l'un est Français et l'autre pas. En clair, les termes " immigré " et " étranger " ne sont pas interchangeables. L'Insee précise d'ailleurs que " les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas " (pour les matheux qui se souviennent des ensembles, on dira qu'il y a juste une grosse intersection ou partie commune entre ces deux catégories). A titre d'exemple, prenons les statistiques de 2006.

Il y avait à l'époque 5,156 millions d'immigrés dont 2,066 millions de Français par acquisition nés à l'étranger.

On recensait aussi 3,648 millions d'étrangers dont 3,090 millions nés à l'étranger (c'est-à-dire des immigrés) et 0,558 million nés en France.

En reprenant ce dernier chiffre, on se rend compte qu'il peut aussi exister des étrangers qui ne sont pas des immigrés. Il s'agit tout simplement des étrangers nés en France. En bref, la qualité d'immigré est permanente mais elle n'est pas héréditaire puisqu'elle dépend du lieu de naissance. Et c'est bien le caractère permanent du terme immigré qui a provoqué des réactions courroucées à mon message. " Zmigri un jour, zmigri pour toujours ? Si un étranger devient français pour quoi le considérer toute sa vie comme immigré ? C'est insultant, limite raciste ! " m'a écrit une internaute qui voit dans cette distinction une discrimination institutionnalisée. Officiellement, il n'en est rien. Le français " immigré ", qui peut d'ailleurs être d'origine canadienne ou islandaise, n'est pas une sous-catégorie spéciale qui aurait des droits différents de ses concitoyens.

Certes, dans la réalité, il doit s'accommoder de quelques contraintes - comme celle de devoir fournir plus de documents que d'autres lors du renouvellement de ses papiers d'identité - mais la persistance de sa qualité d'immigré relèverait plus de considérations statistiques et démographiques qu'autre chose. Ce serait un critère d'intégration destiné à juger de l'apport démographique des populations nées hors de France.

En tout état de cause, et la chose est à relever, de nombreuses personnes d'origine étrangère et devenues françaises par acquisition de la nationalité ne supportent pas le qualificatif d'immigré. " A choisir entre les deux, je préfère encore que l'Insee me classe dans la catégorie Français d'origine étrangère " m'a écrit un autre correspondant. Faut-il s'en étonner ? Le terme immigré renvoie à une perception des plus dévalorisantes. C'est l'image du travailleur nord-africain ou subsaharien venu, sans qualification aucune, trimmer en France qui s'impose.

Que le terme soit toujours utilisé avec mépris par une partie de la France xénophobe n'est pas surprenant. Mais que son fardeau dévalorisant ait été intériorisé par les français d'origine étrangère est particulièrement saisissant. Combien de temps faudra-t-il pour réhabiliter ce terme dans la perception générale ? Qui cherche d'ailleurs à le faire ? A-t-on jamais entendu quelqu'un dire " je suis fier d'être un français immigré " ? En tout état de cause, le Haut conseil à l'intégration serait avisé d'expliquer l'usage officiel de ce terme. Peut-être cela évitera-t-il aussi d'entendre des hommes politiques ou des journalistes parler de " Français immigrés de la troisième génération "...

Curieux



Par Bouchan Hadj-Chikh

Il est tout de même curieuse cette saga Ebola. Voilà un virus que l'on nous disait difficile à neutraliser, contre lequel aucune médication ne peut le circonscrire et nous nous trouvons, quelques mois après, et après avoir constaté sur le terrain, au Libéria, en Guinée et au Congo notamment, la mort de plus de 3.500 malheureuses victimes, une infirmière, de l'ONG " Médecins sans Frontières ", déclarée atteinte de ce mal, évacuée, dans les heures qui suivirent, en France où, grâce à un traitement non encore homologué - ou homologué provisoirement par les instances compétentes en toute urgence - elle est déclarée guérie le samedi 4 octobre 2014.

A l'annonce d'une telle nouvelle, tout à fait inattendue - chacun craignant le pire pour cette jeune femme dévouée - toute personne préoccupée par les dégâts causés par ce virus s'est sentie pleine d'espoir, espérant que ce traitement, quand il sera mis à la disposition des victimes qui croissent dans un isolement total - n'oublions pas que la moitié des 301 personnes traitant ces malades ont péri ces derniers mois - permettra l'éradication de ce mal.

Agréable surprise, en effet. Sauf que, quelques jours avant de prendre connaissance des résultats positifs de ce traitement, un médecin général, Gilbert Raftier, de Cabriès dans les Bouches du Rhône, rappelait, lors d'un entretien télévisé, qu'en 1976, à Salisbury, un chercheur britannique fut contaminé par le virus à la suite de la brisure du flacon qui contenait le dit virus. A ce médecin, toujours selon la même source, fut injecté un sérum, fruit de la recherche de médecin français et belge, la même année, qui lui permit de guérir totalement.

Surprenant, en effet, quand, autour de la ville de Goma, à l'est de la République Démocratique du Congo, frontalière du Rwanda, 300 personnes périrent de cette maladie que les prisonniers congolais, à qui on promit pourtant la liberté après les avoir enterrés, refusèrent de toucher de les manipuler. Et puis...

Surprenant encore. Le virus et ses ravages cessèrent soudainement, indiqua le médecin-général. Pourquoi et comment, lui demanda-t-on. " Je ne sais pas fut sa réponse ".

Tout à fait curieux

C'est qui l'est davantage, c'est la décision du président américain, Barak Obama, alors que rien ne l'y obligeait, sauf l'humanisme qu'on ne lui reconnaît plus, décida d'envoyer sur le terrain du malheur, 3.000 soldats pour " prêter assistance " aux peuples du Libéria, de Guinée et de Sierra Leone, sans compter la RD Congo. Pas des spécialistes, des virologues ou autres experts. Non, des soldats. Avec armes et bagages sans doute. Pour longtemps, évidemment. Ils côtoieront les experts cubains, déjà sur place, des nationaux de la petite Cuba qui, avec un budget dérisoire comparé à son géant et gênant voisin, dépêcha, dès l'urgence annoncée, 165 personnes très spécialisées en matière médicale et de virus !

Je ne suis pas un partisan des complots internationaux mais là, franchement, des questions m'ont assaillies.

Pourquoi le sérum, appliqué au chercheur britannique, il y a 38 ans, n'a pas été exhumé pour servir dans le cas de ce que la directrice de l'Organisation Mondiale de la Santé, le Dr Margaret Chan appela "

pandémie " ? Pourquoi le sérum dont on se servit, aux Etats Unis, sur un médecin américain, il y a quelques jours, n'a pas été distribué aux malheureux africains ? Pourquoi le sérum, utilisé pour guérir l'infirmière française, ne fut pas mis à la disposition des volontaires et médecins sur le terrain ? Précautions élémentaires, avanceraient-on.

Les théoriciens du complot, comme on les appelle, rappellent que la directrice de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui déclara, au cours d'une conférence de presse le 13 Septembre, la pandémie, est la même quimis en garde contre le risque de " pandémie " - sans doute une appellation qu'elle affectionne - quand la grippe se déclara en Europe en 2009, grippe appelée H1N1. Et dont les laboratoires tirèrent des profits énormes. Bien entendu.

On raconte, mais qui dit vrai dans ce cas, que la présence du virus dans la région - dont on allume et éteint l'incendie sans annonce - est lié à une course effrénée pour le contrôle de la région et une bonne excuse d'une présence militaire renforcée dont le dessein serait le contrôle des ressources dans la région, notamment le pétrole dans le golfe de Guinée. Ressource qui intéresserait la Chine, toujours à la recherche de nouvelles sources d'énergie, déjà sur place dans la région, et les Etats-Unis qui, à travers US military Africa Command ou AFRICOM, créée en 2009 par le président George W. Bush pour " contenir " les avancées de la Chine dans le continent africain, entend bien être de la fête. Comme le président Obama le rappela aux chefs d'états africains qu'il a réunis à Washington le lundi 4 Aout de cette année, réunion au terme de laquelle il proposa une aide de 33 milliards de dollars esquivant, dans ses propos, toute relation à la mal gouvernance qui fut le cheval de bataille des Etats Unis pour justifier le tarissement de ses " aides ", ouvrant, pour l'occasion, la porte à la Banque Mondiale qui avancera 200 millions de dollars - toutes aides confondues représentant une goutte d'eau dans l'océan des besoins du continent - pour contrer l'expansion du virus.

De quel virus parle-t-il ?

William Engdahl, consultant international en matière de risques stratégiques, expert en pétrole pour la revue en ligne " New Eastern Outlook " a construit un scénario sur la tentative US de reprendre pied en Afrique sur cette évaluation générale. Précisant qu'à l'horizon année 50, près de 91 pour cent de la production mondiale d'hydrocarbures proviendra du continent africain.

Scénario plausible ?

Peut-être bien. Dans l'intervalle, c'est la perte de la vie pour 2400 personnes sur les 4784 cas signalés, mais non certifiés par des analyses, selon le Washington Post qui nous préoccupe tandis que les sommets Franco-Africains, du Commonwealth, les dialogues Japon-Afrique et Chine ou Europe-Afrique, (il y a trop de monologues, abusivement appelés dialogues), se succèdent sans que l'horizon africain de s'éclaircisse avec ses Boko Haram au Nigéria et les pays riverains, Aqmi au Magreb, Djihadistes en Libye, rébellion au Mali, en centre Afrique et intervention française au Mali et au Tchad conjuguée avec la surveillance accrue du Niger et de son uranium etc.

Sans parler de la Somalie, oubliée de tous depuis des lustres.

Kouchner, oracle ou initié ?

Par Ahmed F.

Samedi 27 septembre dans l'émission de Laurent Ruquier, " On est pas couché ", Bernard Kouchner invité sur le plateau de France 2, pour faire la promotion de son livre " Mémoires croisées " a eu un clash avec le journaliste Aymeric Caron, qui l'interrogeait sur le droit d'ingérence et sur la situation au moyen orient. Lui rappelant ce qu'a déclaré Dominique de Villepin : " Depuis l'Afghanistan, toutes les guerres n'ont eu pour conséquence que de multiplier les foyers de terrorisme, nous avons multiplié les interventions militaires, pour quel résultat ?

Il y avait en 2001, un foyer de terrorisme, aujourd'hui il y a une quinzaine. Une troisième intervention en Irak est absurde et dangereuse. "

Bernard Kouchner a estimé qu'il fallait intervenir en Irak pour se débarrasser de Saddam. Et sur la multiplication et la propagation des foyers du terrorisme il a répondu : " Toutes les frontières issues de la colonisation, et plus particulièrement française et britannique, sont en train de disparaître, et vont toutes disparaître, parce que c'est nous qui les avons tracées sans tenir compte des équilibres communautaires et même religieux. Tous les pays du golf seront touchés, la guerre va tout bouleverser et se prolongera au-delà du moyen orient, ça se passera dans le sang et le chaos. "

C'est vrai que cette analyse irait dans ce sens, si on dépouillait l'histoire récente, celle d'après la régression de l'empire Ottoman, son extinction et son écartement de sa zone d'influence qui était la sienne : les Balkans, le proche et moyen orient ainsi que l'Afrique du Nord sans le Maroc, toute cette aire géographique a subi un remodelage, pour ne pas dire un charcutage, ne prenant en compte aucune logique historique ou équilibre ethnique. La disparition des états nations, a commencé par l'éclatement de l'ex Yougoslavie et continue sous nos yeux en Mésopotamie " le pays " entre deux fleuves ", en Libye " Dans l'Antiquité, sous la domination romaine, le territoire de l'actuelle Libye était partagé en trois provinces : la Tripolitaine, la Cyrénaïque, et la Marmarique. ", le Soudanaussi s'était détaché de l'Egypte, puis à son tour a subi la partition. Mais ce que ne dit pas, le (1/3mondaliste-2/3mondain), globe-trotter de Médecins du monde, devenu par la suite Médecin sans frontières déjà, c'est qu'il est en mission de préparer la stratégie indirecte et sournoise, de désinformation, de production de faux événements, de montage artificiel pour effacer les frontières dans lesquelles vivaient harmonie ces populations, entre elles et chez elles, avant les successives interventions " démocratiques ", comme furent les colonisations " civilisatrices " du 19ème siècle. L'histoire n'est tout simplement qu'un éternel recommencement, avec de nouveaux scénarii et de nouveaux acteurs, sauf que les planches de la scène restent les mêmes. Comme il ne veut pas avouer aussi, que ledémantèlement et l'atomisation aujourd'hui, de l'Irak et de la Syrie n'est que la "réparation" par les Américains, des er-

reurs des accords secrets Franco-Britanniques de Sykes-Picot (1916), pour le partage du Moyen Orient et de l'Anatolie et qui n'était pas allé jusqu'au bout, suite à leur dénonciation plus tard, par les Soviétiques. Personne n'avait demandé aux peuples de ces pays leurs avis de ce qu'ils voulaient être ou ne pas être, chose qu'on accorde aujourd'hui, aux Ecossais et aux Catalans, et que le Spin doctor improvisé, souhaite de tous ses vœux la régionalisation et le démantèlement des états nations qui ne protègent pas assez, à ses yeux, les spécificités culturelles et identitaires. La construction de l'Europe, comme elle est actuellement, sous protectorat de technocrates diligents pour cette mission, ce que De Gaulle ne voulait jamais concrétiser, va sûrement vers cet objectif, " Comme l'alternative communautaire en Europe, fait naître partout les régions pour conserver les identités culturelles plus que les identités nationales. " dit-il : Kouchner, aucun état-nation, partout des Landers, mais pour quelle finalité ? Le gouvernement mondial !

En 1903, l'écrivain socialiste H. G. Wells écrit le Nouvel ordre mondial où l'on peut lire : " Notre véritable État (...) doit être dès maintenant l'État fédéral mondial (...) Notre vraie nationalité est le genre humain ". Le même auteur écrit en 1928 The Open Conspiracy (La Conspiration au grand jour) dans lequel il expose les méthodes qu'il préconise, et donne sa réponse à la question : comment faire pour arriver à un gouvernement mondial ? En 1939, paraît Union ou chaos avec sous-titre Proposition américaine en vue de réaliser une fédération de grandes démocraties de Clarence Streit. Très rapidement, ce livre qui visait à la constitution d'un gouvernement mondial, devint une sorte de bible du mondialisme " - de WIKIPEDIA

En fin pour confirmer noir sur blanc, sa haine pour la république qui l'avait nommé plusieurs fois ministre, commentant le chapitre, la haine de l'autre de son livre, il parle du racisme, du communautarisme et du recul des identités nationales et de l'assimilation...

" L'assimilation est une forme de dénie, on se met des œillères. Je ne crois pas qu'une assimilation complète puisse exister, on n'est pas quitte avec le racisme pour avoir salué la république, il faut se méfier du pseudo-bouclier républicain. " La république ne protège pas assez les Kouchner & Co, il faut l'atomiser en petites entités, faciles à mettre sous dépendance des maîtres du Monde, les Illuminati.

Nous sommes donc prévenus ! Le sang et le chaos nous attend, comme le prédit ORACLE ou l'initié qui est dans le secret des illuminati. Notre pays est le seul qui résiste encore, au cataclysme qui le cerne et qui prépare son implosion depuis ses entrailles. Sans la cohésion sociale et la justice sociale, un état n'est plus un état, mais seulement des intérêts antagonistes d'individus qui courent à leur propre extinction et au démantèlement d'une terre sous laquelle court un fleuve rouge, par le sacrifice de ceux qui nous ont précédés, de Massinissa à Benmhi-di et encore aujourd'hui de ces jeunes qui veillent sur nous, et que de temps à autre, la presse nous rappelle que eux aussi déversent leur dime dans ce fleuve.

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



La percée des tout petits Etats

Forts de leurs particularités, de plus en plus de petits pays veulent devenir indépendants

Curieux paradoxe : les puissants moteurs unificateurs réunissant de plus en plus de peuples dans un vaste mouvement fédéraliste, secrètent dans le même temps des aspirations sécessionnistes. L'Union européenne fournit ces temps-ci de nombreux exemples de petits pays qui veulent conquérir leur indépendance.

Certes, après 700 ans de mariage, le divorce entre l'Ecosse et le Royaume-Uni n'a pas été prononcé. Les Ecossais se sont sagement exprimés à plus de 55% contre une indépendance, très romantique mais qui comportait de nombreux risques. Economiques tout d'abord, puisque Londres avait averti que la future nation devait abandonner la livre-sterling comme monnaie. Et la manne pétrolière de la mer du Nord est doucement en train de s'épuiser... Politiques ensuite, car il n'aurait pas été simple pour l'Ecosse de trouver sa place dans le concert des nations, l'Union européenne ayant précisé que l'Ecosse indépendante aurait dû négocier sa nouvelle adhésion à l'Europe. Quant au poids des élus écossais dans le Parlement européen, il aurait été très faible.

Il est donc étonnant que 45% des Ecossais aient voté pour la sécession. Il est vrai que, plus à gauche que la population anglaise (l'Ecosse fournit un gros wagon des députés travaillistes), les Ecossais sont très attachés à l'Etat-Providence et regardent d'un sale œil les attaques très libérales de Londres contre le système de protection sociale.

L'alerte fut si chaude que le Premier ministre anglais, David Cameron a beaucoup promis pendant la campagne électorale, notamment un accroissement bien supérieur de l'autonomie actuelle de l'Ecosse.

En matière de santé d'éducation, de justice, d'agriculture, de transport et de tourisme, les Ecossais étaient déjà maîtres chez eux.

De nouvelles négociations vont s'ouvrir avec Londres pour élargir encore cette auto-gouvernance.

L'Ecosse devrait, après avoir obtenu de sérieuses garanties sur son système de protection sociale, acquérir de plus grandes marges de liberté dans la gestion de la fiscalité et de la vie locale.

La Catalogne indépendante, coûte que coûte

Le semi-échec des indépendantistes irlandais n'a pas refroidi les volontés sécessionnistes de la Catalogne, la région la plus riche d'Espagne. Ce pays est également marqué par une longue tradition d'autonomie par rapport au Royaume. Au XIX^{ème} siècle, cette région qui s'industrialise rapidement, adopte sa propre constitution en 1892. En 1932, après de longues négociations, la Catalogne qui s'était d'abord auto-proclamée république, obtient de Madrid la Généralitat, un statut particulier d'origine médiévale, qui lui garantit pleinement son autonomie. Celle-ci est suspendue par Franco pendant la guerre civile de 1936, la Catalogne étant de surcroît une région très "rouge". La Généralité de Catalogne est rétablie en 1978 par la nouvelle constitution espagnole qui déclare à la fois que l'unité de l'Espagne est indissoluble mais garantit le droit à l'autonomie des régions qui la constituent. Les régions n'ont toutefois pas de liberté totale en matière fiscale et judiciaire, mais sur le reste des dossiers, l'auto-gouvernance des régions espagnoles déjà est très impor-

tante. Cela ne suffit plus au 7,5 millions de Catalans (sur les 47 millions de citoyens que compte l'Espagne). Après l'échec du référendum écossais, Artur Mas, le président catalan a annoncé qu'il maintenait son projet de référendum sur l'indépendance prévu le 9 novembre prochain, passant outre son interdiction par le tribunal constitutionnel. Les nationalistes considèrent en effet qu'ils doivent être les seuls à décider. "Convoquer la consultation ne revient pas à déclarer l'indépendance, il s'agit de savoir ce que pensent les Catalans" plaide un peu hypocritement Artur Mas qui sait bien qu'en cas de victoire du "Oui", plus probable qu'en Ecosse, l'indépendance de la Catalogne serait inéluctable.

Galvanisés par ce mouvement référendaire, d'autres régions autonomistes européennes se réveillent à nouveau. En Belgique, dans la Flandre néerlandophone, les indépendantistes gagnent du terrain depuis des années.

La Nouvelle Alliance flamande (N-VA), très à droite, a remporté le tiers des voix flamandes, dans le nord du

tales, au niveau national comme au niveau européen, ont bien du mal trouver une issue à la crise économique actuelle, le tout dans le cadre d'un monde "globalisé" et de plus en plus "ouvert".

En France même, pays du cartésianisme et du centralisme étatique, si les mouvements indépendantistes n'ont pas beaucoup de poids, de nombreuses formations réclament néanmoins plus d'autonomie pour la Corse, la Bretagne, les pays basques et catalans français. Peio Etcheverry-Ainchart, un leader indépendantiste basque français juge "constitutionnellement anormal que la France soit le seul état d'Europe à ne pas reconnaître (sur son sol) d'autre identité nationale que l'identité française". Il est vrai que la mondialisation tend à dissoudre l'idée de nation favorisant par là même, la renaissance d'une identité plus liée à des contextes ou des cultures locales.

Small is beautiful ?

La construction européenne qui a toujours pour objectif de fédérer les populations du Vieux Continent dans un élan supranational a donc paradoxalement conforté les particularismes, voire les micro-particularismes. Avec

dorénavant deux pays adhérents, la Tchéquie et la Slovaquie. La République Yougoslave n'a pas résisté à la fin de l'ère soviétique, plongeant dans une longue guerre civile.

Les pays qui la composent, rejoignent séparément l'Union européenne. La Slovénie et la Croatie l'ont déjà fait. Les autres républiques sont candidates. La petite Bosnie, martyrisée par un violent conflit, se partage entre deux territoires autonomes, l'un peuplé de serbes musulmans, l'autre de serbes chrétiens.

Mondialement, on assiste à la montée en puissance de petits états construits sur des bases géographiques, historiques, ethniques ou confessionnelles. Les Etats de petite taille apparaissent même comme le bon niveau de réponse face à la complexité des problèmes créés par une mondialisation croissante.

Plus souples, plus adaptables, "Les petits Etats ont tendance à dépenser davantage, en pourcentage du PIB, sur le front de l'enseignement et de la santé, notent deux économistes Michael O'Sullivan et Stefano Natella, il y existe une solide corrélation positive entre le rythme de la croissance économique et un certain nombre d'"infrastructures intangibles" - à savoir cette combinaison

un tiers des sondés dans les états américains du sud-ouest des Etats-Unis : Texas, Mississippi, Louisiane, Géorgie, Floride, Caroline, Tennessee, Virginie... Bref, comme un retour de la "Guerre de Sécession" "... Parallèlement, un million de Californiens ont pétitionné en faveur d'une redécoupe de l'Etat de Californie en six petits états autonomes.

Une telle évolution de l'opinion n'effraie pas, bien au contraire Ron Paul, l'un des porte-parole les plus prisés de la droite libérale américaine : "Les partisans de la liberté devraient applaudir le mouvement croissant en faveur de la sécession, comme le rejet final d'un gouvernement centralisé et des idéologies du keynésianisme et de l'assistanat (...). Fractionner les états en unités plus petites favorise la croissance économique. Car, plus la taille du gouvernement est grande, moins il a d'énergie, et plus il doit entraver la libre entreprise avec des taxes et de la réglementation".

Petits États menacés d'engloutissement

Qui connaît Aruba, Monserrat, Saint Christophe de Nieves, Guam, Kiribati, Niue, Palaos...? Ce sont pourtant autant d'états qui siègent à l'Onu, petites îles indépendantes répar-



pays lors des dernières élections législatives et souhaite devenir un acteur de première importance au sein du gouvernement central.

L'Italie du Nord est également traversée de sentiments sécessionnistes cachant mal la volonté d'arrêter de payer pour le sud de l'Italie, plus pauvre et moins performant.

La "Ligue du Nord", mouvement indépendantiste et populiste, porte cette aspiration, notamment en Lombardie et en Vénétie, donnant le nom de "Padanie" au futur pays.

Ce refus de payer pour plus pauvre que soi est l'une des constantes de nombre de mouvement sécessionnistes. Les solidarités nationales s'effritent et le projet fédéral européen, souvent très contraignant sur de banales normes réglementaires, est bien peu exigeant sur le plan social.

Du coup, beaucoup d'indépendantistes se réclament d'autant plus facilement "européens" qu'il n'existe pas à proprement parler de gouvernement européen. Chacun est donc libre chez soi ou tout au moins en l'illusion.

Le discours fonctionne d'autant mieux que les politiques gouvernemen-

le raisonnement de base suivant : puisque les 28 états-membres de l'Union européenne sont d'accord sur l'essentiel et que la Commission européenne devient l'autorité majeure, à quoi servent les états qui par ailleurs s'avèrent incapables de nous sortir de la crise économique actuelle?

D'autant que ces mêmes Etats se sont constitués progressivement (souvent à coups de guerres et d'annexions) et ont vu leurs frontières largement se modifier au cours de leur histoire. L'Italie n'a connu son identité définitive qu'au XIX^{ème} siècle, l'Allemagne à la fin du XX^{ème} ! Le Royaume-Uni compte quatre pays distincts. La France a des identités régionales bien marquées. L'Autriche-Hongrie fut un empire qui n'a pas résisté à la guerre de 1914 et les Hongrois et les Autrichiens d'aujourd'hui n'ont aucune envie de faire maison commune. La Hongrie, au contraire, aimerait bien ressouder (sans les annexer, bien sûr) les diverses minorités hongroises réparties dans différents pays de l'Est de l'Europe. La Tchécoslovaquie s'est démocratiquement dissoute et l'UE compte

de l'enseignement, de la santé, des technologies et de l'Etat de droit, qui appuie précisément le développement du capital humain, et permet aux entreprises de croître efficacement. Les petits Etats représentent sept des dix premiers pays en matière d'infrastructures intangibles. "Qualité et stabilité des institutions, capacité à s'adapter rapidement à une économie globalisée : on retrouve ces atouts dans nombre de pays petits au regard de leur superficie ou de leur population. Ils ont permis d'identifier un "indice de solidité". Parmi les 20 pays réputés les plus "solides", on trouve de petites nations tels la Suisse, en tête, Singapour, le Danemark, l'Irlande, la Norvège, suivis par la Finlande, l'Autriche ou la Nouvelle-Zélande... Beaucoup de ces pays appartiennent à l'UE et apprécient justement que l'Union ne joue pas le rôle contraignant d'un véritable état fédéral, comme l'est par exemple, l'Etat américain qui exerce une réelle tutelle sur les 50 états fédérés de la République américaine.

Mais aux Etats-Unis même, un récent sondage de Reuter montre qu'un quart des américains serait favorables à une indépendance de leur état : ils seraient

tiers sur les océans de la planète. Ces micro-états sont réunis dans une instance, PIED (Petits Etats Insulaires en Développement), qui s'est réuni début septembre à Samoa. Avec un ordre du jour angoissant : les changements climatiques. L'augmentation de la température, la fonte des glaciers, entraînant la montée du niveau de la mer sont des menaces bien réelles pour les PEID. Tuvalu, un petit pays composé d'atolls de corail au cœur du Pacifique, pourrait disparaître d'ici quelques années, si rien n'est fait pour endiguer rapidement la montée des flots. Un grand nombre des 115 îles composant les Seychelles pourrait connaître le même sort, tout comme d'innombrables petites ou grandes îles au large de l'Afrique, dans l'Océan indien ou le Pacifique. La situation est d'autant plus cruelle que ces îles ne sont aucunement responsables du réchauffement climatique et du risque de leur engloutissement. Là encore, l'unique solution passe par une solidarité réelle et active entre grands et petits pays, par l'entraide entre tous les habitants de la planète "Terre".



Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Résistances : pour la liberté et l'honneur



Messaoud OULAMARA

«LES SENTIERS DE L'HONNEUR.
Dans le mouvement de libération nationale en Haute Kabylie : du Ppa au Ffs». Témoignage de Messaoud Oulamara (recueilli par Aumer U Lamara). Koukou Editions, 319 pages, 800 dinars, Alger 2013.

Heureusement que ce livre, achevé en 1991 (6 années pour le mettre en forme), d'abord publié en version tamazight en 2007, a été traduit et édité en français (en 2013). Calculez le temps mis à enfanter une (bonne et sérieuse) œuvre littéraire dans notre pays.

On en apprend des choses sur les événements... et les gens, grâce à Messaoud Oulamara qui a décrit, presque dans ses moindres détails, toute sa vie militante et combattante... jusqu'en 1963 ! 65 même, refusant les honneurs et revenant à son métier d'armurier... car, il ne pardonnait pas au pouvoir «d'avoir fait couler le sang de nouveau avant que le sang des combattants de la guerre d'indépendance n'ait séché». Il a même fait 8 mois de prison (août 64 à mars 65), «sans jugement, sans raison».

On y apprend donc que Ahmed Messali (comprendre Messali Hadj !), accompagné alors de Messaoud Boukaddoum et Mohammed Khider, les nouveaux députés Mtdl, a animé, le mardi 11 mars 1947, jour de marché, à Michelet (appellation coloniale de Ain El Hammam), un rassemblement populaire «monstre»... avec une phrase - clé (en arabe dialectal... avec traduction immédiate par Si Djilani) : «Sachez que l'indépendance, vous ne l'aurez

qu'avec votre sang !». Pour lui, très satisfait de sa tournée... «à Michelet, ça dépasse l'imagination».

Qu'une «insurrection armée» devait commencer le 23 mai 1945 à quatre heures du matin... et la Kabylie (qui avait décidé de ne pas manifester le 8 mai 1945) était toute prête au soulèvement. Mais, contre-ordre le 22 vers 5 heures de l'après-midi. En fait, il y avait divergences au sein même du Comité central du PPA... le responsable du contre-ordre étant Messali en personne (selon Bennay Ouali qui avait assisté à la réunion d'après 23).

Il avait, aussi, servi de guide à Che Guevara en juillet 63. Il voulait voir, de ses yeux, les conséquences de la guerre en Haute Kabylie et savoir comment était menée la guerre de libération nationale.

Messaoud At Ammar (Oulamara) est décédé le 29 octobre 2001 avec trois éclats de roquette dans la tête reçus en août 60.

Avis Passionnant. On est assez vite emporté par la vitesse du récit... et le ton de vérité... toute la vérité. Comme si vous y étiez... La littérature historique, bien écrite, lisible, et franche, même si elle dérange, est celle qui connaît le plus de succès.

Extraits : «C'était doublement insupportable de mourir (ndlr : durant la 2^e guerre mondiale) pour une nation qui opprime la sienne» (p 41), «Au début des années quarante, en pleine guerre mondiale, vouloir libérer l'Algérie était perçu par beaucoup comme étant du domaine de l'impossible. Les militants nationalistes que nous étions étions alors considérés au mieux comme des naïfs, au pire comme des inconscients (p 64), «Au moment où nous courrions par monts et par vaux pour préparer la lutte qui nous libérerait de la domination coloniale, où des militants avaient vendu qui sa chèvre, qui sa brebis pour s'acheter un fusil, les Ouléma revendiquaient «etterbiya wa el ttalim» (l'éducation et l'instruction) ou bien «l'arabe et l'islam».

Comme si c'était la connaissance des règles des ablutions qui libérerait les enfants d'Algérie de la colonisation » (p 111), «Nos dirigeants n'ont pas laissé le temps aux Algériens d'apprécier la liberté nouvelle, pour exprimer leur joie. Le conflit naissant est une souillure pour notre révolution et un briseur de rêve. Le sang des martyrs n'a pas encore séché que nos responsables s'étripent pour le pouvoir» (p. 285)

Ma guerre d'Algérie
Au cœur des maquis de Kabylie
(1954 - 1962)



Au cœur des maquis en Kabylie.
Mon combat pour l'indépendance de l'Algérie. Tome 1 : 1948-1962. Mémoires de Abdelhafidh Yaha (récit recueilli par Hamid Arab). Inas Editions, 315 pages, 900 dinars, Alger 2011 (Editions Riveneuve, 2012).

Il est né à Takhlidjt Nath Atsou, le village où Fadhma n'Soumeur avait rempli sa dernière mission de résistance. Lui, touché par le virus de la rébellion, et pour continuer la longue chaîne de résistance, il s'investit très jeune dans le mouvement national. Scoutisme, émigration... et enfin, les armes à la main, il combat, en wilaya III, s.a.n.s q.u.i.t.t.e.r l.e t.e.r.r.i.t.o.i.r.e n.a.t.i.o.n.a.l. Qui dit mieux, qui dit plus ?

Il a tout vu, il a tout connu de la guerre de libération nationale. Ainsi, il a rencontré ou croisé au maquis les plus grands (Abane, Ben M'Hidi, Bougara, Amirouche, Mellah, Cheikh Amar, Mohand Oulhadj, Krim, Ouamrane, Mohammedi Said, Said Babouche...) durant les moments les plus forts de la guerre.... Il a côtoyé, aidé ou encouragé...les étudiants devenus maquisards, des combattants Berbères marocains, tous tombés au champ d'honneur pour l'Algérie, des anciens d'Indochine déserteurs avec armes et bagages («grands connaisseurs de l'art de la guerre» mais, «oubliés par l'histoire officielle»), des «patriotes des lignes arrières», des harkis repentis et collaborant avec l'ALN.... Il s'est révolté contre les dérapages de la «bleuite» («une paranoïa du complot unique», durant «toute une éternité», qui a mené à des «tortures abominables» pour ex-

torquer des «aveux»et à des éliminations de centaines de braves), il a subi moult ratissages de l'armée coloniale, dont la fameuse opération Jumelles (année 58 et début 59), il a participé et échappé à mille et une embuscades et autres accrochages... Il a vécu les derniers soubresauts de la colonisation... les lendemains du 19 mars, avec la découverte de réalités sociales difficiles... et, aussi, hélas, les luttes pour le pouvoir central, avec d'autres victimes. Si Elhafidh ? Résistant, rebelle, amer, mais toujours humain ! Avec toujours, au cœur, la cause d'une Algérie libre. Un combat non terminé. Car il y aura un autre maquis et un exil. Toute une autre histoire. A suivre!

Avis Trop de détails, par souci de l'auteur de ne rien oublier et de tout dire. Sur les faits. Sur les hommes. Sorte de Verbatim d'une résistance. Mais, les mémoires des (anciens) moudjahidines se lisent toujours sans regret quelle que soit leur orientation. Au minimum, elles nous éclairent sur le passé de bien des combattants et autres dirigeants ainsi que sur les forces et faiblesses de notre peuple. L'histoire bien nue ! Dommage que nos «éléphants» ne veuillent plus lire (sur leur passé) et que les jeunes ne sachent pas lire.

Extraits : «D'une résistance à l'autre, si l'homme libre est celui qui met sa vie en péril à chaque fois que c'est nécessaire, qui la confronte sans hésitation à la mort, je peux avancer que nous étions des hommes libres (p 13).

«En dépit de ce qu'on a tendance à faire croire aujourd'hui : «le peuple s'est levé comme un seul homme pour combattre le colonialisme», (...) nous avons éprouvé d'énormes difficultés à mettre en place les réseaux de confiance (...). Beaucoup hésitaient à épouser notre cause...» (p 38), «A certains esprits jaloux et aigris qui n'hésitent pas à traiter la Kabylie de région séparatiste à chaque fois qu'elle élève la voix contre les régimes autoritaires et successifs qui ont pris en charge le destin de l'Algérie, je peux affirmer que sans le sacrifice du colonel Ali Mellah et de ses centaines d'hommes, un pan inestimable de notre chère Algérie, je veux dire le Sahara, aurait échappé peut-être à la Révolution avec les conséquences que je n'ose pas imaginer» (p 89), «La langue française a été (...) notre outil de communication pour la rédaction des tracts, des rapports et des déclarations publiques. Le kabyle et l'arabe étaient, en revanche, utilisés dans nos discours devant la population» (p 249)



UN DEMI-SIÈCLE DE COMBAT.
Mémoires d'un chef d'état-major algérien. Ouvrage mémoriel du Colonel Tahar Zbiri. Ech Chourouk Information & Edition, 445 pages, Alger 2012



Chose promise, chose due... par le colonel. Après les «Souvenirs de guerre» de Tahar Zbiri, on a le récit des ses «mémoires» d'après-guerre. Homme fort (militaire grand baroudeur, pardi ! et, surtout, ayant supporté le «clan» dit d'Oujda ou «groupe de Tlemcen), mais maillon faible du nouveau système politique. D'abord avec Ahmed Ben Bella, puis avec Houari Boumediène, dont il ne supportait pas (ou plus), dit-il, les dérives autocratiques... et les faveurs ou les positions hiérarchiques favorables attribuées surtout aux officiers «déserteurs de l'armée française» (exemple : avec Boumediène, le Sg du Mdn, Abdelkader Chabou, avait la délégation de signature des décrets de nomination des officiers ainsi que ceux relatifs à leur mutation et à leur avancement alors que le chef d'état-major, T. Zbiri, en l'occurrence, avait besoin de sa signature pour tout équipement ou approvisionnement destiné à l'armée). Tout cela (le «gel» du Conseil de la Ré-

volution étant le goutte faisant déborder le vase) n'allait pas manquer de mal finir avec un «mouvement (de rébellion)» en décembre 1967... puis le retour au maquis, puis l'exil... jusqu'en décembre 1979 (décisions de grâce par Chadli Bendjedid, de Ahmed Bella et de Tahar Zbiri). Retour au pays seulement en novembre 1980. Le reste est une autre histoire... Zeroual puis Bouteflika l'ayant fait membre (du tiers présidentiel) du Conseil de la Nation.

A lire... Beaucoup de révélations... mais, faites attention en tournant les pages, en raison de la très mauvaise reliure.

Extraits : «Tout ce que je lui (A. Ben Bella) reprochais, c'était son autoritarisme, si bien qu'il se considérait comme le second fondateur de l'Etat algérien après l'Emir Abdelkader» (p 141)

L'EXPRESS

Des juges enquêtent en France pour savoir si Kadhafi a financé Nicolas Sarkozy pour sa campagne électorale de 2007. L'a-t-il fait ?

Ahmed Khadaf al-Dam: Il l'a fait. Mais, sachez-le, la corruption d'un futur président ou d'un parti politique étranger n'a rien d'exceptionnel. Beaucoup de pays y ont recours; pas seulement la Libye. C'est une façon de contrôler l'avenir.

Nicolas Sarkozy, lui, conteste ces accusations. Comment avez-vous été informé de ce supposé financement politique ?

Je l'ai appris de la bouche du colonel lui-même. **"Aucune crédibilité", selon l'entourage de Sarkozy**

Interrogé dès juillet dernier sur ces accusations, l'entourage de Nicolas Sarkozy livrait par SMS la réponse suivante : "Il s'agit, une fois de plus, d'un témoignage fantaisiste, sans aucune crédibilité." Le "une fois de plus" fait référence aux précédents témoignages recueillis dans cette affaire. L'ancien président a toujours contesté avoir bénéficié de fonds libyens.

Quand ?

En octobre 2005, à Tripoli. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, avait débarqué en visite officielle pour nous vendre des armes et du matériel de surveillance. Il avait retrouvé Kadhafi sous la tente pour discuter en tête à tête. Quand il est reparti à l'aéroport, j'ai rejoint Muammar. Nous sommes sortis nous promener dans le jardin et il m'a parlé de Nicolas Sarkozy.

Que vous a dit le colonel Kadhafi sur Nicolas Sarkozy ?

Il m'a expliqué que Sarkozy lui avait déclaré son intention de se présenter à l'élection présidentielle.

C'est curieux, parce que Nicolas Sarkozy a annoncé sa candidature un an plus tard, en novembre 2006...

Comme je vous le dis, Muammar me l'a révélée en 2005. Il était enchanté du dialogue avec votre futur président. Il admirait son enthousiasme, son ambition. La Libye, à l'époque, se battait depuis longtemps pour construire une nouvelle entité politique : les "Etats-Unis d'Afrique". Muammar m'expliquait que nous ne pourrions jamais construire une puissance africaine autonome si nous n'instaurions pas d'excellentes relations avec la France. Il me disait ceci : "Nous devons aider Sarkozy à devenir président. Il nous faut un ami à l'Elysée."

Comment comptait-il l'aider ?

De toutes les manières possibles, afin qu'il puisse gagner cette élection.

A-t-il parlé d'argent ?

Oui. Muammar parlait d'un soutien financier. Il parlait en même temps d'un soutien politique et d'un soutien médiatique. Il était prêt à engager tous les moyens pour que Sarkozy soit élu.

Un "soutien financier" de combien ?

Muammar ne m'a rien dit sur les montants au cours de cette conversation.

Avez-vous connu ces montants par la suite ?

Pas dans la précision. Mais il s'agit de dizaines de millions d'euros, distribués en plusieurs versements à partir de 2005-2006.

Avez-vous eu confirmation par d'autres sources ?

Après ma discussion avec Muammar, plusieurs sources m'ont confirmé ces financements secrets.

Combien de sources ?

Vous pouvez les compter sur les doigts d'une main. Il s'agit de hauts responsables de l'appareil d'Etat et de dirigeants des services secrets libyens. Je ne citerai pas leurs noms.

Pourquoi ?

Parce que ces hommes sont aujourd'hui exilés à l'étranger et ils ne veulent pas subir le même sort que notre ancien et dernier Premier ministre, Baghdadi al-Mahmoudi. En 2011, ce dernier se trouvait réfugié en Tunisie et il avait commencé à parler de l'argent donné par Kadhafi à Nicolas Sarkozy. Le nouveau régime de Tripoli, ami de la France de Sarkozy, avait aussitôt réagi. Il avait manœuvré et payé des millions pour que la Tunisie extrade cet encombrant témoin. Baghdadi al-Mahmoudi a fini prisonnier en Libye et réduit au silence.

Savez-vous qui s'occupait des transactions que vous évoquez ?

Kadhafi avait mis en place un comité spécial, composé de trois personnes chargées de faciliter le processus. Il y avait le Premier ministre dont je viens de vous parler, Baghdadi al-Mahmoudi; le chef du renseignement extérieur, Moussa Koussa; et enfin notre ministre des Affaires étrangères de l'époque, Abderrahmane Chalgham.

Pourquoi ces trois hommes ?

Ils étaient concernés par les affaires étrangères et par l'entente francolibyenne. Kadhafi accor-

Sarkozy et la Libye: «Des dizaines de millions d'euros en plusieurs versements»

Selon Ahmed Kadhaf al-Dam, c'est un "comité spécial", sous l'autorité directe de son cousin Muammar Kadhafi, qui aurait été chargé d'aider le candidat Sarkozy.



daît de l'importance à ce projet de financer l'élection de Nicolas Sarkozy. Il fallait le confier à des personnalités de premier plan.

Bashir Saleh, ancien directeur du cabinet de Kadhafi et gestionnaire du fonds libyen d'investissement pour l'Afrique, le LAP, a été présenté comme l'un des principaux acteurs de ce financement supposé. Selon vous, quel rôle a-t-il pu jouer ?

Tout ce que je sais de Bashir Saleh dans cette histoire, c'est qu'il était très informé. En tant que directeur du cabinet de Muammar, il connaissait les sommes exactes qui ont été versées aux Français. Il était au courant de toutes les démarches du comité spécial. Les notes que rédigeait ce comité pour informer Muammar passaient par lui. Cependant, jamais il n'a été décideur au sein de ce comité, dont les véritables têtes étaient Moussa Koussa et notre Premier ministre, Baghdadi al-Mahmoudi.

Savez-vous comment travaillait ce "comité spécial" chargé d'après vous du financement de la campagne électorale française de 2007 ?

Al-Mahmoudi, Koussa et Chalgham s'occupaient d'examiner les demandes de Sarkozy et de son équipe. Ils rencontraient les émissaires français puis transmettaient chaque demande au colonel. Ce dernier disait oui ou non. L'ordre final de délivrer l'argent devait toujours sortir du bureau du colonel. Après le feu vert, le comité spécial gérait les procédures de versement.

Comment s'effectuaient les versements dont vous parlez ?

Plusieurs fois, des Libyens appointés par le comité spécial se sont rendus au guichet d'une banque européenne où nous avions des fonds. Ils y retiraient plusieurs millions d'euros en liquide. Ces retraits s'effectuaient sans encombre : personne ne demandait des comptes à des diplomates ou à des personnalités du régime qui retiraient de l'argent. Une fois, notre Premier ministre, Baghdadi al-Mahmoudi, a lui-même emmené une délégation dans une capi-tale européenne, et ce sont ses émissaires qui ont retiré le cash. Ils ont rempli une valise, ils ont retrouvé dans un hôtel des émissaires de M. Sarkozy, et ces derniers sont repartis en traînant la valise.

Existe-t-il des preuves de ces transactions ?

Plusieurs remises de cash ont fait l'objet d'enregistrements audio, ou vidéo, dans lesquels on entend les propos échangés. Imaginez les archives de l'Etat libyen : quarante-trois ans de relations avec le monde, d'enregistrements audio et vidéo de conversations secrètes entre Kadhafi et plusieurs dirigeants de la planète. En 2011, les avions français les ont bombardées. Quantité de preuves ont été détruites. Certaines ont été volées et sorties du pays par des insurgés protégés par l'Otan et par les troupes de Sarkozy. Mais d'autres ont pu être sauvées par des fidèles et cachées en lieu sûr.

Connaissez-vous le document libyen publié par Mediapart, qui affirme que Kadhafi a financé la campagne de Sarkozy pour 50 millions d'euros ?

Oui. Je l'ai vu.

Que pouvez-vous en dire ?

Ce document est un faux. Dès que j'en ai eu connaissance, j'ai demandé à de hauts responsables des services de renseignement et des Affai-

res étrangères qui nous sont restés fidèles de l'examiner et de m'informer sur son authenticité. Après recherches et examen, on m'a informé que ce document est un faux. La procédure qu'il décrit n'est pas celle qu'ils ont l'habitude d'utiliser.

Quelles sont ces sources qui vous ont informé ?

Je ne peux pas dire leurs noms. Certains travaillent toujours dans l'administration libyenne, ils sont soumis au devoir de réserve.

Selon vous, quel était le "deal" entre Nicolas Sarkozy et Muammar Kadhafi ?

Sarkozy avait promis à Muammar que, s'il devenait président, il l'aiderait à réaliser son rêve panafricain. Muammar préparait les "Etats-Unis d'Afrique", union économique, monétaire et politique que viendrait soutenir un "plan Marshall" pour l'Afrique : 100 milliards de dollars de commandes à l'Europe pour équiper et développer le continent, avec la part du lion pour les entreprises françaises. Assuré du soutien de Sarkozy, Kadhafi a accéléré son programme. Il s'est lancé dans un voyage de 30 000 kilomètres en voiture pour rencontrer les dirigeants du continent et les emmener dans son projet panafricain. En mai 2007, Sarkozy devient président, l'idylle franco-libyenne s'épanouit avec la libération des infirmières bulgares, la signature, à Tripoli, de contrats commerciaux et, enfin, notre grande visite de décembre à Paris, où nous plantons la tente bédouine dans les jardins de l'hôtel de Marigny. Mais là, sans qu'on le voie venir, Sarkozy nous enfonce un couteau dans le dos.

C'est-à-dire ?

Souvenez-vous. Le jour où nous débarquons à Paris, Rama Yade déclare aux journaux que la France n'est pas "un paillason sur lequel Kadhafi peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits". Quand Muammar s'est fait rapporter la tirade, j'étais avec lui, sous la tente. Il était vert de rage. "Sarkozy est un traître ! Je viens en ami, il me trahit ! Les Français, décidément, ne changeront pas !" La presse française a commenté que Rama Yade avait agi d'elle-même. Mais je vous pose la question : la petite Rama Yade avait-elle le pouvoir de menacer ainsi 12 milliards d'euros de contrats pour les entreprises françaises ? En politique, c'est impossible.

Cinq mois plus tôt, en juillet, Rama Yade accompagnait Sarkozy dans son voyage à Tripoli pour signer des contrats franco-libyens. Tout le monde se souvient d'elle, qui plaisantait et riait avec Kadhafi. D'elle, aussi, qui n'a pas prononcé un seul mot sur les droits de l'homme en Libye, alors même qu'elle était secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme ! Donc, Muammar a compris que Sarkozy le trahissait, puis il a dit ceci : "On termine cette visite officielle, comme prévu, puis on rentre en Libye. Mais la France, c'est fini."

D'autres dignitaires du régime kadhafiste, à savoir l'ex-Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi, l'ancien interprète personnel de Kadhafi Moftah Missouri, notamment, ont déjà fait état d'un financement par la Libye de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Pourquoi sortez-vous du bois seulement maintenant ?

Tout simplement parce que vous me le demandez. Pour moi, cette question n'est pas essentielle pour la population libyenne et l'avenir de mon pays.

Seriez-vous prêt à en témoigner devant la justice française ?

Non. Ce n'est pas mon affaire. Si des hommes doivent témoigner, ce sont ceux qui ont donné l'argent. Je pense qu'ils le feront dans un proche avenir.

Aujourd'hui, la Libye vous recherche. Elle vous accuse

d'avoir détourné de l'argent.

Je réfute cette accusation. Mon avocat français a lu le dossier d'accusation. Il est vide ! Je n'ai pas de sang sur les mains. Je suis le premier à avoir démissionné, je n'ai pas pris part à la répression. Mais le gouvernement libyen est prêt à tout pour me récupérer. Il a proposé aux Egyptiens de m'acheter 2 milliards de dollars. Le Livre Guinness des records a écrit qu'il s'agissait de la plus grosse rançon jamais proposée dans l'Histoire ! Si le gouvernement de Tripoli veut m'emprisonner, c'est parce qu'il craint que je ne prenne part à la future lutte politique en Libye.

Comment vous, ancien kadhafiste, pourriez-vous jouer demain le moindre rôle en Libye ?

En proposant un scénario de réconciliation. Regardez ce qui se passe : la Libye est en guerre. C'est non pas une guerre entre milices et forces gouvernementales, mais entre émirs fondamentalistes, qui veulent mettre la main sur Tripoli et Benghazi. Les islamistes ont perdu les dernières élections au Parlement, alors ils ont pris les armes pour continuer à arracher des morceaux du gâteau.

A Benghazi, où les islamistes d'Ansar al-Charia font la loi, des chancelleries occidentales, y compris le consulat français, sont frappées par des attentats. 3000 personnes ont été tuées. Plus de 16000 prisonniers politiques sont en détention sans jugement et, pour la moitié d'entre eux, leurs familles ignorent s'ils sont vivants ou morts. Le même scénario est en train de se répéter à Tripoli, qui se vide lentement de ses habitants. Cette guerre va s'éterniser si on ne constitue pas, en Libye, un gouvernement national et une armée capable de désarmer les milices. Il existe un moyen, aujourd'hui, de rassembler les Libyens. Il faut passer par une entité qui survivra, chez nous, à toutes les aventures politiques : les tribus. Il y en a une centaine. Leurs chefs sont écoutés et ils ont derrière eux la majorité de la population du pays. Je les regois ici, au Caire, et nous avons créé, le 25 mai dernier, un Conseil suprême des tribus, dont voici le programme : désarmer les milices; les remplacer par une police et une armée; faire rentrer au pays les 2,5 millions de Libyens réfugiés à l'étranger; instaurer un dialogue national pour fixer une nouvelle Constitution. Pour ce dialogue, nous n'excluons personne, même ceux qui ont fait appel à des forces étrangères pour détruire la Libye.

Discutez-vous, en ce moment, avec la France ?

Il le faudrait. Mais la France continue de mener une politique agressive à l'égard de la Libye. Elle essaie d'imposer ses hommes à Tripoli ; elle reçoit au Quai d'Orsay des anciens combattants d'Afghanistan qui ont été prisonniers à Guantanamo et qui ambitionnent aujourd'hui de gouverner le pays.

Au lieu d'aider à installer une démocratie, elle envoie à Misrata ou à Benghazi des délégations d'hommes d'affaires qui viennent disputer des miettes de contrats aux Britanniques et aux Américains, comme si le seul problème de la France en Libye était de signer des contrats commerciaux. Cela ne mènera nulle part.

Mariages entre jeunes Tunisiens et Européennes âgées : «Ramasse ta carte de séjour»

C'est l'histoire d'un jeune Tunisien, fauché et chômeur qui parvient à draguer puis à épouser une touriste française, aussi âgée que (relativement) riche... Il part vivre avec elle en France et revient au pays l'été suivant pour les vacances. Passant devant un café, sa vieille épouse trébuche et tombe par terre et l'un des jeunes attablés sur la terrasse lui lance : «Ramasse ta carte de séjour, elle est tombée !»

RÉALITÉS TUNISIE

Cette blague est une illustration de ce que vivent de nombreux jeunes sans emploi, sans avenir et sans illusions. Ils sont obligés de se vendre, de sacrifier leur jeunesse et leur énergie à des femmes âgées, souvent victimes de cette terrible solitude que l'on rencontre souvent en Europe, où le sens de la famille s'est perdu dans les méandres de la modernité.

Au cours de notre enquête, nous avons rencontré quelques uns de ces couples et leurs propos sont clairs, parfois inattendus : c'est un contrat, un marché donnant, donnant où les deux partenaires sont gagnants. Geneviève, 63 ans, est mariée à un jeune tunisien de 27 ans et elle ne semble pas gênée par la situation ou par le regard des passants.

FAMILLE DÉCOMPOSÉE

Elle nous déclare : «mon mari est décédé, mes deux enfants ont grandi et ne se souviennent de mon existence que lors des fêtes de Noël, mes amies se sont exilées hors de Paris. Résultat : je me suis retrouvée seule, avec des journées interminables devant la télé et de rares visites au supermarché du coin...»

Son jeune époux semble a priori serein, mais lorsque l'on creuse un peu, il montre une certaine réticence à répondre à nos questions. Et ce n'est que lorsque sa femme quitte la pièce qu'il nous confie : «j'ai quitté l'école très tôt car ma famille était très pauvre et j'ai été obligé de travailler avec mon oncle sur les chantiers, souvent loin de chez moi...» De consistance fragile, il ne supporte pas ce travail ha-

assant et il réussit à se faire engager comme aide cuisinier dans un hôtel de Hammamet. «C'est là que le hasard m'a permis de rencontrer ma femme, venue en touriste.

Au début, c'était une relation amicale, je lui rendais de petits services. Nos rapports ont évolué peu à peu et on a fini par faire l'amour. Puis, avec le temps, nous avons décidé de vivre ensemble mais hors de la Tunisie, car la pression familiale et sociale y est trop forte.»

En fait, c'est le regard que la société bien pensante porte, des deux côtés de la Méditerranée d'ailleurs, sur ces couples hors normes, qui les dérange, qui leur empoisonne la vie. Corinne, soixante ans, veuve depuis peu de temps, affirme : «mon mari est moi sommes complémentaires. Il a l'énergie de la jeunesse, et moi la sagesse et l'expérience. Nous ne sommes pas différents et nous ne nous sentons pas anormaux.»

Chacun semble avoir trouvé sa voie, même si c'est à contrecœur, par intérêt ou par désespoir... Une demoiselle a tenu d'ailleurs à apporter son témoignage sur cette situation : «si la différence d'âge est trop grande, ce genre de relation est rarement sincère. C'est un rapport essentiellement basé sur l'intérêt matériel et sexuel. Ces vieilles femmes désespérées veulent acheter des moments de plaisir et de jeunesse auprès d'un jeune désespéré. Il y a trop de misère morale d'un côté et matérielle de l'autre et je ne suis pas sûre que les deux partenaires gagnent dans cet échange... Mais je reste choquée par ces femmes mûres qui se baladent main dans la main avec un gosse qui a l'âge de leurs fils !»

PANNES SEXUELLES

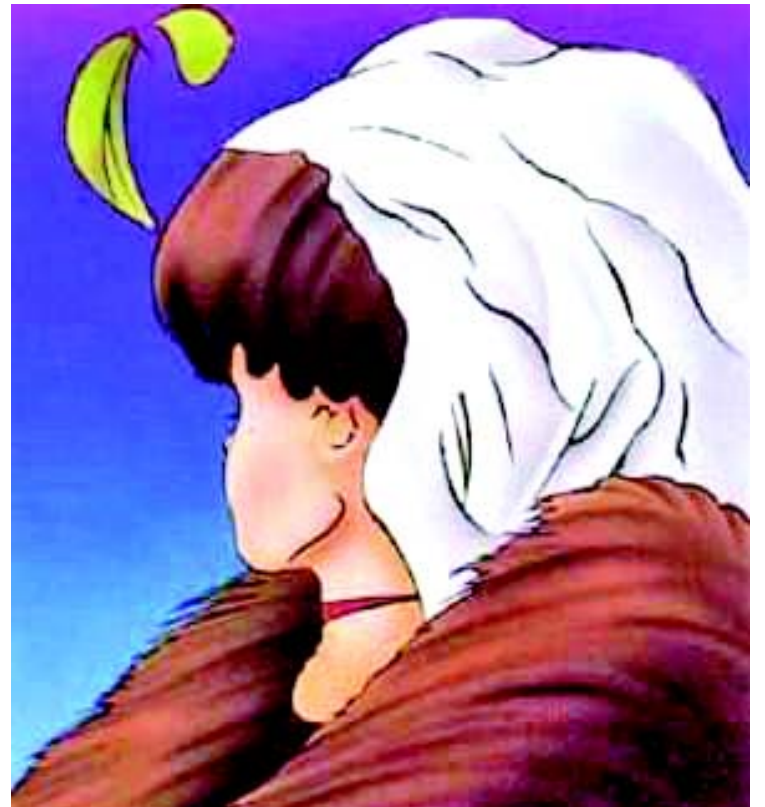
Nombre de ces jeunes hommes nous ont confié que c'est au lit, lors des rapports sexuels, que les choses sont

les plus pénibles. Mohsen, la trentaine, marié à une dame de soixante dix ans depuis quelques mois, reconnaît avoir des difficultés au moment de faire l'amour, qu'il appelle «des rapports sexuels non désirés» ! Il raconte leur rencontre : «j'avais un petit commerce dans les souks, mais avec après la Révolution et la raréfaction des touristes, je ne gagnais plus rien et je commençais sérieusement à penser à l'émigration au Canada. Mais un jour, celle qui est devenue ma femme est entrée dans le magasin et ma vie a changé...»

Cette dame prénommée Monique, a été immédiatement attirée par son charme oriental. Elle est tombée amoureuse de lui et elle a tout fait pour le séduire : cadeaux, promesses de vie meilleure, de bonheur permanent... Il s'est alors laissé embarquer dans cette aventure et s'est retrouvé dans une petite ville au nord de la France où il fait froid toute l'année. Revenant à ses problèmes sexuels, il avoue avec une certaine gêne : «jusqu'à-là, je n'avais aucun problème sexuel, mais avec elle, j'ai souvent des pannes et des problèmes d'érection. Son corps fané ne m'attire pas et je ressens ses baisers comme une punition...»

Un autre jeune homme, marié à une dame belge, nous confie ses rêves de jeunesse : «moi je rêvais d'épouser une fille jeune et belle, en robe blanche, avec du henné sur les mains et qui serait vierge. Elle m'aurait donné de beaux enfants et nous aurions vieilli ensemble, partageant les moments heureux et les périodes difficiles...»

Sur un ton désespéré, il ajoute : «bien sûr je ne suis plus dans la misère, mais la vie m'a privé de ces petits bonheurs qui rendent la vie agréable. Je n'aurais jamais d'enfants, je ne réaliserais jamais mes rêves, je vivrais toujours frustré en voyant tous ces enfants dans les jar-



dins publics, toutes ces belles jeunes filles dans les rues...»

Un psychologue nous confirmera que la situation de ces jeunes «peut créer un sentiment de frustration dû au décalage entre leurs rêves et leur réalité, entre leurs ambitions et leur quotidien. Ce sentiment d'insatisfaction peut évoluer négativement sous le regard critique de la société, pour engendrer la révolte et même la violence. C'est une situation très inconfortable...»

Pour les dames âgées le psychologue estime qu'elles sont «à la recherche du temps perdu, de leur jeunesse mal vécue. Souvent, elles ont besoin d'attention et d'une forme de tendresse et pas forcément de rapports sexuels. Alors elles utilisent l'argent comme une carotte pour s'attirer les faveurs d'un jeune déchu par la vie, dépossédé de moyens d'existence. Elles sont différentes des femmes cougars, qui sont des collectionneuses d'hommes jeunes et inexpérimentés...»

De l'autre côté de la Méditerranée, les choses ne sont pas toujours faciles pour ces couples. Les femmes sont mal vues, elles subissent le racisme

dont est souvent victime leur compagnon. Les jeunes hommes vivent mal les aléas du climat, l'éloignement de leur environnement familial et bien sûr la pression sociale. Une pression qui peut être administrative, comme ce qu'a vécu Anouar, 27 ans, pourtant ayant un bon niveau scolaire, mais chômeur depuis plus de six ans.

Il raconte ses déboires, sa femme et lui pour s'installer en France : «contrairement à ce que je pensais, obtenir des papiers français, une carte de séjour, n'a pas été chose facile. Le maire de la petite ville où nous avions atterri était convaincu d'avoir affaire à un mariage blanc et il a fallu passer par un avocat pour régulariser notre situation !»

Au bout de notre enquête, nous avons tenu à connaître l'avis de la maman de l'un de ces jeunes. Avec cette sagesse qui caractérise les femmes de la campagne, elle nous a affirmé : «la terre de Dieu est grande. Si son destin c'est de vivre dans un autre pays, qu'il parte. Mais cette vieille femme, je ne l'aime pas car elle ne me donnera jamais de petits enfants ! Mon fils mérite mieux...»

Qatar : le Club Med des terroristes

Alors que le Qatar affirme combattre l'extrémisme et a rejoint la coalition contre l'Etat islamique, différents rapports sur le terrorisme du département d'Etat américain montrent que des Qataris financent, avec l'aval de l'émirat, le mouvement djihadiste en Irak et en Syrie.



pour la région frontalière entre la Syrie et la Turquie, chargé par l'EI d'accueillir les nouveaux combattants étrangers et de les équiper d'armes légères avant de les envoyer en Syrie". Il était d'ailleurs "responsable des combattants étrangers venus du Royaume-Uni".

LA VIGILANCE DU QATAR EST "INEXISTANTE"

En septembre, selon le Trésor américain, Tariq Al-Harzi "a permis à l'EI de recevoir 2 millions de dollars d'un intermédiaire financier de l'EI basé au Qatar, à condition que cet argent soit affecté uniquement à des opérations militaires. L'intermédiaire financier basé au Qatar avait également recruté Al-Harzi pour lever des fonds au Qatar." Doha rétorquera qu'il s'agit d'individus privés et non du gouvernement. Mais tout Etat, et encore plus une autocratie du Golfe, a les moyens d'empêcher ce genre de chose, à condition de le vouloir.

Or, en croire les derniers rapports sur le terrorisme du département d'Etat américain, la

vigilance du Qatar à ce sujet est "inexistante". Certes, il existe des lois réprimant le blanchiment d'argent et le financement des organisations terroristes mais leur mise en application est "aléatoire" et marquée par de "graves carences". Par ailleurs, les preuves de liens du gouvernement qatari avec les extrémistes (dont certains ont réussi à lever des fonds alloués par la suite à l'EI) sont irréfutables. "Entre huit et douze personnalités éminentes au Qatar ont récolté des millions de dollars pour les djihadistes, a déclaré un diplomate occidental local. Et ils ne s'en cachaient guère."

DES JUTEUSES FUSIONS

La plupart de ces personnalités récoltaient au départ de l'argent pour le Front Al-Nosra, une filiale d'Al-Qaïda en Syrie. L'argent a coulé à flots l'année dernière quand Al-Nosra et l'EI ont officiellement fusionné et mis en commun leurs combattants et leur matériel. Mais ce partenariat fut de courte durée et a pris fin en début d'année. Une partie du financement et des ar-

mes envoyés par le Qatar à Al-Nosra entre avril 2013 et février 2014 a alors échu à l'EI.

En décembre 2013, le gouvernement américain a ajouté un homme du nom de Abd Al-Rahman ben Umayr Al-Nuaymi à sa liste de terroristes officiellement recherchés par ses services. Selon des sources officielles, Nuaymi aurait "ordonné le transfert de près de 600 000 dollars à Al-Qaïda par l'intermédiaire des représentants du groupe terroriste en Syrie".

Nuaymi était encore récemment conseiller pour le gouvernement du Qatar et membre fondateur d'une grande organisation caritative liée à la famille royale, la Fondation caritative du cheik Eid ben Mohammed Al-Thani. Depuis 2012, un homme répondant au nom de Hajjaj Al-Ajmi, qui vit au Koweït, vient également régulièrement au Qatar.

Sur des vidéos en ligne, on peut voir Ajmi en train de déclarer devant un public qatari que l'aide humanitaire en Syrie est "importante" mais que la priorité est de soutenir les djihadistes et de les armer... Donnez votre argent à ceux qui vont le dépenser pour la guerre sainte plutôt que dans l'humanitaire."

LE DANGEREUX JEU DES ALLIANCES

Il y a aussi Mohammed Al-Arifi, imam aujourd'hui interdit de séjour au Royaume-Uni pour avoir préparé deux jeunes Gallois au djihad. Cet homme a été invité deux fois par le gouvernement qatari : en mars 2012 et en janvier de cette année. Arifi est encore revenu au Qatar cet été, après son expulsion du Royaume-Uni, lors d'une fête du ramadan où étaient présents un grand nombre d'extrémistes. L'un des intervenants de cette fête était un autre homme interdit de séjour au Royaume-Uni, Wagdy Ghoneim, qui considère Oussama Ben Laden comme un "héros" et un "martyr" et a été enregistré en train de faire chanter à un public des chansons antisémites ayant comme refrain : "Non aux Juifs, descendants du singe !"

L'engagement du Qatar auprès des extrémistes est sans doute un moyen d'assurer ses arrières en Syrie. Le Qatar est un pays qui a toujours cherché à multiplier les alliances : des talibans à Israël, avec qui il était un temps le seul pays du Golfe à entretenir des relations commerciales. Le Qatar accueille le Hamas, les milices islamistes libyennes et les Frères musulmans de toute la région. Mais cette stratégie ne fonctionne guère. Et ce numéro d'équilibriste pourrait coûter très cher à Doha.

Courrier international

Alors que le Royaume-Uni va intervenir en Irak, Alastair Campbell, le grand manipulateur de la communication de la précédente guerre en Irak [et ancien directeur de la communication de Tony Blair], s'est trouvé un nouveau boulot. Lui et son fils Rory écrivent désormais pour un blog sur le football, The Pressing Game, qui se targue d'être "vraiment indépendant" mais qui passe la majeure partie de son temps à réfuter les critiques concernant l'organisation par le Qatar de la prochaine Coupe du monde.

Malheureusement, comme Channel 4 l'a révélé le 26 septembre, The Pressing Game est un fait financé en secret par des lobbys qui travaillent pour le gouvernement qatari. Ce n'est pas la première fois que le minuscule royaume du Golfe fait preuve d'un tel manque de transparence.

La semaine dernière par exemple, le cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, émir du Qatar, a donné sa première interview depuis son accession au trône en 2013. "Nous ne finançons pas les extrémistes, a-t-il déclaré sur CNN. "Si vous voulez parler de certains mouvements, notamment en Syrie et en Irak, sachez que nous les considérons tous comme des mouvements terroristes." Le Qatar, qui accueille une importante base aérienne américaine, a d'ailleurs rejoint la coalition internationale contre l'Etat islamique (EI).

LES PREUVES DE L'ACTION DU QATAR

La vérité est que, sans les financements importants que l'EI a reçus de certains individus au Qatar, il n'y aurait pas eu de guerre au départ. Au Royaume-Uni, Djihad John, l'homme avec un fort accent britannique présent sur les trois vidéos où sont assassinés les otages, incarne désormais aux yeux de l'opinion publique britannique la menace de l'EI.

La semaine dernière, alors même que l'émir du Qatar jurait ses grands dieux que le pays n'avait jamais financé l'EI, le Trésor américain a apporté la première preuve que l'argent du Qatar avait bien permis à Djihad John et à d'autres Britanniques de rejoindre la Syrie. Dans ce document est ainsi révélé l'identité d'un terroriste du nom de Tariq Al-Harzi, se décrivant comme "l'émir



Avec ses lunettes à la mode, sa barbe et sa touffe de cheveux frisés, Islam Yakan n'hésite pas à afficher plusieurs photos de lui sur son compte Twitter. Sur l'une des photos, il enfourche son cheval en brandissant un sabre ou en portant une kalachnikov en bandoulière. Des photos choquantes pour un jeune homme de son âge. Et ce n'est pas tout. Il a également publié sur son compte des dizaines de photos d'hommes, têtes tranchées, qu'il dit avoir tous tués. Islam Yakan ou Abou-Salma Ibn Yakan, comme il aime se nommer, affirme sur les réseaux sociaux être un djihadiste en combat au nord de la Syrie.

Ce jeune homme de 22 ans a fait la une des journaux égyptiens et européens le mois dernier. Tout le monde se pose la question : pourquoi a-t-il fait cela ? Comment en est-il arrivé là ? Mais la question qui revient en premier est : Comment ces groupes terroristes sont-ils parvenus à le manipuler ? Son entourage vit sous le choc, surtout son père, sa mère et ses deux sœurs. «Il était incapable de faire du mal à une mouche. Il ne supportait pas la vue du sang. Il nous a dit qu'il partait en Syrie pour une mission humanitaire. Avant de partir, il disait qu'il voulait aider les Syriens en fournissant des médicaments et de la nourriture et en portant secours aux malades et aux blessés», relate le père, le regard hagard.

Et d'ajouter tristement : «Toute l'éducation que je lui ai prodiguée est partie en fumée». Islam est issu d'une famille aisée et de tendance religieuse modérée. Il a fréquenté une école francophone à Héliopolis, quartier huppé du Caire. Il a passé son bac en 2009 et devait terminer ses études universitaires à la faculté de droit, en 2013. Mais il n'a ni continué ni obtenu son diplôme. En 2012, Islam n'avait pas encore quitté le pays. Il a rejoint les rangs des Frères musulmans et participait à leurs manifestations. «Il était devenu l'un des partisans du président déchu Mohamad Morsi. En juin et juillet 2013, il faisait partie du groupe qui a organisé le sit-in de Rabea Al-Adawiya, situé à Madinet Nasr», dit timidement la jeune fille qu'il a un jour aimée. Cette dernière n'a pas pu le convaincre de cesser la violence, le jour où elle l'a rencontré sur la place Rabea Al-Adawiya.

En fait, tous ceux qui ont connu Islam disent que c'est une personne très respectueuse. Son professeur, qui lui a enseigné les mathématiques pendant trois ans de suite, témoigne : «C'était un élève brillant, un élève exemplaire. Il était gentil, sérieux et très soucieux de son image durant sa scolarité».

Personne ne croit à cette transformation qui a chamboulé sa vie, pas même ses anciens camarades. «On a passé d'agréables moments ensemble durant notre adolescence. On taquinait les filles dans la rue ou au club. On jouait au foot. On écoutait de la musique moderne et classique. Il aimait les chanteurs Amr Diab, et moi, Mohamad Mounir. On jouait à la Playstation, à la place Safir, à Héliopolis. On allait au cinéma pour voir les derniers films. Islam vivait comme tous les jeunes. Il était aimable et gentil», explique son ami de classe qui le connaissait depuis la maternelle. Islam avait aussi l'habitude d'inviter ses camarades et ses amis dans la boutique de friandises que possède son père. «Chaque après-midi, en sortant de l'école, on s'y rendait. Son père nous offrait du chocolat, des bonbons et des sucettes», dit un camarade de classe avec tristesse.

Ces jeunes qui font la guerre sainte

Islam Yakan défraie la chronique. Ce jeune homme issu d'une famille aisée et de tendance religieuse modérée est parti en Syrie pour faire le djihad. Comment ? Son entourage tente de répondre à la question.



L'histoire de ce jeune homme avec le djihad a commencé il y a trois ans, le jour où il a décidé de se rendre à la mosquée d'Al-Rahma, située à Madinet Nasr, pour suivre des cours de religion et assister aux prêches. Mais les prédicateurs faisaient tout pour convaincre les fidèles de l'importance de se rendre d'un pays à l'autre pour étendre la gloire de l'islam et ce, en imitant le prophète Mohamad qui avait quitté La Mecque vers Médine. «On nous disait que lorsque des conflits religieux éclatent, il y avait toujours une vague de hijra (émigration). C'est exactement ce qui se passe en ce moment en Syrie. C'est le genre de leçons que nous recevions», nous raconte l'un de ses amis qui a gardé l'anonymat et qui a suivi l'itinéraire d'Islam, mais qui a préféré s'en écarter.

S'IDENTIFIER À BIN LADEN

Daech, un groupe terroriste composé de 30 000 personnes issues de tous les pays.

Du jour au lendemain, le jeune homme s'est laissé pousser la barbe, a commencé à fréquenter des barbus qui endoctrinaient les jeunes avec leurs idées obscurantistes. «Il nous disait qu'il allait juste faire sa prière. Nous ne savons pas comment il a basculé. Tout d'un coup, il a commencé à porter des qamis (tenue des salafites), et il nous répétait qu'il allait rejoindre Al-Qaëda. Mais, on ne le croyait pas et on ne s'imaginait pas qu'il allait partir pour le djihad», dit son père.

En fait, Islam est devenu une proie facile pour ces organisations terroristes. Comme tous les jeunes de son âge qui ont intégré ce genre de groupuscule, Islam a pris connaissance de son idéologie via Internet et dans les cafés. Il a commencé à regarder des films sur les premières conquêtes islamiques, à voir des vidéos et à écouter les prêches de Bin Laden. Il se demandait : Comment un milliardaire peut-il

tout lâcher pour défendre sa vision du monde ? Il a été ému par ses discours. Islam voulait ressembler à Bin Laden.

Il a d'abord commencé à imiter les amis du prophète lors des conquêtes islamiques. Il a décidé de mener «une guerre sainte» contre tous ceux qui ne croient pas à sa doctrine. Et pour faire la guerre, il faut être robuste comme disent les djihadistes : «Un musulman fort est plus aimé de Dieu». A cette époque, Islam a commencé à prendre des cours de musculation pour s'aguerrir et avoir plus de muscles. «Il pensait suivre la parole de Dieu en appliquant la sourate Al-Omran, verset 169 qui dit : Ne pense pas que ceux qui ont été tués dans le sentier d'Allah soient morts. Au contraire, ils sont vivants, auprès de leur Seigneur, bien pourvus», explique le cheikh Farrag Omran, professeur à l'Université d'Al-Azhar. Et d'ajouter : «Il pensait également suivre la sourate Al-Tawba, verset 111, qui dit : En vérité, Dieu a acheté aux croyants leurs personnes et leurs biens en échange du Paradis, en vue de défendre sa cause, tuer et se faire tuer. Mais en fait, il est fautif», ajoute le cheikh Omran.

«Le fait de se laisser pousser la barbe, de porter des qamis ou de faire de la propagande pour émigrer n'a plus raison d'être de nos jours. La religion musulmane s'est répandue à travers le monde, et ce, depuis le temps du prophète. Aujourd'hui, on part dans un autre pays pour poursuivre ses études, pour travailler ou pour améliorer ses conditions de vie», déclare le cheikh Omran.

De son côté, Islam est convaincu que son devoir est de mourir pour Allah. Il voulait se rendre en Syrie pour mener le djihad et se faire pardonner ses péchés pour «aller au paradis».

Il y a un an et demi, Islam a quitté la maison familiale vers 22h. A l'aube, il n'était toujours pas rentré.

«On a passé une nuit blanche à l'attendre», se souvient sa ma-

man, les larmes aux yeux. Le lendemain, abasourdi, Yakan, son papa, découvre l'existence d'un compte Facebook secret de son fils. Il fait défiler les photos et voit des images de propagande djihadiste, où des hommes portent les armes. Il découvre également des images terrifiantes. Le père comprend alors que la disparition de son fils est peut-être un départ voulu. Quelques jours après tombent les premières nouvelles. Islam envoie un texto disant qu'il est en Syrie, qu'il préfère rester dans ce pays et propose à sa petite famille de le rejoindre. Il a choisi sa voie, il a tout laissé derrière lui. Du jour au lendemain, Islam Yakan ne s'est plus soucié ni de ses amis, ni de sa famille. Il était obsédé par une seule chose : Le djihad en Syrie. Il est, aujourd'hui, au service d'une organisation armée sanguinaire qui souhaite répandre une vision ultra-rigoureuse de l'islam, et qui est au cœur d'un conflit qui a fait des dizaines de milliers de morts, principalement des civils. Cette organisation a pour nom Daech. «Un groupe terroriste composé de 30 000 personnes issues de tous les pays, qui attire les jeunes dont l'âge varie entre 18 et 25 ans», confie avec précision Kamal Habib, spécialiste des groupes islamistes.

En fait, Islam Yakan, le djihadiste égyptien, n'est pas un cas isolé. «Il y a deux autres qui étaient proches de lui : le premier s'appelle Chaker, âgé de 23 ans, un entraîneur dans une salle de sport, qui a commis un attentat suicide en Syrie à l'aide d'une ceinture explosive. Le deuxième est Ali Ayeche, 26 ans, diplômé de la faculté de polytechnique, et dont on n'a plus aucune nouvelle», confie un ami proche d'Islam. Et un troisième de nationalité britannique mais d'origine égyptienne, actuellement à Daech, surnommé Abdel-Méguïd Abdel-Bary. «Ce dernier, qui a tranché la tête d'un journaliste américain en août 2014, était un rappeur. Il est le fils du djihadiste Abdel-Méguïd

Abdel-Bary (accusé d'avoir commis deux attentats, celui de l'ambassade américaine à Nairobi et celui de Dar es-Salam en 1998)», ajoute Kamal Habib, spécialiste des groupes islamistes. Et d'ajouter : «On ne peut pas préciser le nombre d'Égyptiens qui ont rejoint Daech. Quelques centaines, peut-être plus. On l'ignore».

Une chose est sûre : de nombreux combattants étrangers ont rejoint la guerre civile syrienne, dans les rangs des rebelles ou du côté du régime de Bachar Al-Assad. En trois ans à peine, environ 12 000 étrangers se sont engagés aux côtés des rebelles syriens. Les Marocains forment la troisième plus importante «communauté» de djihadistes en Syrie (1 500 combattants), selon un récent rapport de The Soufan Group, un organisme de renseignements new-yorkais. La première place est occupée par la Tunisie (3 000 combattants) et la deuxième par l'Arabie saoudite (2 500 combattants). En ce qui concerne les jeunes Européens, il existe entre 2 500 et 5 000 combattants en Syrie. Notons que la France est le pays occidental d'où est parti le plus grand nombre de djihadistes (700 combattants). Elle est suivie de la Belgique et de l'Australie qui comptent chacune 200 combattants.

Du coup, ces groupes terroristes ont exploité les points faibles des jeunes. Islam est devenu une personne tout à fait différente, un djihadiste qui n'a ni terre ni nation. Il fait seulement allégeance à l'Etat islamique, au groupe auquel il est membre, que ce soit Daech, Al-Qaëda, Ajnad Masr, Ansar Al-Charia, Ansar Beit Al-Maqdes, le Front Al-Nosra ou n'importe quel autre groupe ultra-rigoureux de l'islam. «Le groupe Daech a bousillé son cerveau. Ainsi, ce jeune a trahi l'islam, il a trahi sa famille, il a trahi une nation, il a trahi l'Egypte. Il a fait du mal à tout le monde», conclut le général Ali Hefzi, ex-vice-ministre de la Défense.

La direction de l'environnement recense les grands pollueurs Ces 205 usines qui empoisonnent la vie des Oranais

Sofiane M.

La direction de l'environnement a du pain sur la planche pour réduire la pollution causée par les unités industrielles. Le dernier recensement réalisé par cette direction révèle l'existence de 205 grands pollueurs dans les zones industrielles de la wilaya, dont la moitié (92) a été recensée dans la seule zone d'Es-Sénia. Le directeur de l'environnement, Mekkakia Mohamed, dresse un tableau peu reluisant sur la situation de l'environnement dans la wilaya. Il réitère son appel aux grands pollueurs à s'engager immédiatement à réduire leurs rejets et émissions toxiques.

Ces 205 gros pollueurs, cependant, ne semblent pas faire suffisamment d'efforts pour préserver l'environnement. Parmi les graves infractions constatées par les contrôleurs, il y a les rejets de déchets industriels hautement toxiques dans des endroits non spécifiques, le déversement des eaux industrielles dans le réseau d'assainissement et l'absence des autorisations d'exploitation. Les produits hautement toxiques (huiles industrielles, produits chimiques, acides de batteries...) sont déversés sans aucun traite-

ment dans les égouts. Les unités industrielles n'ont aucun moyen approprié pour se débarrasser de leurs déchets toxiques. Les déchets sont soit jetés dans la nature soit acheminés vers les décharges publiques où des dizaines de personnes fouinent chaque jour, de fond en comble, le plus souvent à mains nues. Le plus préoccupant est que des gros pollueurs se sont installés à l'intérieur même du tissu urbain. On constate ainsi une prolifération inquiétante des stations de lavage et des usines de détergents au milieu du tissu urbain. Les produits hautement toxiques sont déversés dans le réseau d'assainissement de la ville. Il existe ainsi plus de 2.000 stations de lavage qui activent légalement ou illégalement à Oran. La dernière campagne de contrôle des unités industrielles implantées à l'intérieur du tissu urbain a permis aux contrôleurs de déceler de graves atteintes à l'environnement commises par les propriétaires, notamment le déversement de produits nocifs dans le réseau d'assainissement et les eaux de la Sebkhia. Les responsables de la station de traitement et d'épuration (STEP) d'El Kerma ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme. Le rejet des effluents industriels dans le

réseau unitaire de collecte des eaux usées menace la STEP d'El Kerma. Cette méga station, conçue initialement pour le traitement des eaux usées domestiques par voie biologique, n'est pas équipée pour la prise en charge des effluents industriels. Le traitement des eaux résiduaires industrielles est, en fait, un problème compliqué aux multiples facettes qui requiert des solutions complexes et implique un grand nombre d'acteurs et une coordination entre les pollueurs et les responsables de la STEP. Le principal problème des effluents industriels est qu'ils sont propres à chaque industrie et par conséquent, il est nécessaire d'adapter les processus de traitement des eaux à chaque industrie. Ces eaux contiennent souvent une grande diversité de polluants, notamment des polluants chimiques à l'état solide ou dissous. Les dernières descentes des ingénieurs de cette station menées dans les usines et les showrooms de la dairas d'Es-Sénia pour sensibiliser les gérants sur la nécessité du prétraitement des eaux industrielles avant de les rejeter dans le réseau de collecte des eaux usées avaient révélé que la quasi-totalité de ces entités rejettent les eaux polluées sans aucun prétraitement.

La pomme de terre à 120 DA, les tomates à 160 DA, la salade à 150 DA...

Flambée subite des prix de fruits et légumes à Aïn El-Turck

Rachid Boulélis

Une énième envolée des prix sur les fruits et légumes notamment, qui s'est subitement manifestée au milieu de la semaine en cours, vient, cette fois-ci, de franchir allègrement les limites du paroxysme et ce, en suscitant ainsi le tournis au plus imperturbable. En effet, dans le marché des fruits et légumes du chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck, la pomme de terre est actuellement proposée à partir de 120 dinars le kilo et la tomate à 160 dinars pour le même poids. Le kilogramme de salade verte a atteint les 150 dinars le kilo et les concombres 100 dinars. Les prix des fruits sont devenus, dans leur ensemble, inabordables. Signalons à titre d'exemple le prix au kilo du raisin, qui flirte avec les 380 dinars. «Nous ne comprenons plus, mais nous ne sommes pas pour autant surpris par cette spéculation, qui semble avoir encore de beaux jours devant elle. Je compatis particulièrement avec les smicards, qui ont d'énormes difficultés financières et beaucoup de sacrifice à faire sur leur modeste budget pour tenter d'effectuer des achats dictés par la nécessité de la cuisine quotidienne», a commenté une ménagère, habituée dudit marché, qui au passage est devenu trop exigu pour les dizaines de marchands ambulants, piaffant d'impatience en attendant l'ouverture des deux marchés de proximité, réalisés à Haï Bensmir, communément appelé douar Naquousse, sur le territoire de la commune d'Aïn El-Turck. Toujours est-il que cette inattendue augmentation des prix, qui a touché la totalité des fruits et légumes, a fait sortir hors de leurs gonds des responsables de familles au faible revenu. «Nous avons subi dans l'anonymat la saignée de la rentrée des classes puis encore celle de l'Aïd El-Adha et maintenant, les marchands nous propose, sans sourcilier, la pomme de terre, l'essentiel du plat du pauvre, à partir de 120 dinars le kilo.

C'est aberrant au plus haut point ! Nous sommes livrés aux spéculateurs, qui jonglent à leur guise avec la mercuriale», a déploré un retraité, un autre habitué du marché en question, confronté à de grosses difficultés financières pour tenter de



remplir son couffin. Des déclarations encore plus pertinentes et lourdes de sens ont été formulées par un nombre indéterminés d'interlocuteurs, dépités par cette hausse de la mercuriale, qui ont été abordés dans le marché de la principale commune de la daïra côtière d'Aïn El-Turck.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Dégoutage



«**M**digouti» et «**rani mdi gouti**» sont en passe de devenir parmi les expressions les plus courantes de notre vocabulaire.

-Ouach, ça va, p'tit ?

«Dégoutage», Ammou ! répondra le gamin-adulte, sans trop réfléchir. Programmé qu'il est selon les habitudes parentales qui font fi de son enfance. Le gosse mdigouti de ne pouvoir jouer sans se soucier d'autre chose. Mdigouti de ne pouvoir flâner dans le quartier sans avoir une commission à faire. Si ce n'est le pain, c'est le lait ou «l'eau douce». Très jeunes déjà, on les habitude à être pressés. Ne pas être en retard. Le gamin est mdigouti car devenu impatient d'une impatience sans objet.

Le rani mdigouti des adolescents est un cri du cœur devant des parents qui se refusent à jouer adéquatement leur rôle d'ainés, «trop obsédés de ne pas vieillir et d'être toujours les définisseurs des rêves

collectifs et des désirs du moment. Les adolescents s'épuisent aussi à s'inventer de nouveaux repères, orphelins qu'ils sont d'un passé collectif que leurs parents ont liquidé après en avoir bénéficié».

A la question «comment ça va ?», la plupart des gens répondent maintenant : «Mdigouti». Mdigouti de la monotonie du travail. Mdigouti de ne pas travailler. Mdigouti de courir après le temps, de voir ces gens collés à leurs portables à s'espionner : «Tu es où ?» Et se mentir : «Je suis en voyage». Mdigouti de voir des gens s'enrichir parce qu'ils sont près du pouvoir. Mdigouti de voir son pouvoir d'achat sans pouvoir. Les chibanis qui passent au journal télévisé de la télé du spectateur mdigouti sont mdigoutis, moins à cause de leur âge que du fait qu'ils doivent jouer à rester jeunes, au risque de passer pour des dinosaures (qu'ils sont) dont l'utilité n'a de sens que dans les musées.

2^{ème} Commandement régional de la gendarmerie d'Oran 621.444 litres de carburant et plus de 53 tonnes de kif saisis en neuf mois

K. Assia

Le 2^{ème} Commandement régional de la gendarmerie d'Oran continue de développer sa stratégie de lutte contre la contrebande et ce, à travers une panoplie de mesures prises et intensifiées depuis le mois de juillet dernier, au niveau du tracé frontalier. Celui-ci s'étend sur 413 km de Mersat Ben M'hidi dans la wilaya de Tlemcen jusqu'à Medelsa dans la wilaya de Naâma. La nouvelle politique consiste donc à adapter ce dispositif à la réalité du terrain, des mesures axées sur une analyse profonde de toutes les données auxquelles aboutissent les enquêtes, comme l'a souligné, hier, le colonel Ramli, commandant de la 2^{ème} circonscription régionale des gardes-frontières lors d'un point de presse animé sur l'activité de ses services durant les neuf premiers mois de cette année. Ce dispositif statique et mobile ne cesse de se développer conformément aux orientations données dans ce sens. Des mécanismes ont été mis en place pour combattre ce phénomène à travers une série d'équipements et d'installations qui ont vraisemblablement porté leurs fruits puisqu'ils ont porté de coups durs dans le milieu des contrebandiers. Sur le terrain, des tranchées ont été creusées et des barrières érigées, projet qui avance à 80%, le long de ce tracé frontalier, plus un grillage érigé sur un km à hauteur de Oued Kiss et réalisé le 6 mai dernier par les autorités de Tlemcen. Ceci a permis, selon le responsable, de revoir à la baisse le nombre d'affaires de contrebande dans les wilayas de Naâma et de Tlemcen et ce, avec 715 affaires traitées durant les 9 mois de 2014 contre 1.128 affaires durant la même période de 2013. 294 individus ont été arrêtés en 2014

contre 307 en 2013. La quantité de carburant saisie a, elle, augmenté pour avoisiner les 621.444 litres toujours durant cette période de l'année contre 379.865 litres en 2013. Pour ce qui est du trafic des stupéfiants, le bilan d'activité dressé toujours durant les 9 premiers mois de cette année fait état d'une hausse sensible du nombre de personnes arrêtées avec 246 individus appréhendés en 2014 et la saisie de plus de 50 tonnes de kif traité, 161,4 grammes de cocaïne, 2.117 comprimés psychotropes. Tout en explicitant l'impact des mesures prises par le 2^{ème} Commandement, le responsable régional du service de la police judiciaire, le commandant Hirèche, a précisé à l'occasion de ce point de presse que les efforts consentis convergent tous vers un seul objectif qui est de sécuriser la bande frontalière et protéger l'économie nationale. Tous ces mécanismes ont permis, selon le responsable, de prendre en considération toutes les données afin d'aboutir à des résultats concluants.

Plusieurs plans d'actions et d'importants programmes sont donc instaurés au fur et à mesure, lesquels tiennent compte des ruses et déplacements des réseaux de contrebande. La région nord comme la région sud du tracé frontalier ont été renforcées pour éviter aux contrebandiers d'exercer la pression sur une seule zone sachant qu'avec le procédé des chantiers, les gardes-frontières sont parvenus à diminuer le champ d'action de ces réseaux. Rappelons que des recommandations autour du renforcement du contrôle au niveau des postes frontaliers avec un redéploiement humain et matériel ont été initiées dernièrement, lors d'un séminaire organisé en mai dernier par la gendarmerie.

Réouverture du conservatoire d'Oran pour l'activité pédagogique Des journées portes ouvertes à partir de samedi

Djamel B.

Après les travaux de remise à niveau entamés durant la saison estivale, le conservatoire municipal Ahmed Wahbi d'Oran ouvrira dans les tout prochains jours ses portes aux parents désireux d'inscrire leurs enfants pour suivre des cours de musique. Selon le directeur de la division culturelle de la commune d'Oran, des journées portes ouvertes sur le conservatoire seront organisées à partir du samedi 12 octobre et se poursuivront jusqu'au 17 du même mois. Au programme de cette manifestation, il est prévu

l'organisation d'une exposition d'instruments de musique et des rencontres avec les enseignants et la direction. Les parents désireux d'inscrire leurs enfants pour des cours de solfège ou des cours d'instruments peuvent avoir d'amples renseignements auprès des concernés. Selon le même responsable, les cours devront en principe commencer à partir du 20 octobre.

Le directeur de la division culturelle indique, en outre, qu'en parallèle à la réouverture de l'activité pédagogique, la direction poursuivra la mise à niveau du conservatoire, notamment la réhabilitation de la grande salle des spectacles.

Mers El Hadjadj Un sexagénaire mortellement fauché par une voiture

Un sexagénaire a été mortellement fauché par une voiture, avant-hier, dans la commune de Mers El Hadjadj.

La victime a rendu l'âme sur place. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital El Mohgoun. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

BAKHTAOUI Houria, 56 ans, Saint Hubert
BOUDINAR Hasnia, 82 ans, rue Chergui Benchaa
SAMOUN H'lima, 95 ans, Victor Hugo

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 dhou el hidja 1435			
El Fedjr 05h39	Dohr 12h49	Assar 16h06	Maghreb 18h39
			Icha 19h55



TLEMCEM

L'université «Abou Bekr Belkaid» plus attractive

Khaled Boumediene

L'université «Abou Bekr Belkaid» de Tlemcen est parmi les institutions d'enseignement supérieur les plus performantes en Algérie, ayant acquis une bonne réputation scientifique et technologique, grâce à son bon potentiel humain des formations et de la recherche. Initialement un simple centre universitaire en 1974, cette institution scientifique et culturelle, qui a amorcé une véritable mutation, a été reconvertie en université en 1989.

Aujourd'hui, elle accueille des étudiants de toutes les régions du pays et des pays arabes et africains, notamment la Tanzanie, le Zimbabwe et la Guinée. «Tlemcen dispose d'une grande université comprenant huit facultés (Faculté des Sciences, faculté de Technologie, faculté des lettres et des langues, faculté des sciences sociales et sciences humaines, faculté de médecine, faculté de droit et sciences politiques, faculté des sciences de la nature et sciences de la terre et de l'univers, et la faculté des sciences économiques et des sciences commerciales), deux grandes écoles autonomes en sciences, et d'écoles préparatoires techniques et sciences économiques, pour une population estimée à plus de 41 000 étudiants et étudiantes, dont 300 préparent leurs doctorats », a indiqué ce dimanche à notre journal, le recteur de l'université de Tlemcen, M. Ghoulali Nouredine.

Cette année, l'université de Tlemcen est le lieu d'une grande animation. En franchissant le cap des 41 000 étudiants (presque une petite ville), l'université de Tlemcen, propose cette année 24 nouvelles spécialités, notamment dans la biologie et la mainten-

ce industrielle, prouvant ainsi son attractivité grandissante des formations des licences, doctorats et masters au fil des années. Selon notre interlocuteur, près de 7 000 nouveaux étudiants sont entrés dans le monde universitaire cette année. « Trois filières à recrutement national, sont proposées cette année, en génie biomédical et gestion automatisée des entreprises », a-t-il souligné. S'agissant des infrastructures pédagogiques, le recteur a précisé, que 2000 places pédagogiques (1000 à Tlemcen et 1000 à Maghnia) et 2000 lits à Tlemcen (Rocade) seront bientôt réceptionnés.

D'importants équipements sont en cours d'acquisition au profit de la pédagogie, pour l'amélioration des travaux pratiques, particulièrement la technologie.

30 nouveaux laboratoires de recherche dotés de plateaux techniques en physique, chimie et technologie de l'information et des télécommunications (TIC) et de médecine, seront bientôt équipés et réceptionnés.

Ce qui dénote une véritable dynamique pour le développement des sciences de la santé à l'université de Tlemcen. Rappelons dans ce cadre, que l'université de Tlemcen de dispose déjà de 74 laboratoires agréés. D'autres opérations sont en cours, il s'agit de la réalisation du centre de transfert de technologie (Chetouane), centre de recherche en génie civil des matériaux (Rocade), centre de recherche des médicaments et de toxicologie (Rocade), et du centre de santé et de diagnostics (Rocade). Par ailleurs, dans un environnement en mutation, voire en bouleversement, une grande opération de modernisation des bibliothèques est en cours, a confié le recteur. Il s'agit surtout de doter

les étudiants et étudiantes de cartes magnétiques permettent un accès régulier à l'information et aux contenus dans les 12 bibliothèques de l'université, afin d'améliorer leurs niveaux de connaissance et leurs compétences. « Le rôle des bibliothèques comme outils de formation est de plus en plus vital. La qualité des bibliothèques et leurs modernisations sont des priorités d'autant plus fortes que notre université se doit en ce domaine d'être au meilleur niveau pour permettre à nos étudiants, enseignants et chercheurs un accès permanent à une documentation plus vaste et à jour », a expliqué M. Ghoulali Nouredine, ajoutant que: «Nous envisageons de finaliser deux importantes opérations d'extension de réseaux Internet à très haut débit ».

Le recteur a également indiqué que de nombreux projets ont été lancés dernièrement tels que, une bibliothèque centrale (Rocade), un siège de rectorat (Rocade), un complexe sportif avec piscine (Rocade), 8 000 places pédagogiques au profit de la médecine et biologie, des écoles préparatoires avec un accompagnement de structures d'hébergement de 4 500 lits.

D'autre part, dans le cadre du programme présidentiel, 120 logements « haut standing » seront remis aux enseignants, avant la fin de cette année. 100 autres logements réalisés dans le cadre du programme de la wilaya seront également achevés avant la fin de 2014. En outre, des travaux ont été lancés pour la réalisation d'un centre multi média et 20 logements à l'annexe universitaire de Maghnia. Une cité universitaire de 500 lits et un mini complexe sportif seront également lancés dans les prochains jours à Maghnia.

AÏN-TEMOUCHENT

Plus de 12 000 doses de vaccin antigrippal disponibles

Mohamed Bensafi

Un lot de vaccins contre la grippe saisonnière a été octroyé à la wilaya de Aïn-Temouchent, pour contrecarrer les dangers de la grippe. Pas moins de 12.200 doses de vaccins seront mises à la disposition des citoyens. Cette quantité sera disponible au niveau des structures de santé implantées à travers les 28 communes que compte la wilaya, a indiqué une source proche de la direction de la santé. Plusieurs campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière seront lancées incessamment au profit des milliers de personnes qui seront ainsi à l'abri du danger permanent de la grippe. Ces vaccins sont destinés à des populations ciblées, en l'occurrence les personnes adultes présentant des affections chroniques, comme des

cardiopathies, des affections métaboliques, du diabète, des affections rénales. Sont concernés aussi les femmes enceintes à partir du deuxième trimestre de grossesse, le personnel de santé, les malades hospitalisés et les pèlerins qui doivent se rendre aux Lieux Saints pour la Ômra. En effet, la meilleure période de vaccination contre la grippe saisonnière s'annonce, et les médecins, notamment les épidémiologistes, recommandent l'organisation des campagnes de vaccination le plus tôt possible.

De l'avis de plusieurs médecins spécialistes, le vaccin contre la grippe saisonnière est plus que conseillé pour la population sensible, dont les malades chroniques, sachant que le vaccin constitue un élément rassurant et un outil de prévention contre d'éventuelles épidémies.

RELIZANE

Un mort et quatre blessés dans une collision

E. Yacine

Une personne, A. L., âgée de 40 ans, a trouvé la mort et quatre autres, A. M., A. H., A. I. et A. R., âgées respectivement de 25, 35, 7 et 12 ans, ont été blessées hier dans un grave accident de la route survenu sur la route nationale 90 reliant la wilaya de Relizane à Mostaganem, selon un bilan émanant de la cellule de communication de la direction de la Protection civile de la wilaya de Relizane.

En effet, une collision a eu lieu entre une voiture de marque Peugeot 406 et une voiture taxi Renault 18 causant la mort sur place d'une

personne et quatre autres blessées à bord du taxi. Alertés par des passants, les éléments de la gendarmerie nationale et ceux de la protection civile ce sont rendus sur les lieux du drame.

La dépouille mortelle a été déposée au niveau de la morgue de l'établissement hospitalier public Ahmed Francis d'Oued Rhiou, tandis que les quatre autres blessés ont été évacués vers les urgences médicales dudit EPH, ajoute notre source d'information. Une enquête a été aussitôt ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les causes et circonstances exactes de ce drame.

Présence timide du mouvement associatif

E. Y.

Depuis quelques années, plusieurs associations caritatives ou de quartier ont fait l'objet de retrait d'agrément, à défaut de résultats probants, présence timide sur le terrain et sensibilisation presque inexistante. Cette prise de décision n'est que le fruit des rapports établis contre ces associations infructueuses alors qu'elles ne cessaient de réclamer des subventions de l'Etat et des locaux adéquats pour l'exercice de leur fonction. L'on se demande, dans ce cas de figure, quel est le rôle des associations caritatives ou de quartier à Relizane et communes, qui brillent par leur absence ? Sans citer de noms, on a tendance à confirmer que celles-ci sont carrément absentes du terrain. Elles imputent ce manque d'activité au

manque de subventions aussi bien de l'Etat que celles des citoyens. Un justificatif aberrant dès lors qu'aucun citoyen honnête n'est capable d'offrir quoi que ce soit à une association qui n'existe que par son nom alors que beaucoup d'autres sont complètement méconnues et n'ont que l'agrément. Outre cette frénésie à vouloir amasser de l'argent, le rôle d'une association ne se confine pas à des voyages. Tout le monde sait pertinemment que certaines associations sont invitées à prendre part à des événements élaborés par des mouvements associatifs ou organismes très connus dans le monde. L'objectif de ces rencontres initiées en la circonstance, c'est de transmettre un message clair aux populations souvent confrontées à des maladies et fléaux qui font des ravages au sein de nos sociétés.

EL-BAYADH

Plus de 6.800 lots de terrain à attribuer

Un total de 6.816 lots de terrain à bâtir seront mis à la disposition des citoyens, par les services de la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris mercredi auprès de l'Agence de gestion et de régulation du foncier urbain de la wilaya. Inscrite au titre de la mise en oeuvre de l'instruction interministérielle (Intérieur, Finances et Habitat) portant promotion de l'offre foncière publique à travers les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, cette opération devra profiter aux huit daïras de la wilaya d'El-Bayadh, a précisé le directeur de l'agence précitée.

Quelque 2.480 de ces lots de terrain seront attribués dans trois sites à aménager au chef-lieu de la wilaya, a précisé Amine Djidel. Selon le même responsable, l'opération, qui

revêt un caractère social, verra une réduction de 95% de la valeur commerciale des lots retenus, conformément à l'article 13 de la décision interministérielle, en plus du droit des bénéficiaires de solliciter, dans le cadre des programmes d'aide accordés à la wilaya, de prêts exceptionnels pour la concrétisation de leurs habitations, conformément à la loi en vigueur. Les travaux d'aménagement et de mise à niveau des différents sites, estimés à près de 2 milliards DA, ont été confiés aux secteurs de la construction et de l'urbanisme. Les services de la wilaya ont indiqué, pour leur part, que des actions sont entreprises, en coordination avec les parties concernées, pour dégager cette enveloppe financière et lancer les travaux d'aménagement.

CHLEF

Un dispositif de prise en charge des SDF

Abbad Miloud

A l'approche de la saison hivernale et en vue d'assurer un succès total à l'opération de prise en charge des SDF, le wali a mis en place une commission comprenant le directeur de la protection civile, le chef de sûreté de la wilaya, le chef du groupement de la gendarmerie nationale, le directeur de la santé et de la population, un juge du tribunal de Chlef, le président de la commission de wilaya du Croissant rouge algérien et le directeur de l'action sociale qui assure la coordination. Cette commission a comme principales missions : la mise en place de tous les moyens matériels et humains nécessaires, de veiller à leur utilisation d'une manière rationnelle, l'organisation de l'opération d'interventions, l'établissement de programmes d'interventions tous les 15 jours. La commission doit établir un rapport hebdomadaire, dont une copie doit être transmise au ministère de la Solidarité nationale et une autre au wali.

La commission citée a déjà entamé son cycle de réunions et sorties sur les lieux dans le but d'améliorer davantage la prise en charge sur tous les plans.

Cet hiver, les SDF auront droit à un abri décent, dans les locaux du Croissant rouge algérien de Chlef. Le DAS a tenu à souligner que tous les moyens matériels et humains nécessaires seront mis en



place avant le jour J. Ils bénéficieront également d'une prise en charge médicale et psychologique et si nécessaire, d'une prise en charge hospitalière par la DSP. Des annexes peuvent être ouvertes au niveau de certaines daïras.

A cet effet, le DAS lance un appel au mouvement associatif pour signaler tout cas durant le mois en cours.

Le premier responsable du secteur tient à préciser que ces personnes ne doivent pas être considérées comme des éternels SDF.

Une équipe de la DAS constituée de psychologues et d'un as-

sistant social, a été mise en place pour entreprendre des réflexions approfondies, en vue de mener une action de proximité afin d'intégrer certains, dans leur milieu familial et de placer les autres, dans des foyers pour personnes âgées ainsi que dans les établissements spécialisés.

Dans le cadre de l'insertion sociale, il sera envisagé de faire bénéficier certains d'un contrat de travail. La préparation se poursuit, l'opération de ramassage débute le début du mois de novembre et se poursuivra jusqu'à la fin de la période hivernale.

BOUMERDÈS

Des villas construites illicitement et des interrogations

O. M.

En évoquant les risques majeurs, lors du dernier passage de Mohamed Tahar Melizi, délégué national des grands risques, près du ministère de l'Intérieur, on ne pouvait passer, sous silence, le cas des 45 villas, érigées dans une zone à très haut risque, à Foes, à l'entrée-ouest de Boumerdès. Ainsi plus de 45 constructions sont sorties de terre, ces derniers mois, sur ce site de Foes, sans permis de construire. Pire, une dizaine d'entre elles se trouvent sur une importante conduite de gaz et tout proche de la conduite d'eau potable de Taksebt, sans aucun respect du périmètre de servitude, les autres sont situées entre 20 et 30 m, d'une ligne à haute tension (HT). Il y a quelques jours, les services de l'Urbanisme de l'APC de Boumerdès avaient établi le constat d'infraction, les décisions de démolition ont été signées mais depuis plus rien, et

les travaux de finition de certaines bâtisses sont toujours en cours. Le cas d'infraction a été soulevé, au wali, et ce dernier, devant le mutisme du maire et des autres élus de la commune, dépêchera une commission pour mettre fin à ces situations et éviter l'effet contagion. Les citoyens se demandent comment ces futures résidences ont pu pousser, sans attirer l'attention des inspecteurs de l'Urbanisme. Des responsables communaux affirment: «on arrive, difficilement, à identifier les propriétaires de ces constructions. La plupart ne sont pas présents sur leurs chantiers». Et d'ajouter qu'une commission a été installée, récemment, par le wali de Boumerdès pour dresser un constat sur ces constructions anarchiques.

«Ces constructions ne seront jamais régularisées, dans le cadre de la loi, sur la conformité, car elles ont été édifiées, en 2012 et 2013», précise un technicien de l'Urbanisme. Mais ces dernières ont pu être ali-

mentées en énergie électrique. Quelles pièces ont-elles présenté pour bénéficier du branchement ? Comment a-t-on pu laisser des gens construire sur des conduites de gaz et d'eau potable, et sous des lignes électriques à haute tension ? s'interrogent nombreux citoyens. Où étaient les responsables, chargés de contrôler de telles constructions sur le site de Foes, qui a vu la disparition d'une centaine de constructions, lors du séisme du 21 mai 2003 ? Avant-hier une décision de démolition au centre-ville n'a pas eu lieu, et pourtant l'infraction porte sur une bâtisse érigée, illicitement, sur 4.000 m².

Par ailleurs, on a appris, que plusieurs décisions de démolition de constructions illicites tardent, encore, à être exécutées par les services concernés, alors qu'au même moment, d'autres, concernant de simples commerces, sur la RN24, ont été exécutées avec une célérité record.

BLIDA

Recrutement : la ministre de l'Education «étonnée»

Tahar Mansour

A partir de Blida où elle a procédé à l'installation de la nouvelle directrice de l'Education de la wilaya, en compagnie du wali et du P/APW, la ministre de l'Education nationale a réitéré, mardi, son appel au dialogue, à toutes les parties, réaffirmant avec force que : «la grève n'est pas la solution idéale pour résoudre les problèmes rencontrés par le secteur et les portes du dialogue sont grande ouvertes».

En effet, lors de son intervention, la ministre a rappelé que la grève des économes qui a cours, actuellement, n'a connu qu'entre 25 et 30% de suivi, à travers le territoire national alors que certaines wilayas n'ont connu, aucun débrayage, au moment où les grévistes ont repris leur travail dans d'autres, tout en annonçant qu'un certain nombre de revendications ont déjà connu une réponse favorable. Selon la ministre, l'indemnité d'expérience pédagogique ne peut être accordée au corps des économes car elle ne concerne que le personnel ayant, effectivement, une activité pédagogique avec les élèves, mais cela n'empêche nullement de trouver une solution, dans le cadre de la loi. Revenant sur le taux d'occupation des élèves, Nouria Benghebrat estime qu'il y a une amélioration certaine, surtout pour la wilaya de Bli-

da, qu'elle cite comme exemple, où ils étaient une soixantaine par classe, en 2010, alors qu'actuellement le taux est à 35 élèves par classe pour le secondaire (32 au niveau national), 32 pour le moyen et 31 élèves pour le primaire : les mêmes qu'au niveau national. Quant au corps enseignant, la ministre a affirmé avoir été très étonnée quand, après le recrutement de 25.000 nouveaux enseignants, il y avait encore de très nombreux postes non pourvus : «en engageant l'opération de recrutement de 25.000 enseignants pour cette année scolaire, il m'a semblé que nous allions pourvoir tous les postes vacants et que nous allions, enfin, voir les choses se stabiliser, mais grand a été mon étonnement quand je me suis rendue compte que de trop nombreux postes demeurent, encore, vacants, ce qui veut dire qu'il y a un problème dans l'identification des besoins, à la base» a-t-elle avoué.

Après avoir inauguré le nouveau lycée 1000-300 à Sidi Madani, dans la commune de Chiffa, la ministre s'est rendue au lycée 'Ibn Rochd' qui a rouvert ses portes, cette année, après avoir été restauré. Mais les enseignants de cet établissement estiment que les travaux de restauration ont été mal exécutés et ont cité de nombreuses lacunes par le biais d'un représentant du Cnapest qui s'est adressé à la ministre en af-

firmant qu'il y a, encore, des problèmes d'étanchéité puisque, lorsqu'il pleut, l'eau pénètre par le plafond des couloirs, les laboratoires sont encore vides, les salles de classe ne sont pas comme il se doit et d'autres griefs portés à l'encontre de l'entreprise qui a été chargée de la restauration. Après avoir écouté ces doléances, Mme Benghabrit a tenu à remercier les enseignants pour l'intérêt qu'ils portent à l'amélioration des conditions d'enseignement et d'accueil des élèves : «c'est la première fois que je rencontre des enseignants qui revendiquent, autre chose que le point indiciaire, les indemnités ou une augmentation des salaires, merci pour l'intérêt que vous portez aux élèves et à l'amélioration des conditions pédagogiques». Elle leur rappela, à la fin, que l'Etat a mis les moyens pour la restauration du lycée qui, précise-t-on, a été construit par les Français, en 1880 et que de nombreuses personnalités ont fréquenté ses bancs, à l'image de Abane Ramadane et d'autres encore.

Enfin, il y a lieu de noter que la nouvelle directrice de l'Education, Mme Benbrahim Ghania, occupait le poste de proviseur d'un lycée dans la wilaya de Tipaza et vient en remplacement de M. Kamel Khitous qui a assuré l'intérim depuis le départ de l'ancienne directrice de l'Education.

SÉTIF

Samir Staifi n'est plus

El yazid Dib

Une voix s'est éteinte. La première à avoir, dans le temps, exhumé d'un terroir à peine d'amnésie, un répertoire mélodieux. En compagnie de tout un panel de jeunes talents à l'instar de Bekakchi, Ammar staifi, Gouffi, Allel, Abdleghani, Said Menhental et autres, Samir commençait déjà à faire de la chanson sétifienne, un repère identitaire. Le «sraoui», genre de jérémiades, profondément, sociétales, presque psalmodié tel un cri de douleur, en a fait un chanteur pour que Samir s'évertue à lui octroyer toute l'amplitude historique et artistique qui le caractérisait. Es-Saâda et En-Nasr, deux groupes musicaux ayant fait les prémices modernes du chant sétifien ont été les stimulateurs de pas mal de détenteurs de dons. Abbès Rezig s'en trouve être, sans ambages, l'un des précurseurs du mouvement culturel et musical alors, à peine balbutiant. Samir avait la ville dans ses tripes. Casanier, auto-prisonnier de sa passion citadine, il fréquentait les rues de Sétif comme le ferait un touriste éternellement émerveillé. Sétif, son amante, le symbole de ses amours, dans sa voix n'était qu'une belle chanson à fredonner afin de dissiper la tourmente et recouvrer, un tant soit peu, la joie de vivre. Son interprétation dis-

tinguait ses chansons par cette touche propre à lui qui tend à éveiller, en chaque tympan, une souvenance, une égarie ou, tout simplement, un air de fête. Chez cet artiste là, le chant était une expression eurythmique et symphonique d'un silence éclaté en paroles et référençant la complexité d'une société à multiples soubresauts. «Khali ya khali», «Kahlouchi», «Khatem sobei», «Harat Zemmour el aalia», «Moulechache», «Ouaynek ya Aïn El Fouara» ou «Meddi yadek lel'henna» et toute une autre foultitude de titres font la richesse de son important répertoire, dépassant les 300 titres édités.

Samir, sur scène c'est plus qu'un spectacle. C'est une histoire, un périple que traversent la déception, la description relationnelle, l'être chéri, la vie et ses aléas, le temps et ses contretemps. La voix de Samir constituait, à elle seule, un orchestre. Il savait réguler ses cordes en fonction de la dimension philosophique de son chant. Il faisait incarner toute le triptyque musical local, dans la trinité de trois instruments. La voix, la zorna et la tabla.

En fait, quand un chanteur meurt, ce n'est pas à sa voix de s'éteindre, elle persistera à raisonner. Sétif vient de perdre encore un immeuble, un centre-ville. Adieu l'artiste. «kachit bab stif» au moment où son interprète en sort !

SKIKDA

La cantine de la raffinerie boudée

A. Boudrouma

Des centaines de travailleurs de la raffinerie de Skikda se sont rassemblés, hier, devant l'entrée de la cantine, boudant le repas de la mi-journée, pour marquer leur refus de poursuivre la prise des repas, dans cette cantine. Ce mouvement intervient à l'issue des analyses de laboratoire effectuées sur le plat témoin, prélevé sur les repas servis, la semaine écoulée, dans le cadre des investigations entreprises pour déterminer l'origine de l'intoxication qui a touché des dizaines de travailleurs et dont les résultats n'ont pas été divulgués, bien que certains travailleurs affirment que les analyses effectuées se sont avérées positives. Le secrétaire de l'union de wilaya UGTA, joint par téléphone, a soutenu pour sa part «que seules les personnes ayant pris le plat comportant de la mayonnaise ont été

intoxiquées, ce qui permet de penser qu'elle est la cause de l'intoxication, quant aux analyses, il faut savoir qu'on n'a remis, au laboratoire, que des ustensiles, seulement, et non le plat témoin, en lui-même ce qui n'a pas permis de connaître avec précision, l'origine de l'intoxication...».

Auprès du syndicat de la raffinerie que nous avons contacté, M. Foued Souames, responsable syndical campe sur une position de «no comment». Il assène : «nous avons communiqué notre position à nos responsables!». Cette attitude illustre, quelque peu, la situation de quiproquo, concernant une partie des syndicalistes qui se sont joints, à quelques autres travailleurs, pour aller prendre leur repas. Le gros des effectifs a maintenu, cependant, le boycott de la cantine malgré l'intervention d'un responsable de la raffinerie qui a tenté, vainement, de les raisonner.

Sonatrach projette un centre d'observation de l'environnement

Le groupe Sonatrach procède ara, dès le début de l'année prochaine, au lancement d'une étude pour la réalisation du premier centre algérien d'observation de l'environnement, a indiqué, hier à l'APS, le directeur de la zone industrielle de Skikda, Abdelhafid Djemai. Ce centre permettra de contrôler les émanations de gaz provenant des unités de production et de réduire les effets de la pollution, dans la zone industrielle, selon ce responsable qui a ajouté que les fonds nécessaires à la réalisation de ce pro-

jet ont été mobilisés. Sonatrach a elle-même pris en charge le problème de la réduction de la pollution pour «rassurer les citoyens et promouvoir son image d'entreprise citoyenne», a ajouté M. Djemai, affirmant que le centre sera opérationnel en 2017.

Par ailleurs, Sonatrach s'est attelée, depuis plusieurs années, à réduire les émanations de gaz polluant l'atmosphère et la couche d'ozone, en retirant les unités vieillies et en installant des filtres «amis de l'environnement», a encore indiqué le même responsable.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

15 dhou el hidja 1435				
El Fedjr 05h24	Dohr 12h35	Assar 15h50	Maghreb 18h23	Icha 19h41



APARTEMENTS

■Particulier loue F4 - 8^{ème} étage, Ascenseur, dans une nouvelle cité en face Arrêt de bus USTO Université pour une durée de 6 mois, 3 U – Contactez le 0554.31.47.09

■TLEMCCEN : Vends bel Appart F3 - 85 m². 3^{ème} étage, très bien situé au Boulevard Ima-ma cité des Roses. Entièrement rénové + bon voisinage. Prix raisonnable – Tél : 0661.23.96.77

■Part. vends un F2 au centre-ville d'Oran, 4^{ème} étage avec Ascenseur et loue F2 au centre-ville d'Oran meublé vue sur mer – 0560.67.88.34

■ARZEW - A.V. Appart F3 – 5^{ème} étage double façade. Tél et Internet. Avec hall. Cité Zaba-na. Le prix après visite – Tél : 0558.32.52.88

■A louer Appart Gd standing, quartier résidentiel et sécurisé, pour un couple à Bel Air – ORAN - Prix après visite – Tél : 0553.15.35.13

■A vendre F2. Refait à neuf. Toute commodité. Vue panoramique 12^{ème} étage avec ascenseur à Bel Air côté wilaya (P. 750 U) – Tél : 0779.84.14.02

■A vendre F2 + cuisine + SDB + balcon. 4^{ème} étage - Désistement - Millénium Bir El Djir - Contacter N° Tél : 0560.93.13.19

■Loue appartement F3 haut standing 100 m² résidence Hasnaoui. Sécurité. Toutes commodités – 0770.28.18.70 // 0555.32.02.84

■Loue F3 cité Yaghmoracen (à côté de la gare des autocars) 3^{ème} étage - Prix 30.000,00 DA/mois et contrat d'une année – Tél : 0772.54.31.80

■Vends / Ech. Appart F4 - 75 m². D.F. 3^{ème} étage à Akid Lotfi - Etude toutes propositions – Tél : 0781.14.13.84

■Vends bel F3 - 72 m² Misserghine, très ensoleillé, parking + grande cave. Bon voisinage. Sécurisé - Acté + Livret foncier - Mob : 0560.19.41.25

■Vds joli F3 de 80 m² à Cap-Falcon (Ain El Turk) au 5^{ème} et dernier étage avec une vue sur mer et à 5 min de la plage pas loin de Eden - Tél : 0661.20.48.42/25 - 0775.593.542

■A louer F4 + grande cuisine + hall + Atelier de 150 m² - sécurisé + douche + toilettes - Ad : 4, rue Haï Bensmir ex-Douar Enakoss - AIN TURCK – Tél : 0770.966.890

■Vends ou Loue studio et F1 à Fernandville niveau de villa - Possibilité de Promesse de vente – Tél : 0557.75.73.18

■TLEMCCEN - Vends bel appartement F3 aménagé F4 - 80 m² - très bien situé à IMAMA. Toutes commodités, entièrement rénové, bon voisinage. Curieux s'abstenir - Tél : 0662.01.67.99

■A louer 2 appartements de type F5 (3^{ème} et 4^{ème} étage) dans un immeuble à 4 étages au N° 5 Bd Colonel Lotfi à côté du Trésor (Sidi El Hasni) ORAN pour Société étrangère - N° Tél : 0661.207.155

■Loue F2 centre-ville à côté Bd Maâta - Loue Cafétéria à Maraval - 041.25.96.97 - 0772.90.24.17

■Vends Appart F4 - 80 m². Acté. Rez-de-chaussée, 02 façades. Possibilité d'entrée indépendante - à Akid Lotfi, cité des enseignants sur grand boulevard - Tél : 0561.77.80.43

■Vends Appart 4 pièces, 90 m² haï el Yasmine, 4^e étage, ascenseur – Tél : 0771.15.77.31

■AG. JAMEL - 0667.43.43.15 - 0776.37.88.74 - Loue Pr. libérale F3 RDC C-Ville 3 U – F3 Maraval 2,8 U – Local C.-Petit 50 m² 3 U – F4 Eckmühl 1^{er} étage 3 U – Vds F2 Maraval. Acté, 600 U

■Vends ou Echange Appart F4 – 2^{ème} étage HLM - Acté + Livret foncier - contre Similaire aux environs – 0560.27.45.87

■Vends grand studio. 40 m². Acté. Rez-de-chaussée. Entrée individuelle. Rue de Mostaganem - Centre-ville ORAN – Tél : 0771.24.81.27

■Vends F2 + F3 pour usage professionnel ou habitation ou crèche, situés sur le Gd Bd à Akid Lotfi au 2^{ème} étage - ORAN – 0698.67.22.52

■Vends Appart F3. Acté. RDC. Refait à neuf. Toutes commodités. Situé à la cité Loubet. Bon voisinage, cité très calme – Tél : 0771.45.46.26

■A louer Appart 60 m². 2^{ème} - 3 pièces. SDB – Courbet. ORAN – 3 M/mois ou 4 M équipé – 0794.20.17.86

■Vends F3 au 1^{er} étage. 70 m². Rénové à neuf - au centre de Gambetta - 680 millions – Tél : 0552.18.07.73

■Vds studio rue Mostaganem + Vds F2 Mil-mosas 2^{ème} + Vds villa 240 m² Courbet + Vds F3 + garage Av. Sidi Chahmi + loue local 15 m² Front de mer - Tél. 0790.68.38.67 - 0552.92.22.08

■Vds F4. Acté. 1^{er} étage, avec cave Actée. Cité EPLF face hôtel Méridien. Bon voisinage. Parking gardé – Tél. 0665.16.03.06

■LE PALACE agréé par l'Etat - Vend villa 260 m² avec piscine neuve Canastel - Loue villa meublée Bd Millenium - www.lepalace-immobilier.com - Tél. 0551.60.43..43 / 0559.02.66.56

■Loue 4 Ch. + salon + véranda + cour - Eau H/24 – Hammam. Chauff. Central - Sécurisé - Cité 400 Logts Ain El Turk – Tél. 0552.38.03.05 / 0799.95.05.91

■Location appartement F3 - 3^{ème} étage résidence El Malek Haï Fellaoucen - ORAN – Tél. 0793.57.84.98

■A louer Appart F3 modifié en F4 - 2^{ème} étage. Double Faç. Bien ensoleillé. Très calme. Proximité (Ecole - Marché...) Cité Grande Terre (Sorecor) ORAN – Contact : 0550.61.81.74

■Vends F4 au rond-point Dar El Beïda face au tram les Castors avec son garage commercial, au 4^{ème} étage (Livret F.), belle cité et sécurisée - P.D. 14 négociable - Tél : 0662.21.01.69

■Loue F3 meublé centre-ville (Michelet) pour la durée d'1 année - prix après visite – Tél : 0790.72.52.27 - de 10 H à 13 H

■Part. loue un F2 aménagé en bureau valable pour exercer une profession libérale ou d'autres activités à ORAN – Tél : 0770.26.28.16

■A vendre 1 Appart - Acté - Bien aménagé et refait à neuf - Sup. 64,42 m², situé à ORAN-Est cité 223 Logts - Contactez : 0554.15.72.58

■A.V. Appart F4 - 98 m² à côté de la nouvelle daïra de Bir El Djir dans un immeuble de 3 étages (4 voisins) – Tél : 0555.25.66.75

■Vends Appart F4 grand standing. 127 m². 3 façades. SDB, 5 balcons. 2^{ème} étage centre-ville d'Oran - Tél : 0561.60.53.67 - Prix après visite

■Appart F3 à vendre. 1^{er} étage. Gde cour. Immeuble de 2 étages. Gaz - Eau - Elect. - Possib. Prom. de vente - à Adda Benaouda - Plateau - P. Off. 710 U – 0552.52.65.41 - 0771.77.79.25

■Vends F4 137 m² + terrasse 50 m². Refait à neuf. Résidence Leclerc. Totalement meublé - www.zoheir.comoj.com – 0557.18.52.16

■Appart à vendre de 90 m², situé en plein centre-ville d'Oran, quartier Michelet, refait à neuf, dispose de toutes les commodités (Eau - Tél. - Gaz - Clim...) – Contacter le : 0556.65.01.39

■Vends appartement F3 - 85 m² à Es-Seddikia face la CNEP. 2^{ème} étage. Refait à neuf. Cuisine équipée - Acté + Livret foncier – Tél : 0549.85.60.30

■Loue F3 Bd Millenium - Possibilité vide / équipé - 0554.68.47.92

■Loue : F2 - F4 - F5 standing pour Habitation et Bureaux - Locaux commerciaux 450 m² en 03 niveaux C.V. ORAN - Tél : 0775.55.95.64

■Vends Chalet F4 équipé + climatisation Camp 5. Bethioua. Situé dans terrain de 300 m² avec jardin + garage – Tél : 0550.74.22.57

■Loue : super F5 - F3 Ht standing. Sécurisé. Climat. Meublés - à Paradis-plage Ain Turk. ORAN + villa Bousfer-place Ht standing avec garage - 0771.84.25.21

■Vends Appart F3 + cuisine + 3 chambres + débarras + cour. 2 façades. R. Chaussée Premier étage. Vue sur mer. Acté. Superficie 135 m². Rue Beau Séjour - Tél : 0542.82.52.57 - 0664.60.17.41

■A vendre Appart F4. 2ème étage. Acté. Refait à neuf - Libre de suite à Misserghine - Tél. 0550.25.04.30

■Vends Appart 2ème étage bon standing F4 : 134 m² avec garage, quartier résidentiel ORAN-Centre - Tél. 0664.40.88.87

■A louer Appart T4 grand standing, luxueux, équipé, toutes commodités + Internet à Bahia Center Mobilart - Tél : 0770.39.22.08 - Brahim A.

■Echange F2 - 42 m². Très bien situé en centre-ville d'ORAN. Entièrement rénové. 1er étage - contre plus grand toujours au centre-ville d'ORAN - Tél : 054.28.28.671

■Appart à vendre grand standing 250 m² plein centre-ville d'Oran Bd de la Soummam - toutes commodités - Contacter : 0770.914.948

■Loue à Cap Falcon (Ain El Turk - ORAN) : Apparts F2 et F3 très bien équipés, toutes commodités, garage, vue sur mer - Possibilité location courte durée - Tél : 0774.42.78.56 - 0773.84.67.39 - 041.26.52.15

■Particulier met en vente un appartement F4 en 1^{er} étage, fini, bon voisinage, immeuble gardé, sur le 04^{ème} Boulevard Périphérique Haï Sabah - ORAN - A contacter : 0555.02.63.85 / 0772.35.14.43

■A vendre F3 - Acté - Haï Es-Sabah 2ème étage. Bien situé à proximité marché - Ligne téléphonique. Réseau Internet. Eau. Electricité. Gaz - Eau H24 - Prix après visite - Tél : 041.72.05.23 - 0772.37.41.53

■Vends Appart F3 aménagé en F4 – Climatisé. Chauffage central - 2^{ème} étage Yaghmoracen en face hôpital militaire – Tél. 0555.67.52.69

■Mets en location Apparts F2 et F3 meublés et équipés à Paradis-plage - Ain El Turk – Tél. 041.44.59.15 – 0777.01.34.14

■A vendre appartement 4 PC. SDB. 2^{ème} étage. Deux façades. Bien ensoleillé - centre-ville ORAN mitoyen au lycée Lotfi – Tél. 0775.74.10.75

■Vends 1er étage d'un Duplex entièrement refait. Superficie de 104 m² en F4 - Acté à Bir El Djir Bd Millenium - CNN - ORAN - Tél : 0770.12.24.84 - 0795.33.87.94

VILLAS

■TLEMCCEN - Vends belle Maison à Abou Tachfine Bréa - nouvelle construction - superficie 111 m². 2 façades - Actée + Livret foncier + Permis – Tél : 0771.56.48.47

■Vends villa 233 m² rue Abdelbaki Benziane - Eckmühl - face Complexe sportif militaire – Tél : 0779.08.49.29

■Vends villa 140 m². Actée. R+1. Finie 80% - Terga. Wilaya Témouchent – Tél : 0553.96.46.57

■A vendre Carcasse 200 m². R+1 - 12 m de façade. Actée - Coopérative Fillaha la Poste Belgaïd - ORAN – Tél : 0555.20.12.76

■Vends villa (haut de gamme maximum) Sup. 500 m². Actée. R+1. Belle piscine. Très grande façade. Bien située au quartier résidentiel du vieux Canastel d'Oran. Vue sur mer – 0560.966.211

■TLEMCCEN - A vendre Chalet avec terrain de 360 m² cité des Roses N° 32 IMAMA - Mansourah – Tél : 0554.35.35.71

■Vends une très belle villa à cité (Récose) Gambetta, nouvelle construction 300 m². R+2 - 7 pièces + 2 cuisines + 3 salles de bain + garage pour 2 voitures - Contactez le 0560.23.55.76

■Loue villa Bir-El-Djir - quartier résidentiel - R+1 - 5 chambres, un grand salon, 2 SDB, cuisine, un coin repas, véranda, garage - utilités - jardin - Courtier s'abstenir – Tél : 0697.20.16.80

■Vds Immeuble (02) étages avec 2 F. centre-ville Oran. 1^{er} étage : F5 309 m² avec (02) balcons. 2^{ème} étage 256 m² avec : 03 F2 et 02 studios - Idéal pour hôtel 24 chambres ou clinique ou autre profession – Tél : 0793.71.32.99

■Vds M.M. 152 m². R+1 + cour. Acte. 1,2 U (ou PV) Boutléils - Vds 120 m². Acte. 250 U + 90 m². Acte. 200 U Rouaïba Amria - 0552.98.13.81

■Vds M.M. 100 m². R+1. Acte. 950 U - Misserghine - 0552.98.13.81

■Vends Haouch 120 m² - Acté à Gdyl à 10 m de la mosquée El Sadaka - 0668.41.21.71

■A louer un Rez-de-chaussée d'une villa composé de 3 pièces, hall, S.E.S et d'un garage 40 m² cour et jardin sis à Kara (2) ES-SENIA - Tél : 0776.56.08.68

■A.V. Habitation à 2 étages. Finie 100%. 125 m² sise à GARETA - Sidi Marouf - ORAN - Tél : 0795.93.10.66

■Vends F3 Miramar ex-Immeuble Coopérants. Refait à neuf avec un grand balcon vue sur mer - Tél : 0554.27.48.52 - 0553.80.77.52

■Ag. Le Gd Bleu - 0668.95.22.02 - Vend : 2 villas avec piscine (305 m² + 880 m²) + villa 205 m² R+1 + 1 F2 + 1 F3 à Ain El Turk (ORAN) + M.M. R+1 250 m² à Gueddara (El-Angor) + Location villa avec piscine à AET à l'année

■Vends villa CNEP Boutléils. Sup. 138 m². Actée + L.F. - Refaite à neuf - R+1 : 2 Cours - Gd Sal. - 3 Ch. - Gde Cuis. + 2 WC. SDB - Garage - Bon voisinage – Tél : 0771.45.46.26

■BOUHANIFIA Hammamet : Vends Maison Maître (N.C.) Actée. L.F. - R+1. Côté Daïra. Sans vis-à-vis. Avenir commercial. RDC : grand garage - 1^{er} : F4 - 2^{ème} : Terrasse accessible - Extensible – Tél : 0662.45.81.26

■Loue Espace 400 m² R+2. Bd des Falaises mitoyen Mobilart - Tél. 0672.54.43.83 - 0555.88.80.94

■A.V. : M.M. N.C. 360 m². 3 façades. R.C. : 04 locaux commerciaux + Dépôt - 1^{er} étage : F6 + salon + hall + cuisine + cour - 2^{ème} étage : Identique + terrasse - Adresse : 03, Av. St-Eugène – Tél. 0771.78.87.06

■Loue Niveau de villa de plusieurs pièces, grand salon, bain hammam, SDB, grande cuisine, balcons, garage (Proximité du grand Bd Ligne « B ») ORAN – Tél. 0696.45.66.19

■Villa à louer aménagée et climatisée : 5 pièces, 2 salons, garage (5 V), à Sid Chahmi - ORAN – Tél : 0770.30.74.12 - 0770.81.33.48

■Vends villa - Actée - à Benfréha W. d'ORAN - RDC fini - 1^{er} étage fini et 2^{ème} étage entouré de piliers + Vends F3. 3^{ème} étage à Benfréha - Tél : 0555.49.25.61 - 0790.14.16.36

■URGENT : Vds ou Ech. contre plus petit + compl. M.M. bien finie. S. 100 m². 3 façades (Désistement). RDC : 3 P. - Cuis. - SDB - Garage - 1^{er} : 2 P. - SDB - Terrasse - Haï Chahid Mahmoud (Boudjemaâ) – Tél : 0790.35.49.81

■A vendre villa R+2 - Luxe - 200 m² - en face Station d'essence Cité Djamel - ORAN - 0791.13.82.82

■Vente villa R+1 finie Cité FONAL à côté Université à Kara II – Tél : 0559.04.16.82

■GDYEL : A vendre Maison 320 m². RDC : 2 Ch. Salon. Cuisine. SDB. Garage. Bâche d'eau. 2 WC. Une grande cour. Jardin - 1^{er} : 4 Ch. Cuisine. Hall. SDB sans dalle – Tél : 0775.16.10.32 - 0776.30.21.58

■Vds villa R+3 - N.C. 207 m² avec S/Sol à 40 m de la Gde Route Belgaïd Coop. Panorama. S/Sol 207 m² / R : 170 m² / 1^{er} : F5 167 m² + Terr. / 2^{ème} : F5 167 m² / 3^{ème} : 80 m² + Terr. - 0561.69.87.75 - Prix après visite

■Vente villa à Bir El Djir Centre. Sup. 180 m². R+1 : Cuisine. Réception. Hammam. 02 Garages. 3 Chambres. Grand Logt. SDB / WC - près de la mosquée de Bir El Djir / Poste – Tél : 0550.35.81.67

■ORAN - Plateau - Immeuble à vendre 400 m² environ : 4 magasins - 11 appartement - Patio espagnol - entre l'hôpital et la gare - magnifiquement bien placé - 0551.52.55.04 - 0552.20.18.53

■Vds villa 260 m² bâtie 185 m², située à 50 m Hôp. Canastel. RC : hall + salon + cuisine - cour - Hammam - WC - local commercial - garage - bâche Eau - 1^{er} étg. : 1 salon, 4 pièces - SDB + WC - 2ème étg. : Terrasse + buanderie + 1 salon - Tél : 0550.50.70.94

■Loue M. de M. d'une Sup. 400 m², ancienne Ecole de Marketing et Bureaux, sise à Sœurs Benslimane, à côté du lycée Pasteur, entrée individuelle : 6 Pièces + 1 cave + terrasse accessible - Tél : 0663.30.36.57 - Prix : 100.000,00 par mois

■Vends villa 426 m². Actée. 03 pièces, cuisine, SDB, 02 jardins, 01 garage - Saint-Eugène. ORAN - Contacter : 0670.42.18.75

■Vends villa. Actée. Superficie 360 m². Double façade. R+1 indépendant + Boulangerie contiguë Cité Protin - ORAN - Tél. 0553.96.46.57

■A louer une villa à ORAN située entre Bd Millenium et Bd des 40 mètres. 02 façades. RC : 03 garages + 2 étages. Très bien équipée pour Sté - Administ. ou Particulier - Tél : 0670.31.62.09 ou 0553.81.44.40

■Vends Maison à Choupot 600 m² : 350 bâtis et 250 jardin - libre de suite - avec garages locaux commerciaux – Tél : 0550.06.39.50

■ORAN - DAÏRA D'ES-SENIA. Cité des 200 Logts se trouve très belle villa - toutes commodités nécessaires - 500 m² - Pour tous renseignements ci-dessous N° de Tél : 0550.52.83.63 et 0771.39.41.32

■A.V. Maison de Maître Delmonte (Rue Pézerat) R+1 (Rue de la Pièce détachée) avec Cafétéria en activité – Tél. 0551.460.446

LOCAUX

■A louer local Rue du Park (au dos du lycée Azza) SIDI BEL ABBES, d'une superficie de 350 m² - Tél : 0550.98.28.74 - Visite tous les jours de 17 H à 19 H sauf le week-end - Intern. S'abst.

■Vends 3 locaux commerciaux, ensemble ou séparés, Rue Sekkal Chaib et Angle Rue Ali Ben Taleb, Route des Quincailleries - Graba SIDI BEL ABBES – 0553.78.71.14

■A vendre local 54 m² bien situé à Haï Es-Salam USTO (avec dalle de sol et sanitaires) - Contacter Tél : 0773.57.83.53

■A louer ensemble : Parking + Lavage + Vi-dange + 02 Locaux vides. Superficie 1.500 m². Bien situés - 04 façades - à ZABANA - ARZEW – Contacter : 0778.05.13.36

■A louer local à ORAN-Ville 200 m² - Tél : 0553.45.29.39

■Loue 2 étages. Sup. 229 m² pour le 1^{er} et 243 m² pour le 2^{ème} - Convient pour Activité commerciale ou administrative au Bd Mascara - Tél : 0556.37.57.20

■Vends Chambre froide « Positive – Négative » 105 m³ matériel allemand déjà servi pour les glaces – viandes – fruits... Tél : 0790.91.54.67

■Loue 02 locaux à ORAN – Sup. 295 m² - 165 m² avec sanitaires - pour Société étrangère uniquement - 0661.207.155 - 0552.30.40.53

■Vends 4 locaux commerciaux. Actés. Façade sur le grand Bd El Qods Ain El Turk avec habitation derrière locaux - Tél : 0772.14.14.19 - 0551.02.58.72

■TLEMCCEN : A vendre magasin 19 m² + petit local acté, Bd IMAMA en face café Wou-roud - Tél : 0559.67.70.13

■1 grand local à louer à EL KERMA – ORAN. Superficie 170 m². 4 m de hauteur - Convient pour Dépôt - Tél : 0779.41.32.78

■A louer local 90 m² très bien aménagé sur boulevard SENIA (endroit commercial) - 0771.45.46.26

■A vendre local. Acté. 35 m². 5 m hauteur avec studio, chambre + cuisine + SDB. Eau. Gaz. Elect. Deux façades à Haï Ben Smir - Ain El Turk – Tél. 0773.42.34.17

■URGENT - Par besoin d'argent à vendre local à Ain El Turk bien situé. Accepte Promesse de vente + F2 au centre-ville à Miragare - 1^{er} : 2 P. - SDB - Terrasse - Haï Chahid Mahmoud (Boudjemaâ) – Tél : 0790.35.49.81

■Ch.-Dentiste cherche Associé possédant local F3 ORAN ou environs - Tél : 0781.41.42.69

■V / Ech. Parc 5000 à 20.000 m². Mur H. 2,5 m. F. 300 m RN 1 Km entrée TAFRAOUI – 0560.93.85.72 - 0560.59.20.77

■A

■Sté recherche Comptable qualifié titulaire d'une Licence en comptabilité, d'un CMTC et un CED maîtrisant O. informatique + nouveau système comptable financier SCF pour poste Comptable Principal. Expérience exigée min 05 ans Envoyer CV : recrutement.oran75@gmail.com

■Ancien Chauffeur de diplomate possède Véhicule 2014 cherche Travail dans une famille ou Société – Tél : 0555.86.46.38

■Pharmacie à ORAN cherche Vendeuse qualifiée - Contacter le N° 0770.62.57.51

■Magasin Spécialisé en Papeterie - Bureau-tique et Beaux-Arts cherche Vendeur (se) de rayons habitant ORAN-Centre - Envoyez Fax au 041.24.30.93

■Ecole privée EL-HAYAT Place Fontanelle - Gambetta recrute Professeur d'informatique - Se présenter avec CV

■Sté privée de transport à Hamoul recrute Chauffeur semi-remorque avec expérience requise - Contact : n.tn@hotmail.fr – Tél. 0555.007.408

■Technicien sur machines à fabriquer les Vis à la recherche d'un Poste de Trav. sur W. 31 - 48 - 22 - Expér. 10 ans - Tél : 0554.24.47.69

■Société privée cherche Animatrice des ventes en pharmacie - Envoyer CV à l'adresse e-mail : El-wassilacos@hotmail.fr

■Cherche : Biologiste - Microbiologiste - Secrétaire médicale - Déposez CV + Photo + Adresse au 39, Rue des frères Niati - Plateau

■Un Bureau d'études privé cherche Architectes. TS en Bâtiment - Envoyer CV : medbouk2@gmail.com

■Société d'importation cherche Commerciale expérimentée et libre de suite - Envoyer CV à (recrutement@cgi-dz.com)

■Entreprise de Catering à ORAN cherche : 1 Comptable avec 10 ans d'expérience - 2 Femmes de ménage - Tél : 0555.01.09.94

■Entreprise privée cherche un Chaudronnier qualifié ayant plus de 10 ans d'expérience - Nous contacter au : 0559.56.93.50

■SARLARTISANO. Fabricant de Salons et Meubles cherche : Couturiers / Couturières - Coupeurs / Coupeuses (Qualifiés) - Chef atelier couture Modéliste - Menuisiers - Agent montage meuble - Salaire selon compétence. Transport assuré - Zone Industrielle Chelbô, Nedjma - Tél : 0560.33.08.90 / 0770.93.69.48

■Bureau de Traduction sis à ORAN cherche Licencié (e) en traduction (arabe - espagnol) et (arabe - français), maîtrisant l'outil informatique pour poste permanent - Envoyer CV par mail : bureau.traduction31@gmail.com

■Sté de menuiserie d'aluminium recrute des Poseurs qualifiés expérience 5 ans, de préférence avoir travaillé avec des étrangers - Tél : 041.537.471 - Envoyer CV au : alurama31@yahoo.com

VEHICULES

■Location de voitures avec chauffeur ou sans chauffeur - Nous disposons de 4 véhicules neufs de marque CLIO CAMPUS Année 2014 et souhaitons les mettre en location à toute Société - Entreprise - Tél : 0553.27.30.70

■A louer Frigo KIA K700 neuf 2014 - 60 Km-avec ou sans chauffeur pour une Société - Contacter : 0556.20.92.85

■TLEMCEM : Vends SKODA OCTAVIA 2010. Gris Argent - Roulé 180.000 Km - Offert 115 millions - Accepte échange - Tél : 0557.19.41.71

■SARL cherche location Camion frigorifique KIA 2700 - H 100 pour distribution produits frais – Tél : 0555.88.02.80

■A vendre Elévateur KOMATSU 3 T. Bon état - Tél : 0777.20.00.76 - Prix 850 000,00 Négociable

■Vends Peugeot 407 HDI 136. Toutes options. Couleur noire. Aucune retouche. Roulé 70.000 Km année 2010 – PO : 165 M – PD : 170 M négociable - Tél : 0560.97.12.62

■Achat Véhicule accidenté ou en panne Léger et Lourd - Tél : 021.91.35.62 - 0771.39.49.82 - 0771.87.77.73

■Vends Citroën C4. Tout Options. " Exclusive ". Année 2012. Couleur blanche - Tél : 0550.06.39.50

■LVS Location. Louez des Camionnettes à partir de 2.000,00 DA : 1 Jour / 7 gratuit - Adresse : Cité 200 Logts la Placette - Es-Senia - Tél : 0550.18.60.25 - 0775.20.38.42

■Vends Camion Frigorifique KIA K.2700. Très bon état. Année 2011 - Contact : 0560.90.20.54

DIVERS

■A vendre : 02 Monte-charges 1.800 Kg neufs : 42 U et 1 Cisaille 09 opérations manuelle KING : 08 U + Brise Béton 27 Kg BOSCH : 14 U - Appeler au : 0559.46.31.32

■Achète : Pont élévateur 04 colonnes 3 T / 5 T - Détartreuse de bloc moteur neuve / T. bon état - Appareil parallélisme - équilibrage de roues – Tél : 0555.54.93.84

■A louer Licence Taxi. Début de contrat 28/10/2014 - Tél : 0551.72.44.12 – Prix : 9.000 DA/mois

■Industriel en Agro-alimentaire cherche Part. pour financer projet déjà opérationnel - Nous contacter au : 0661.93.16.41 - Pas d'Africain S.V.P.

■Loue Licence de Café - Tél : 0799.60.28.00

■A vendre Jeux gonflables occasion 4 m x 4 m x 3,5 m H. Capacité enfants (7 - 10 enfants) – 0793.71.32.99

■NEW-K Soft vous offre Logiciels standards et sur mesure - Création de sites Web - Installation réseaux - Maintenance sur site - Mob : 0559.84.24.62 – Tél : 041.42.16.89

■A vendre : 1 Fauteuil dentaire - 1 Fauteuil proteste dentaire - 1 Radio dentaire - 01 Compresseur - 01 Autoclave neuf – 0771.18.11.91

■Vds Matér. Boulangerie : Diviseuse - Pétrin - Réfrigérateur - Façonnage - Chambre de fermentation - Four rotatif marque Mondial Four - Tél. Fixe : 041.67.56.16 - Cité nouvelle Sidi Maârouf

■Encadrement sur mesure de : Photos - Images publicitaires - Maillots de Foot et tout objet 3 D (Cadre - Vitrine) – Av. de Canastei - Gambetta - ORAN – Tél : 0553.43.13.30

■Cherche Associé ayant l'Agrément de carrière pour vendre du sable, située à OULED MAALLAH (MOSTAGANEM) - Portable : 0553.03.38.63

■A vendre Matériel complet luxe pour Cafétéria à ORAN - Tél : 0558.10.46.14

■Réparation à domicile : Machine à laver linge - Frigo - Cuisinière - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti – Tél : 0662.87.45.68

■Loue Licence à Café (ORAN 31) - Contacter le : 0549.658.947

■Vente : Matière Première Polypropylène grade 1.3 extrusion – Tél. 0660.41.93.92

■SAC PLUS propose pour " ANSEJ - CNAC " Mach. " Mouchoirs, Serviettes, Gobelets " - " Conditionneuse " - Tél : 036.65.33.34/35/36 - 0555.62.34.91/92

■SAC PLUS propose pour " ANSEJ - CNAC " Mach. " Impression G. Format - Gravure Num. sur Bois " - Tél : 036.51.47.14 - 0555.62.34.93/94/95/96

■SAC PLUS propose pour " ANSEJ - CNAC " Machines Transformation " Plastique, Papier, Carton " - Tél : 036.51.47.14 - 0555.62.34.97/98/99

■Vends : Groupe électrogène 65 KVA - Clark 03 T - Cintreuse 03 galets - Cabine saharienne réfectoire 80 m² - Tél. 0555.05.15.67 & 0660.40.27.09

■Loue Licence Café – Tél. 0798.77.75.53

■Vous cherchez un Projet rentable avec étude, une machine pour un petit projet ? Future Consulting vous offre l'opportunité de réaliser votre projet - Email : futureconsulting116@gmail.com – Tél. 0551.50.79.57

■Dame expérimentée donne Cours de Maths et français pour élève de 5^{ème} Année. Groupe de 5 - Prix 1600 DA/mois - Lieu USTO (AADL) – Tél. 0551.53.09.37

■Prend en charge des Travaux de : Démolition - Gros Oeuvres - Maçonnerie Gle - Décoration Façade - T.C.E. - Clés en main - Fourniture et Pose avec Garantie – Tél : 0555.20.05.90 - 0770.97.35.82 - E-mail : mounir60yassin@gmail.com

■Prends Tx Maçonnerie : Dalles - Piliers - Plate-forme - Finition – Tél : 0790.82.46.04

■Commerce International et Marketing : Formation de 6 mois. 5 modules. Prof. 25 d'expér. Niv. d'Acc. 1.AS et + / Ibn Khalidoun E. Agrée. N° 91, rue Larbi Ben M'hidi - 0550.02.21.36/25

■Vous entendez mal ? AUDIFEL Test gratuit de votre audition - Téléphonez au : 0661.10.35.05 SAÏDA - 0661.10.35.16 TIARET

■A vendre : Tour TOS - Fraiseuse SUMUAA + Atelier complet - Tél : 0774.37.54.04

■Vends Imprim. complète : Offset KORS (52/72) - Châssis Insol. (95/105) - Massicot Ouv. 90 m - Platine gris - Piqueuse RAPIDEX - 2 Machines tomographie - Châssis Insol. AV - Boîte Tampon - Balancier DARINE – 0771.92.91.60 - 041.48.16.19

■SARL GMA USTO - ORAN - Vous propose des Equipements dentaires à des prix compétitifs : Fauteuils dentaires. Radio. RVG. Autoclave... etc. – Tél : 0560.98.66.60 - 041.70.54.75

■TLEMCEM - Pour toutes vos Publicités sur tout journal de votre choix une nouvelle adresse : CANAL SUR. Rue Damerdjil Rue de Paris. Placette Bab El Hdid - TLEMCEM centre-ville - Tél : 0551.00.30.40 - Conseil & Rédaction gratuits

■A vendre : 4 Machines de conditionnement de produit liquide (Bon état) - Un Mélangeur pour produit liquide 600 L (Neuf) - Tél : 0790.23.62.63

■A vendre : Une Ligne de production de Nougat enrobé - Un Conche de chocolat 1.000 Kg (neuf) - Une Ensacheuse Flow-pack (Bon état) - Tél : 0790.23.62.63

■Vends Machine de faux plafonds en Aluminium d'origine italienne numérique très bien entretenue – Tél : 0550.06.39.50

■Vds Ensacheuse horizontale de produits granulés (flan) de marque ROVEMA S100 d'une capacité de 80 sacs de 50 gr/minute - Tél. 0554.060.704

■Plombier Chauffagiste avec atelier mobile offre ses services : Installation sanitaire et Chauffage - Rénovation et Dépannage - Devis étudié et Conseils de professionnel - Mr Merdoum. Tél : 0772.56.30.73 - 0542.23.96.03

■A vendre : Salon 05 places + la Table du centre d'origine MALAISE - Prix : 45.000 DA – Contactez-nous au : 041.54.10.20

■Ouverture à ORAN du Bureau d'ORIENTAL MEDICAL EQUIPEMENT Sarl. Représentant de « AGFA, SONOSCAPE, BMI... etc. » - Contact : 0550.52.00.08

■Importateur propose pour Vente en Gros uniquement : Pantalons Femme enceinte super prix : 650 DA/pièce - Forte rentabilité. Unique en ALGERIE. Stock visible à ORAN - Tél : 0554.64.16.61

■Vestes - Doudounes - Blousons : de marque française RIVALDI pour Vente en Gros uniquement. 800 pièces. Stock visible sur ORAN - Prix 3.200 à 3.500 DA/Pce - Photos disponibles - Tél : 0554.64.16.61

PENSÉE
A la mémoire de notre cher fils et frère Mehdi BOUKLI-HACENE
parti pour un monde meilleur, un triste Dimanche 9 Octobre 2011, à un âge où la vie est devant nous avec nos rêves, 19 ans... déjà trois ans.
Ton grand courage face à la maladie, ta générosité, ton respect, ta bonté et ton sourire resteront des valeurs de la vie à Dieu nous appartenons, à Dieu nous retournons
Mehdi BOUKLI-HACENE



PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté
BENYEBKA Habib dit HABIBOU
qui nous a quittés pour un monde meilleur le 9 Octobre 2009.
Tu étais et tu resteras toujours vivant dans nos cœurs.
En ce triste souvenir, sa veuve, ses enfants, ses petits-enfants et ses belles-filles demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé pour sa générosité, son honnêteté et ses qualités humaines qui ont fait de lui un être irremplaçable, d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

DÉCÈS

Les familles DJAZOUL - BOUHAFSI - YANBOU - DJAZIRI - AMRI - ZENATI et LAZZIZI ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur cher et regretté père et grand-père
Mr DJAZOUL Mokhtar
survenu le 04 Octobre 2014 à PARIS à l'âge de 80 ans.
L'enterrement aura lieu aujourd'hui Jeudi 09 Octobre 2014.
Domicile mortuaire : 8, Rue Magharbi Hmdia - Haï El Badr – ORAN.
Téléphone : 0791.53.16.48
Son fils DJAZOUL Abdelkhalek
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Cher papa
SEDKAOUI Mohsen
décédé le 31/08/2014.
Cela fait 40 jours que tu nous as laissés dans l'effroi et le doute sur le sens même de l'existence. Tu as su être un appui solide pour ta famille, un exemple de vertu et de lumière pour tous ceux qui t'ont côtoyé ; tes actes et ta mémoire guideront nos pas pour le reste de nos jours. Que ton repos soit aussi doux que l'a été ton cœur.
Famille SEDKAOUI
إنا لله وإنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

Les familles ALI BELHADJ - BOUKLI-HACENE - CHIALI et BENZERDJEB ainsi que les proches remercient tous ceux qui ont partagé leur douleur à la suite du décès tragique Jeudi 25/09/2014 à Alger de :
BOUKLI-HACENE Sadia ép. ALI BELHADJ Bachir
Inhumée à Tlemcen le lendemain Vendredi à l'âge de 55 ans.
Que Dieu, Le Tout-Puissant, accueille son âme en Son Vaste Paradis
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Voilà 03 ans déjà que tu nous as quittés notre cher fils
HASSAÏNE Sofiane
le 09-10-2011 –
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Tes parents, tes enfants, tes sœurs qui ne t'ont jamais oublié.
Ton père Kamel
Ta mère Fatiha




PENSÉE

Déjà une année, 07/10/2013, que tu nous as quittés à jamais notre chère mère
Mme BRIBI SALIHA.
Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs.
Toi qui étais généreuse et toujours présente pour les tiens et les autres.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
La famille BRIBI et SADOUKI.
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Voilà 01 an déjà que nous a quittés notre chère mère
ROUENE Aouali
le 19-10-2013.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Tes filles, tes petits-enfants, tes frères et ta sœur et qui t'aiment et qui ne t'ont jamais oubliée.
Ta petite-fille Amina.
الله يرحمك أُمِّي



REMERCIEMENTS

Les familles BOUNAKHALA, TALEB, NAAS, REKKEB, MIDOUN, OUJDAOUI, BOUHAFS, ARAB, SENHADJI, HELLOU, BENHAOUZI, SAHEL, GHAFLOUR, TSAKI et KEDJAR, parent et alliés, expriment leur reconnaissance à tous ceux qui ont partagé leur douleur à la suite du décès de leur chère mère, grand-mère et belle-mère
Mme BOUNAKHALA Saliha Née TALEB
survenu le 16/09/2014 à NEDROMA
Puisse Dieu lui accorder Sa Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Ton fils Abderrezak



PENSÉE 40ÈME JOUR

La famille BENDIMERAD tient à remercier tous ceux qui ont partagé leur douleur suite au décès survenu le 30 Août 2014 à l'âge de 90 ans de leur mère et grand-mère
Mme Fatiha BENDIMERAD Vve Mustapha BENDIMERAD
Notamment les familles BENDIMERAD, BENMANSOUR, SEDJELMACI, MEDEGHRI, DIB, KHEMISTI, BRIGUI, AMEUR. Tu nous as laissé un grand vide à la maison que nous n'arrivons pas à combler. Repose en paix à côté de ton fils Ilyes.
Que ALLAH, Le Tout-Puissant, vous accorde Sa Sainte Miséricorde et vous accueille dans Son Vaste Paradis d'El Firdaous.
Ton petit-fils Faiz qui ne t'oubliera jamais
الله يرحمك يا ماما
إنا لله وإنا إليه راجعون




DÉCÈS

Mme HOURIA BEZZAH Née BAKHTAOUI.
Ta mort a pénétré nos cœurs d'une incroyable blessure.
Ta famille et l'ensemble de tes collègues de l'école primaire Rouis Rayeh AEK - St-Hubert, avec des larmes aux yeux et le cœur plein de chagrin, tiennent à te rendre hommage chère HOURIA.
Nous t'aimons car tu étais amour, tendresse, bonheur et une étoile qui ne s'éteindra jamais.
إنا لله وإنا إليه راجعون


PENSÉE

Docteur YAGOUBI Okacha
Demain 10 Octobre, une année déjà ! que tu nous as quittés cher époux, père, beau-père et grand-père, un exemple de bonté, d'humilité, de sagesse, de générosité. Tu vis en nous et parmi nous à jamais.
Repose en paix auprès de l'Eternel.



PENSÉE

40 jours sont passés depuis la date de décès de
Madame MAHBOUBI née SANDOUK Nora.
En ce douloureux souvenir, tes enfants INTISSAR, AISSA, ta maman ainsi que la famille MAHBOUBI, SANDOUK, DERRAR, HACHEMAOUI, BENZGAOU et tous ceux qui l'ont côtoyée et aimée d'avoir une pieuse pensée.
Repose en paix.
إنا لله وإنا إليه راجعون



DÉCÈS

La famille ABDELMOULA a l'immense douleur de vous faire part du décès de sa chère et regrettée mère et grand-mère
Mme ABDELMOULA Meriem
âgée de 67 ans, survenu le 07 Octobre 2014.
Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
إنا لله وإنا إليه راجعون




PENSÉE

Le 16-12-2007 (07 Dou El Hidja)
Voilà déjà 7 ans que nous a quittés subitement notre cher père
Hadj BELKACEM BOUZIANE
laissant un grand vide surtout en jour de « l'Aïd El Adha » que nous le passons en pleurs et chagrin. Nous ne t'oublierons jamais cher papaya.
El Hadja, Nawfel
الله يرحمك



PENSÉE

Triste jour fut
le 10-10-2010
où nous a quittés à
jamais notre cher père, grand-père
Hadj BENYAHIA Miloud.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Ta famille





Société de Gestion des Participations de l'Etat - Travaux Publics

ENTREPRISE PUBLIQUE DES TRAVAUX ROUTIERS D'ORAN

37, AVENUE DES MARTYRS DE LA REVOLUTION- ORAN

☎ 041.35.46.01 & 041.35.18.78 - 📠 041.35.47.83

e-mail : eptra-spa@hotmail.fr



AVIS D'ANNULATION D'APPEL D'OFFRES

Les soumissionnaires ayant répondu à l'appel d'offres national lancé pour la fourniture de pelles excavatrices sur chenilles dotées d'un godet de 2 à 2,5 m3 et de chargeurs dotés d'un godet de 3 à 4 m3 paru dans la presse est annulé.



Société de Gestion des Participations de l'Etat - Travaux Publics

ENTREPRISE PUBLIQUE DES TRAVAUX ROUTIERS D'ORAN

37, AVENUE DES MARTYRS DE LA REVOLUTION- ORAN

☎ 041.35.46.01 & 041.35.18.78 - 📠 041.35.47.83

e-mail : eptra-spa@hotmail.fr



AVIS D'INFRUCTUOSITE

L'appel d'offres lancé pour « ETUDE ET CONTROLE LABORATOIRE POUR LES BESOINS DU PROJET DE « REALISATION DU DEDOUBLEMENT DE LA RN 7 A », LOT N° 04 (BOUKANOUNE – MARSAT BEN M'HIDI) » est déclaré infructueux.

Un nouvel appel d'offres portant sur le même objet sera publié dans la presse.

Les soumissionnaires ayant déjà participé à l'appel d'offres sont informés qu'ils pourront postuler à nouveau sur la base du cahier des charges initial, resté inchangé, sans contrepartie financière.

Le MERIDIEN

ORAN HOTEL & CONVENTION CENTRE RECRUTE

Commercial Groupe et Evènement

**Boulangier
Bagagiste
Serveurs (ses)
Pizzaiolo**

Agents de Nettoyage - Femme de Chambre

Profil :

- Bonne présentation, disponibilité et flexibilité.
- Dégagé des obligations du service national.
- Expérience dans le domaine souhaitable.
- Apte à travailler de jour comme de nuit.
- Connaissance de la langue arabe et française.

Envoyez votre CV, en précisant le poste dans l'objet de l'email / fax, à : recrutement.oran@lemeridien.com / Fax 041 984 024

Ou postulez directement sur notre site internet:
www.lemeridien.jobs

Multinationale en développement recherche du personnel spécialisé

Dans le secteur de la construction Pétrole / Gaz / Energie :

* Administrateur Contrat	* Planificateur
* Coordinateur Administratif	* Coordinateur Construction
* Coordinateur ARH	* Superviseur Commissioning
* Contrôleur Documentation	* Ingénieur Commissioning
* Contrôleur de coût	* Dessinateur Autocad 2D et 3D
* Cadre Financier	* Superviseur Structure et Bâtiment

Dans le secteur de la maintenance industrielle O & G et Pétrochimie :

* Technicien Hydrotest	* Technicien HVAC
* Technicien Instrumentation (Réparation équipements Instrumentation)	* Technicien Mécanique spécialisé machines tournantes (turbines, compresseurs et pompes)
* Technicien Instrumentiste / Turbiniste	* Inspecteur Echafaudage
* Technicien Electricien	* Designer Echafaudage

Profil impératif : être titulaire d'un **diplôme** de Technicien, Technicien Supérieur ou Ingénieur dans la filière + justifier d'une expérience confirmée de **12 ans minimum** dans le métier et dans le secteur demandés + présenter l'ensemble des **homologations** nécessaires à l'exécution des travaux.

Merci de faire parvenir vos candidatures :
drh_recrutements@yahoo.fr

NOUVEAU

Importante société met à disposition des cliniques, hôpitaux, distributeurs :
Tous produits non tissés :

STERILE : Casques standard, casques renforcées, tout type de trousses chirurgicales (universelle, CEC, césarienne, ophtalmique, orthopédie, angiographie, ORL...), champs de tables, champs opératoires.

NON STERILE : Tenues de bloc, masques, calots, sur chaussures, blouse d'isolation, charlottes, cagoules, sur bottes, Kit de draps 03 pièces.

LIVRAISON SOUS 48 HEURES

Tél : +213 793860942
E-mail : mehdimedlab@gmail.com

Mostaganem-Ville

A vendre 03 lots

de terrain situés dans le

quartier de la Pépinière

avec une superficie

de 175 m² - 244 m²

et 246 m².

Tél / 07.72.21.16.46

Maître : SEDDIK Brahim
Commissaire-priseur
Rue Emir AEK N° 25 - Sig / Mascara
Tél. 0771-98-88-09

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PULIQUES ET PAR SOUMISSION CACHETEE

Le : 13/10/2014 à 09 :00 au Domaine
Si Lotfi / El Mouhamadia
Des matériels suivants :

N° de lot	Désignation	Nombre	OBS.
01	Tracteur pneus Torpédo 45CV + 2 Citernes 3000 L + Citierne 2000 L	/	En panne
02	Tracteur pneus Forchert 100 CV + 03 Pulvérisateurs 300 L + Pulvérisateur 1000 L + 03 Pulvérisateur à dos 12 L.	/	En panne
03	Charrue balance VMA + Trarrière portée etc. Voir Listing	/	En panne
04	Lot de Tuyauterie diverses + Moteur de compresseur etc. Voir Listing	/	En panne
05	01 Moteur 2 Cy. Assad + 1 Moteur 2 Cy. Riginiri + 03 Moteurs 3 Cy. Deutz + 37 et 14 Abreuvoirs 1 étage et 2 étages + 80 et 50 Mangroires 1 étage et 2 étages + Lampe tempête + Chauffage poulet.	/	En panne
06	Lot de 5 Serres petit modèle etc. Voir Listing	/	En panne
07	02 Fiorino fourgonnette + Hyundai accent etc. voir listing.	/	En panne

شروط البيع المعتادة

Importante Société Industrielle et Commerciale

Recherche pour son activité à Oran

👉 01 DIRECTEUR (H)

*** Il sera chargé :**

- De l'organisation de l'administration générale
- De la mise en place des procédures de travail
- Du suivi des relations avec les banques et administrations fiscales.

*** Il est exigé :**

- Diplôme universitaire
- Sérieuses compétences en finances et comptabilité
- Sérieuses qualifications et expérience requises.

**Pour postuler transmettre CV + photo récente
à ressources.h.dz@gmail.com**

OFFICE PUBLIC DU COMMISSAIRE-PRISEUR
PRES LE TRIBUNAL DE RELIZANE - Maître **ABBES Nacer-Eddine**
30 Bd ABDELMOUMEN - RELIZANE - TEL : (046) 92.20.92

4ème AVIS DE VENTE

Il sera procédé à la Vente aux Enchères Publiques Verbales avec Admission des Soumissions Cachetées le 16/10/2014 à 10 H du matin au Bureau du Commissaire-priseur le matériel ci-après désigné

N° DU LOT	DESIGNATION	ETAT	MATRICULE	LIEU DE VISITE
06 et 12	P.R. PROBAT 01 Torréfacteur PROBAT 240 Kg	Bon Moyen	/	E.C.T. Ex-ONACO sis Rue Sidi M'hamed Benaouda
14	P.R. mécaniques et électriques P.F.S. et TVK	Bon	Voir Listing	CHAUDRAL de Bendaoud Wilaya de Relizane
16	Tracteur routier HINO 445 Tracteur routier HINO 445	Mauvais Mauvais	500 787 48 02429 583 48	

CONDITIONS DE VENTE : Voir Cahier des charges déposé au Bureau du Commissaire-priseur.
La soumission cachetée doit être rédigée selon modèle déposé au Bureau du Commissaire-priseur.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR



**INVITATION
API**

Aménagement & Promotion Immobilière
Vous souhaitez la bienvenue à son Stand dans le salon **Oran Expo** qui se tiendra du **12 au 15 Octobre 2014** au **Centre des Conventions d'Oran**. Et vous informe du lancement de l'**opération de commercialisation** pour ses projets promotionnels dans la ville d'Oran. Nous serons très heureux de vous accueillir,
Soyez Nombreux.

Contacts :
Adresse : N° 25 Lot n°110, 1er étage,
Bir El Djir - Oran -
Tél / Fax : 041 42 84 22
Tél Mob : 05 55 02 23 44
E-mail : tarikapi@yahoo.fr

Multinationale en développement recherche du personnel spécialisé

Dans le secteur de la construction et de la maintenance Pétrole / Gaz / Energie :

- Grutier • Tuyauteur (Fibre verre + PVC)
- Chauffeur de camion Grue • Opérateur sablage / peinture • Spécialiste étude levage
- Technicien Calorifuge
- Soudeur Homologué • Echafaudier certifié TIG / MIG / Baguette • Monteur Mécanicien

Profil impératif : expérience confirmée de 12 ans minimum dans le métier et dans le secteur demandés + présenter l'ensemble des homologations nécessaires à l'exécution des travaux.

Merci de faire parvenir vos candidatures :
041 43 43 08 & drh_recrutements@yahoo.fr

Sit-in des syndicalistes de la SNTF

A. Mallem

Mécontents et protestant contre la désignation, par la direction générale de l'entreprise, d'un directeur étranger à leur région, les représentants des sections syndicales de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF), de la région de Constantine ont tenu, hier, de 8h à midi, à la gare centrale, un sit-in de protestation. Contactés, hier, sur les lieux, ces syndicalistes ont tenu, tout d'abord, à signaler que l'activité des trains est normale et qu'elle n'a pas été interrompue par leur mouvement. Ensuite, ils se sont mis à exposer les raisons qui les ont amenés à protester. «Nous avons tellement de compétences, dans notre région, qualifiées pour gérer la DRTF (direction régionale de transport ferroviaire)». Et d'estimer incompréhensible, voire injuste, le changement de leur directeur, M. Mekroubi. «Nous travaillons, en parfaite symbiose, avec ce directeur qui est issu de nos rangs. Et nous avons été, fortement, surpris d'apprendre que ce dernier a été relevé de ses fonctions, avant-hier, mardi, par le directeur général de l'Entreprise. Aussi, nous estimons que nous sommes en droit de savoir s'il s'agit d'une sanction ou s'il a été appelé à occuper d'autres fonctions plus importantes», s'est demandé M. Kenioua Sami, un responsable à la section des trains. Quoiqu'il en soit, les syndicalistes, qui n'ont pas caché leur colère, devant la décision de changer ce responsable, prise par le directeur général de l'entreprise, nous ont demandé de souligner que le directeur régional qui vient d'être rele-

vé de ses fonctions possède des compétences avérées et a réalisé, durant l'été passé, des performances inégales, dans la gestion du réseau, en plaçant la région de Constantine, en tête de toutes celles du pays. Le tonnage en transport réalisé, ont ajouté nos interlocuteurs, a atteint 193% des objectifs et, suite à cela, leur région a reçu les félicitations de la direction générale. Et les protestataires de se demander si le changement qui vient d'être opéré, à la tête de la région, était-il opportun et servirait-il les intérêts de l'entreprise ? «Nous ne sommes pas contre le principe du changement, mais contre le fait d'avoir désigné, à sa place, un cadre venant d'une autre région ferroviaire qui plus, ne possède, tout juste, que le niveau de chef de section. Nous avons, dans notre région, de nombreuses compétences, masculines et féminines qui sont en mesure de gérer la région. Pourquoi continue-t-on de les marginaliser ?». C'est pourquoi, ont-ils affirmé, ils ont organisé ce sit-in de protestation, dans le but avoué d'empêcher l'installation du nouveau directeur de la région ferroviaire qui allait être faite, hier, par le directeur des Ressources humaines de la SNTF délégué par la direction générale.

A la fin de notre entretien avec les syndicalistes, vers 11h, hier, ces derniers maintenaient, encore, leur mouvement de protestation, en attendant l'arrivée du cadre de la direction générale. Rappelés en début d'après-midi, aucun des syndicalistes n'a pu nous renseigner, parce qu'ils avaient éteint leurs portables. Nous avons, donc, conclu qu'ils étaient, probablement, en discussion avec le représentant de la DG.

Téléphonie fixe Des pannes et des désagréments

A. Mallem

Selon des responsables à la direction opérationnelle des Télécommunications de la région ouest (DOT Ouest) de Constantine, les pannes de téléphonie fixe, devenues assez fréquentes, ces derniers temps, en touchant des quartiers entiers, ne relèvent pas de la responsabilité d'Algérie Télécom. Un cadre de cette entreprise nous a expliqué, en effet, hier, que ces inconvénients sont causés par les travaux de décrepissage et de ravalement des façades des immeubles lancés dans le cadre de la préparation de la ville de Constantine, notamment les quartiers du centre-ville, à l'accueil l'évènement «Constantine, capitale de la Culture arabe 2015».

Et de révéler que «ces pannes proviennent des ruptures de câbles courants le long des immeubles touchés par ces travaux. Et franchement, ces incidents nous fatiguent beaucoup car tous nos efforts quotidiens et notre énergie sont mobilisés pour réparer

les dégâts causés. Algérie Télécom a signalé la situation au wali, en lui demandant d'intervenir auprès des opérateurs dans les divers chantiers d'embellissement pour les inviter à faire attention aux installations téléphoniques du réseau», ont ajouté nos interlocuteurs.

Ces explications nous ont été fournies, hier, dans l'après-midi, à la suite de la panne générale, intervenue hier, matin, dans le quartier de La Casbah et dans d'autres, notamment à Bab El Kantara où plusieurs citoyens et des propriétaires de taxiphones nous ont appelés pour signaler une panne quasi-totale sur leurs lignes téléphoniques fixes. Et cette panne a duré de 7 à 11h provoquant une grosse colère chez les abonnés.

Dans ce sillage, plusieurs propriétaires de taxiphones du centre-ville ont été tentés de se regrouper pour aller protester devant l'agence commerciale d'Algérie Télécom, exigeant des réparations pour le manque à gagner, provoqué par l'arrêt de leurs activités.

La ministre de la Culture attendue samedi

Mme Nadia Labidi, ministre de la Culture, est annoncée ce samedi 11 octobre à Constantine pour présider à la présentation du programme culturel de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015». L'information a été donnée, hier, dans un communiqué de presse diffusé par le comité exécutif de ladite manifestation qui a indiqué qu'une conférence de presse sera organisée à cet effet le samedi à 10h au nouveau siège de la wilaya de la cité Daksi, en présence de Mme la Ministre et de M. Bencheikh Lehocine, commissaire de la manifestation.

Congrès de wilaya de l'UGTA

Une certaine fébrilité régnait hier chez les travailleurs et les syndicalistes affiliés à l'UGTA de Constantine, et cela à la veille de la tenue du congrès de wilaya prévu aujourd'hui à la cité universitaire Ali Mendjeli 4, à proximité de la résidence universitaire Lala Fatma N'soumer. Ces assises que les travailleurs attendaient depuis plus de 10 ans s'annoncent explosives, ou du moins très animées, puisque les travailleurs que nous avons interrogés sur cet évènement n'ont pas manqué de nous déclarer qu'il va y avoir de la tension !

Drogue et violence à l'ordre du jour

Par une invitation qu'elle vient d'adresser à de nombreux secteurs, dont celui de la presse, la Fédération des associations de la société civile de Constantine (FASCC) annonce la tenue d'une journée d'étude et de sensibilisation sur le thème de la drogue qui est, selon les propres termes utilisés par les initiateurs, en partie responsable de la violence qui sévit à plusieurs niveaux de la société. La journée en question est programmée pour le 13 octobre en cours à 10h à la maison des jeunes Ahmed Saadi de la cité Filali de Constantine.

A. Mallem

Education

Surcharge et déficit en encadrement

A. El Abci

La wilaya souffre, encore, du phénomène de surcharge des classes, malgré la réception de plusieurs établissements scolaires, lors de cette rentrée 2014-2015, et qui ne se limite pas à la nouvelle ville Ali Mendjeli, a reconnu, hier, le directeur de wilaya de l'Education, M. Bouhali, à l'ouverture des journées de formation, au profit des directeurs de lycées et de CEM, prévues au lycée des 'sœurs Saâdane' les 8 et 9 octobre en cours. Ce responsable a souligné, également, le déficit important en matière d'encadrement des lycées estimé à 14 enseignants et 7 proviseurs.

Les 2 jours de formation sont axés, essentiellement, sur la procédure d'élaboration du rapport général de fonctionnement (RGF) de l'établissement et du projet spécifique à ce dernier, en sus d'autres aspects afférents à la gestion. Cette formation a été dispensée, hier, aux 61 proviseurs de lycée, de la wilaya, qui seront suivis, aujourd'hui, par les 137 directeurs de CEM.

Selon le directeur de l'Education, ces journées ont été organisées en exécution des recommandations de la rencontre des 30 et 31 août et du 1^{er} septembre derniers, concernant la bonne gouvernance du secteur, qui s'est déroulée à Alger, sous la supervision de la ministre de l'Education nationale Mme Benghabrit.

Pour revenir à la surcharge des classes, M. Bouhali, dira, que ce phénomène où sont entassés jusqu'à 40 élèves et parfois plus, par salle, con-

trairement à ce que d'aucuns pensent, ne se limite pas, seulement, à la nouvelle ville Ali Mendjeli, mais s'étend, également, à l'autre nouvelle ville, Massinissa, à la localité de Békira et même au centre-ville de Constantine qui est concerné surtout par l'absence de poches urbaines pour des besoins d'extension, par exemple. Et d'indiquer, que parfois, cette surcharge est due à un manque de coordination, avec le secteur de la construction. Et de citer, dans ce cadre, que «sur les 16 écoles primaires réceptionnées, lors de cette rentrée scolaire, nous avons 03 réalisées dont 2 à l'UV 10, à Ali Mendjeli et une 3^{ème} à Didouche Mourad, qui sont fin-prêtes mais non opérationnelles car non encore habitées et les logements inachevés. Ce qui nous a poussé à adopter la double vacation dans 2 écoles à l'UV17 et ce, contre l'esprit de la nouvelle carte scolaire que le secteur projette d'élaborer».

Enfin, le directeur de l'Education annoncera un concours qui sera organisé les 22 et 23 octobre, en cours, pour le recrutement de censeurs et de conseillers pédagogiques ou anciens surveillants généraux, afin de parer au déficit de 14 censeurs, dans l'immédiat, à l'échelle de la wilaya, sachant que le problème, dans ce domaine, est, en vérité, national. «En réalité, dira-t-il, il y a de moins en moins de candidats à ce poste, car les titulaires ne perçoivent pas d'indemnisation ou de primes et ne sont pas, ainsi, encouragés à y postuler».

Exposition sur les armes à travers les âges

Une exposition consacrée aux armes à travers les âges sera organisée, début novembre prochain à Constantine, a indiqué mercredi la directrice du musée public national Cirta, initiateur de cette manifestation avec la collaboration du musée des arts et expressions culturelles traditionnelles. Mme Kelthoum Dahou-Kitouni a précisé à l'APS que cette exposition d'une durée de trois mois se tiendra à la grande salle du musée Cirta puis au palais Ahmed Bey, dans le cadre de la commémoration du 60^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution. M. Abdelhak Chaïbi, chargé des activités culturelles du musée Cirta, a précisé qu'il est prévu de faire admirer au public dix-sept (17) pièces d'armes anciennes, ainsi que des outils antiques ayant servi de moyens de défense et des échantillons de piè-

ces numismatiques frappées de symboles évoquant des armes. Une douzaine de ces pièces a été découverte à l'intérieur du mausolée de Massinissa, sur les hauteurs d'El Khroub, tandis que les cinq autres ont été mises au jour dans un sanctuaire punique au lieu-dit "El Hofra", près des "arcades romaines", non loin du complexe sportif chahid Hamlaoui, a-t-il indiqué.

Des gravures de musée représentant des flèches en bois, des javalots, des lances, des sagaies, des outils en pierres taillées, des épieux munis de pointes, des haches, des poignards en silex et en cuivre, des épées, des casques et même des spécimens d'armes à feu utilisées par la résistance populaire contre l'occupant français et pendant la guerre de libération nationale, y seront exposées, a ajouté la même source.

Une jeune fille sauvée après une chute dans l'oued Rhumel

A. E. A.

Une jeune fille âgée de 20 ans, qui se trouvait coincée dans les rochers de oued Rhumel à quelque quatre mètres en contrebas de l'avenue de Yougoslavie, a été sauvée, avant-hier, par les éléments de la Protection civile. Selon la cellule de communication de ce corps, la victime identifiée par les initiales M. M., âgée de 20 ans et qui a été sauvée du danger qu'elle courait vers 16h45, souffrait de blessures à la colonne vertébrale. L'équipe de secours des sapeurs-pompiers, sitôt sur

les lieux, lui a prodigué les aides et assistances nécessaires sur place et l'a ensuite transportée au Centre hospitalo- universitaire (CHU) Benbadis de Constantine, très proche de l'endroit où elle est tombée, pour des soins complémentaires. La même source indique que les circonstances de cet incident demeurent inconnues. La police a ouvert une enquête à l'effet de déterminer les circonstances exactes de cet incident.

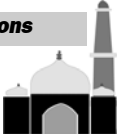
Dans un autre registre et dans la matinée de la même journée aux environs de 10h35, un incendie s'est déclaré dans un appartement du

bâtiment A1 de l'unité de voisinage N°8 de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, causant deux blessés, une femme et un homme, qui souffraient de difficultés respiratoires.

La première victime a dû être transportée à l'hôpital d'Ali Mendjeli pour de plus amples soins, les secours donnés sur place n'ayant pas suffi. Enfin et en matière d'accidents de la route, la même source signale cinq accidents qui ont entraîné 10 blessés légers qui ont été secourus par la Protection civile et acheminés dans les centres de soins les plus proches des lieux des accidents.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

15 dhoul el hija 1435				
El Fedjr 05h11	Dohr 12h21	Assar 15h37	Maghreb 18h10	Icha 19h27



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Etablissement de Réalisation et de Maintenance de l'Eclairage et de la Signalisation

E. R. M. E. S. ORAN

Siège Social : 20, Bd de l'ANP - ORAN
Tél. +213. (0) 41.21.46.06 - Fax : 213.041.21.46.05
E-mail : epic.ermes@gmail.com

NIS : 001131019008356

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHE AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 05 / ERMESO / 2014

Conformément aux dispositions de l'article 49 alinéa 02 du décret présidentiel n° 10-236 du 07-10-2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, l'Etablissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage et de la signalisation de la wilaya d'Oran, EPIC ERMESO, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national restreint N° 05/2014 relatif à l'acquisition de matériels de signalisation pour feux tricolores, qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le marché est attribué à titre provisoire au soumissionnaires suivant :

Lot	Matériels de signalisation pour feux tricolores
SOUSSIONNAIRE RETENU	TOBA SIGN
NOTE TECHNIQUE	68 POINTS
MONTANT DA/TTC	39 348 270, 00
NOTE FINALE	96,33 POINTS
DELAI DE LIVRAISON	02 mois
N.I.F.	000631010876294

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire des marchés, auprès de la commission des marchés de la wilaya d'Oran conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel n° 10-236 du 07.10.2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics.



La rentrée BELUX



Pour son 40ème anniversaire en 2015

ARZEW - PORTUS MAGNUS «Que la lumière réveille et révèle la beauté de notre patrimoine national»

*BELUX appelle à la participation, les femmes et les hommes de lettres, des historiens, des écrivains, des universitaires, des journalistes et tous les passionnés afin d'apporter leur contribution - intellectuelle et historique - à l'organisation d'un **colloque national sur l'histoire d'Arzew - Portus Magnus** - de ses origines à aujourd'hui, prévu en Septembre - Octobre 2015.

CONSTANTINE, CAPITALE DE LA CULTURE ARABE EN 2015

* BELUX a lancé le 18 Septembre 2014, en collaboration avec l'**Université Constantine 3**, un **concours national de mises en lumières**, d'illuminations et d'éclairages artistiques à l'occasion de *Constantine, Capitale de la Culture Arabe en 2015*.

Ce concours sera clôturé le 19 Mai 2015, à l'occasion de la Journée de l'étudiant. Ce concours est aussi un exercice pédagogique et didactique destiné à susciter l'intérêt des étudiants sur le métier de « concepteur lumière », où le talent, l'intelligence et l'imagination conjugués, transcendent l'objet à éclairer qui devient par la magie de la lumière, une véritable œuvre d'art, permettant aussi la maîtrise d'un métier dont aujourd'hui personne ne peut prétendre être le pionnier.

Informations : architecture.concoursbelux@gmail.com
Contact M. Ghassoul : 041.40.07.69

La Différence Pour Mieux Vivre la Ville
www.beluxclairage.com
06 Bd Ahmed Benabderrezak Oran Algérie.
Tél : (+213) 41.40.06.68 / 41.40.32.19 / 41.40.72.92 / 770.26.31.77
Fax : (+213) 41.40.52.25 / 41.40.08.95
e-mail : belux@beluxclairage.com

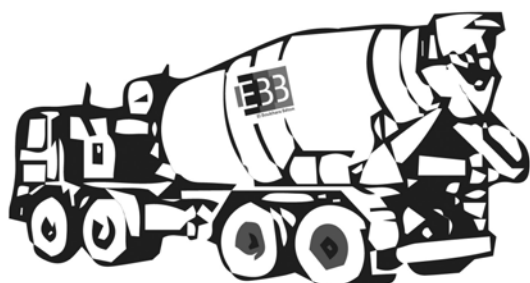
EBB El-Boukhara Béton
Vente de Béton prêt à l'emploi aux particuliers à Oran

Votre béton :

- Livraison sur site pour la wilaya d'Oran.
- Avec ou sans pompe
- PV d'écrasement à la demande

Contactez nous au :

Tél/Fax: 041 39 50 50
Mobile: 0560 00 05 30/33/39
contact@ebb-algerie.com



Société sise à Oran Es Senia, recrute pour sa nouvelle extension:

N°	Postes	Exigences	Avantages
1	Opérateurs Machines Quatre (04)	Profil : niveau scolaire 3 AS Expérience Professionnelle min 2 ans.	Salaire Net : 58 000 + Prime. Transport assuré
2	Mécaniciens Deux (02)	Profil : Diplôme Mécanique Poids lourds Expérience Professionnelle min 3 ans. Permis poids lourds Réside à Oran.	Salaire Net : 53 400 + Prime. Transport assuré
3	Chauffeurs Six (06)	Profil : Chauffeur Poids lourds Catégories B, C, E. Niveau scolaire : 4AM. Expérience professionnelle min (5) ans. Réside à Oran	Salaire Net : 53 400 + Prime. Transport assuré
4	Factotum Un (01)	Profil : Maîtrise Plomberie, Soudure, Peinture et Electricité bâtiment. Expérience professionnelle min (5) cinq ans. Réside à Oran	Salaire Net : 53 400 + Prime. Transport assuré
5	Déclarant en Douanes Un (01)	Profil : Diplôme Déclarant en Douanes. Expérience Professionnelle min (5) cinq ans dans la spécialité. Réside à Oran.	Salaire Net : 48 700 + Prime. Transport assuré
6	Jardinier Un (01)	Profil : Maîtrise le jardinage Expérience professionnelle min (5) cinq ans. Réside à Oran	Salaire Net : 35 000 Transport assuré
7	Agent de Sécurité Huit (08)	Niveau scolaire : 3AS Bonne constitution physique Expérience professionnelle min (3) trois ans. Réside à Oran	Salaire Net : 31 400 + Prime. Transport assuré

Veuillez remplir le formulaire de recrutement sur le site : www.recrute-rht.com ;
et, pour d'autres compétences, Adressez vos CV aux mêmes coordonnées.

Forfait de Soudani et Boudebouz L'équipe nationale à pied d'œuvre aujourd'hui à Blantyre



Kamel Mohamed

L'équipe nationale de football quittera aujourd'hui à Alger à destination de Blantyre où elle affrontera son homologue du Malawi, samedi prochain pour le compte de la 3e journée des qualifications à la CAN-2015, dont la phase finale est prévue au Maroc. La délégation algérienne se déplacera à bord d'un avion spécial et son retour est prévu juste après le match. L'équipe a débuté son stage lundi dernier avec un effectif de 24 joueurs mais se déplacera avec 22 éléments après le forfait de Soudani et Boudebouz. Le sélectionneur national Christian Gourcuff a consacré les séances de mardi et mercredi à la mise en place du dispositif tactique du match contre le Malawi. En ces sens, Gourcuff a intensifié la préparation durant ces deux journées en mettant les joueurs dans le bain du match. A l'évidence, le sélectionneur national a opté pour une tactique basée sur l'offensive, sachant qu'il a affirmé que l'équipe se déplacera à Blantyre avec la ferme intention de glaner les trois points de la victoire.

Gourcuff a affirmé lors de la conférence de presse de mardi dernier, qu'il ambitionnait de qualifier l'équipe après la double confrontation contre le



Malawi, à savoir glaner 6 autres points pour s'assurer avant l'heure une place à la CAN-2015. Pour Gourcuff, les joueurs ont les moyens de s'imposer en aller et retour contre le Malawi, ce qui explique ses exigences. Pour ce faire, le sélectionneur national a prévu d'apporter des changements tactiques à l'équipe. Il compte aligner des joueurs habitués à évoluer en Afrique et disposant d'une expérience en la matière. Il pourrait aussi privilégier certains joueurs locaux qui sont habitués aux terrains en gazon synthétique, le match Malawi-Algérie devant se dérouler sur un terrain de ce genre. Toutefois, Gourcuff a interdit à ses joueurs de sous-estimer l'ad-



versaire dans la mesure où il a indiqué avoir suivi le match Benin-Malawi et découvert une équipe malawite d'un bon niveau et possédant un milieu de terrain très dynamique. Il a averti que la mission des Algériens s'annonce difficile et les joueurs doivent de ce fait relever le défi.

Pour ce qui est des conditions d'accueil, la FAF avait déjà dépêché une équipe afin de préparer le séjour de la sélection nationale. Autrement dit, les Algériens sont condamnés de l'emporter du fait de leur statut de mondialistes et des bonnes conditions dont ils bénéficient, comparativement au Malawi qui ne dispose pas des mêmes avantages financiers et matériels.

Ligue 2

La JSMB sur du velours, entre prétendants à Relizane et Saida

M. Zeggai

Au vu du programme de cette septième journée, la JSMB dispose d'une belle opportunité avec la venue de l'USMMH de consolider sa position de leader. Avec la présence des Chibane et Yahia Cherif, les deux meilleurs buteurs du championnat, les Bejaouis semblent bien armés pour atteindre leur objectif du jour et creuser même l'écart du fait que les quatre dauphins ont des matches difficiles à négocier. A commencer par l'OM qui se rendra au Khroub pour croiser le fer avec l'ASK, condamnée à la victoire pour éviter de sombrer davantage, compte tenu de sa position d'avant dernier. A Oum El Bouaghi, le CRBAF, qui a concédé sa première défaite de la saison face à l'USC, devra se méfier du DRBT. Malgré son statut de promu, la formation de Tadjenanet ne se déplacera pas pour faire du tourisme. Les

protégés du coach Abbès sont donc avertis. De son côté, le MCS, même à domicile, n'aura pas une partie de plaisir face au CABBA dans un choc mettant aux prises deux prétendants à l'étage supérieur. L'ABS, quant à elle, effectuera un long déplacement à Oued Rhiou pour donner la réplique au RCR. Le Rapid devra sortir le grand jeu pour renouer avec la joie du succès car les Boussaâdis du coach Belatoui ont prouvé qu'ils savent bien voyager. Chez les mal classés, l'ABM, inattendue lanterne rouge,

jouera gros à Tlemcen pour éviter l'implosion. C'est le cas également de son adversaire du jour, le WAT, qui n'a pas du tout le droit à l'erreur. A Koléa, le match ESMK-USC reste ouvert à tous les pronostics entre un team Chaoui, avide de confirmer son renouveau et une formation de Koléa où l'on annonce l'arrivée de l'entraîneur Mekhazni en remplacement de Heddane, limogé. Enfin samedi, le CAB accueillera l'USMB dans un match entre deux formations ayant connu des fortunes diverses en ce début de saison.

Vendredi à 15 h 00			
Relizane	:	RCR ABS
O.E. Bouaghi	:	CRBAF DRBT
Tlemcen	:	WAT ABM
Kolea	:	ESMK USC
Saida	:	MCS CABBA
Khroub (18h)	:	ASK OM
Bejaia (18h)	:	JSMB USMMH
Samedi à 16 h 00			
Batna	:	CAB USMB

Cyclisme - Coup d'envoi des championnats arabes aujourd'hui 330 coureurs de 12 pays au rendez-vous de Annaba

Trois-cent-trente coureurs représentant 12 pays dont l'Algérie prendront part aux championnats arabes de cyclisme sur route et piste du 9 au 22 octobre prochain à Annaba, dans les catégories cadets, juniors et seniors (garçons et filles). Les championnats arabes-2014 comportent cinq compétitions : le 22 e championnat arabe seniors masculin, le 17 e championnat des juniors, le 3 e championnat des cadets, la 12 e édition féminine et le 6 e championnat arabe sur piste

(seniors, juniors et féminine). En marge de cette compétition arabe, l'Union arabe de cyclisme organise également la 3e édition de la Coupe arabe des juniors. L'Algérie avait terminé à la première place de la précédente édition organisée du 21 au 31 octobre 2013 à Manama au Bahreïn en décrochant 14 médailles (7 or, 5 argent et 2 bronze). Outre le pays organisateur, ce sont 11 pays qui sont attendus à ces joutes. Il s'agit de la Tunisie, du Maroc, du Bahreïn, de la Jordanie, de l'Irak, de l'Arabie

Saoudite, des Emirats Arabe Unis, de la Palestine, du Qatar, de l'Egypte et du Sultanat d'Oman. Cette édition confiée à l'Algérie, 30 années après celle de 1984, réunira pendant 13 jours de compétition, près de 330 cyclistes, qui se disputeront les 282 médailles toutes couleurs confondues mises en jeu. L'Algérie sera représentée par 34 athlètes dont 5 filles. Pour le président de la Fédération algérienne de cyclisme, Rachid Fezouine, l'Algérie est totalement prête pour accueillir ses hôtes.

IRB Maghnia- L'AG électorale reportée à dimanche prochain Le maire s'implique

Chergui Abdelghani

C'est en présence du P/APC Mounir Hebali et de quelques élus locaux, ainsi que des membres de l'AG, les sympathisants du club et du représentant de la DJS Larbi Benabdallah que s'est tenue mardi en fin d'après-midi l'AG électorale du CSA/IRBM. Ce conclave a tourné au vinaigre et fut reporté à dimanche, vu que l'assemblée générale extraordinaire tenue le 06 septembre s'est avérée nulle et non conforme à la réglementation, car le PV de l'assemblée où devait être mentionné la présence des membres de la commission de candidatures n'a pas été établi et envoyé à la DJS pour validation conformément à la loi. Une bourde commise par le secrétaire, ce dont a profité l'opposition pour demander l'annulation pure et simple des décisions prises lors

de cette AG Extraordinaire et désigner une autre commission de recueil des candidatures qui aura pour tâche de préparer l'assemblée générale électorale qui aura lieu dimanche prochain au même lieu. Pour en revenir à l'AG de ce mardi, disons que le scénario de l'assemblée du 06 septembre s'est malheureusement reproduit. Outre les palabres, des personnes se sont échangées des injures et des accusations, alors que d'autres en sont même venues aux mains. En somme, un spectacle désolant et condamnable sous le regard du P/APC qui est intervenu fermement, en mettant en garde tous ceux qui veulent nuire à ce club par leur comportement, « Je ne tolère pas ce genre de comportement et je ne permets à quiconque de mettre la main-mise sur ce club qui appartient à toute la ville de Maghnia. Nous sommes là pour

aider les nouveaux responsables qui seront élus. C'est une honte pour nous d'assister à un tel spectacle dont les acteurs sont les enfants de ce club.

Ma présence ici aujourd'hui prouve que je suis prêt à aider ce club afin qu'il retrouve son lustre d'antan, mais cela n'est réalisable qu'avec l'aide de tout le monde. Ceuvrons tous pour l'intérêt du club et mettez vos différends de côté sinon, je serais obligé de désigner un directoire composé des membres de l'exécutif communal afin de gérer les affaires courantes du club jusqu'à la fin de saison », dira le maire. Cette intervention a calmé quelque peu les esprits surchauffés, et suite à ce discours, il fut procédé à la désignation à main levée des nouveaux membres de la commission de recueil des candidatures, et rendez-vous est donné pour dimanche à la même heure et au même lieu.

Division nationale amateur Ouest L'ESM et le SAM sur leurs gardes

Tous les regards seront braqués samedi vers Arzew et Mostaganem où les deux co-leaders, l'ESM et le SAM, seront aux prises face respectivement à l'OMA et au WAM. Voilà deux matches dont les résultats pourraient déboucher sur des changements en tête du tableau. Ce qui signi-

fie clairement que l'ESM doit sortir le grand jeu face aux Arzewiens qui entendent détrôner leurs homologues de l'Espérance de leur première place. De son côté, le SAM ira à Mostaganem pour défier le WAM, présidé par Habib Benfetta, l'ex-président du Sari. Les gars de Mohammadia ont de solides arguments à faire valoir mais, en face, le WAM est déterminé à signer sa première victoire de la saison. A Tighenif, le SCMO parviendra-t-il à revenir avec un bon résultat ? C'est du domaine du possible, mais ce sera ardu face à l'Idéal, devant son public. Le CRB Ben Badis, lui, ne veut pas rater l'occasion, avec la réception du GCM, de

se rapprocher du groupe de tête et chasser le doute. C'est le cas également du RCBOR, qui aura l'avantage de recevoir le MBH. L'USR quant à elle, est appelée à éviter la défaite à Khemis Meliana face au SKAF si elle veut réellement confirmer son statut de prétendant. Quant à la JSMT, elle est dans l'obligation de réagir face au CRB Sendjas pour mettre fin à toutes les spéculations qui risquent de perturber le club. A Sidi Chahmi, l'ES Araba, qui n'a pas encore glané le moindre point, veut débloquer son compteur avec la venue du CCS qui n'a rien montré d'intéressant en ce début de championnat.

M. Z.

Division nationale amateur Est Test révélateur pour l'US Biskra à Touggourt

M. Benboua

Auteur d'un sans faute jusqu'à présent, l'US Biskra, leader du groupe, effectuera un périlleux déplacement à Touggourt lors de cette quatrième journée du champion-

nat afin d'affronter le NRBT.

Les gars de Biskra, qui veulent faire de l'accession leur principal objectif, ont tout intérêt à récolter le maximum de points en cette phase aller, pour prendre une marge sécurisante.

En face, le NRBT, qui n'a remporté qu'un seul match, mettra certainement tous les atouts de son côté pour espérer épingler le chef de file. En tous cas, cette belle affiche ne devrait pas faire de l'ombre aux autres rencontres. En effet, on suivra avec attention le déplacement du NC Magra à Annaba pour y affronter Hamra, qui affiche

une belle forme ainsi que l'USM Ain Beida, qui croisera le fer avec l'Entente Collo, dans un match ouvert. Par ailleurs, au bas du tableau, c'est le choc des mal-classés entre le MSP Batna et l'USM Annaba qui retiendra l'attention. Les deux équipes n'ont pas encore goûté aux joies d'une première victoire. C'est également le cas pour le WA Ramdane Djamel et le CR Village Moussa, qui seront face à face ce week-end avec la ferme intention de rafler la mise. Enfin, dans les autres rencontres, les équipes locales partent avec les faveurs du pronostic.

Vendredi à 16 h 00	
Ain Beïda	: USMAB - E.C
Constantine	: MOC - ASAM
Batna	: MSPB - USMAN
Touggourt	: NRBT - USB
Annaba	: Hamra - NCM
Kais	: USMK - ESG
Skikda	: JSMS - HBCL
Skikda (11h)	: WARD - CRVM



07.00 Journal télévisé
07.15 Sabah el kheir
09.05 Saidati
10.00 Touqouss wa drouss
10.30 Al namir el sihi
10.30 Loubat el maraa radjoul
11.30 El soufoun el imlaqa
12.30 Dalil el moustahelik
13.00 Journal télévisé
13.20 Salma
15.00 Mahla di aâchia
16.00 Mawaqie min el thourat el aâlamî
16.30 Generator Rex
17.00 La double vie
17.30 Maâlim siyahia
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Takdar tarbeh
19.00 Safrat el hidjara
20.00 Journal télévisé
20.50 Rana hana
22.00 Alerte (outbreak) - Film
00.00 Journal télévisé



19.45 Les rivières pourpres



Avec Jean Reno, Vincent Cassel, Nadia Farès, Dominique Sanda
Le commissaire Pierre Niemanns, gloire de l'anti-gang, se rend à Guernon, une ville universitaire des Alpes, où a été découvert le corps atrocement mutilé d'un étudiant. Pendant ce temps, à Sarzac, à 300 kilomètres de là, l'inspecteur Max Kerkerian enquête sur la profanation de la tombe de Judith Hérault. Niemanns remonte bientôt jusqu'à Fanny, une jeune femme également recherchée par Kerkerian.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Yamachi fel layle
11.00 Senteurs d'Algérie
12.00 Journal en français
12.20 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association Maqem Constantine
14.15 Réflexions
15.00 MCS/CABBA en direct
16.40 Dessin animé
17.25 Néra, ombre et lumière
Reportage
18.00 Journal en amazigh
18.30 Yamachi fel layle
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 festival Djemila 2014
«Zakia Mohamedi»
22.10 Football en différé
23.40 Global food - Reportage



19.45 300 choeurs pour + de Vie



Présenté par Michel Drucker
La chaîne se mobilise au profit de l'opération + de Vie, la campagne nationale de solidarité de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France. Depuis l'Académie Fratellini, des artistes reprennent leurs plus grands tubes, accompagnés de chœurs afin de sensibiliser le public au quotidien des personnes âgées hospitalisées. Entouré de Bernadette Chirac, l'animateur accueille Véronique Sanson, Chico & The Gypsies, Gérard Lenorman...



JEUDI



19.55 Crossing Lines



Saison 2 - Episode 8
- Pieds et poings liés
Avec William Fichtner, Marc Lavoine, Jo Cameron Brown
L'unité est contactée par Lennon. A Londres, de la cocaïne frelatée a entraîné la mort de plusieurs consommateurs. Tommy se rend sur place pour aider le lieutenant britannique. Celui-ci avoue soupçonner la famille de Tommy d'être à l'origine du trafic de drogue. Pendant ce temps, le reste de l'équipe se déplace à Calais, point de départ de la marchandise.



19.50 Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly
Impôts : ces Français qui ne peuvent plus payer. Frappés par la hausse des impôts, de très nombreux contribuables sont obligés de réclamer à l'administration des étalonnements de paiement et même des remises. Touchés de plein fouet par la crise, certains sont contraint de puiser dans leur épargne, voire même de s'endetter. Ces demandes ont fortement augmenté entre 2011 et 2013, à l'heure où l'Etat a le plus grand mal à réduire ses déficits.



19.50 Shooter, tireur d'élite



Avec Mark Wahlberg, Danny Glover, Lane Garrison, Michael Peña
Swagger, un tireur d'élite d'exception, a quitté l'armée. Retiré dans les montagnes, Swagger voit un jour arriver le colonel Johnson. L'officier, qui travaille pour les services secrets, affirme que le président américain va prochainement être la cible d'un assassinat. Seule l'expertise de Swagger peut permettre de localiser à temps l'emplacement que choisira le tireur.



19.55 Ray Donovan



Saison 1 - Episode 1
- Le sac ou la batte
Avec Liev Schreiber, Jon Voight, Peter Jacobson, Paula Malcomson
Ray Donovan, qui vit avec sa femme et ses deux enfants à Calabasas, dans la banlieue de Los Angeles, travaille pour un influent cabinet d'avocats. Son rôle consiste à résoudre, de manière habile, les problèmes des riches et puissantes personnalités de la ville. Mais la vie de Ray est bouleversée lorsque son père, Mickey, sort de prison cinq ans plus tôt que prévu.

22.30 Kick-Ass 2



Avec Chloë Grace Moretz, Jim Carrey, Aaron Taylor-Johnson, Lyndsy Fonseca
Mindy, qui se œuvre sous le pseudonyme de Hit-Girl, ne parvient pas à mener une vie de lycéenne normale. Dave s'ennuie aussi. Il demande donc à sa jeune amie de l'aider à s'entraîner pour reprendre le costume de Kick-Ass. Il finit par rejoindre «Justice forever», un groupe de justiciers dirigé par le colonel Stars and Stripes. De son côté, Chris ne pense qu'à une chose : se venger. Il se fait désormais appeler The Motherfucker.



VENDREDI



19.55 Danse avec les stars



Présenté par Sandrine Quétier, Vincent Cerutti, Chris Marques
Parmi Rayane Bensetti, Corneille, Joyce Jonathan, Louisy Joseph, Brian Joubert, Anthony Kavanagh, Tonya Kinzinger, Miguel Angel Muñoz, Nathalie Péchalat, Elisa Tovati et Ophélie Winter, une célébrité a quitté la semaine dernière le parquet de l'émission. Les dix personnalités restantes, chacune guidée par son danseur professionnel attiré, continuent à s'affronter par le biais d'une danse en couple sur une chanson ou une musique interprétée par un orchestre live.



19.50 Les petits meurtres d'Agatha Christie



- Le crime ne paie pas
Avec Samuel Labarthe, Blandine Bellavoir, Elodie Frenck
Une serveuse du cabaret «L'Eden» a été sauvagement assassinée tandis que le patron de l'établissement a été enlevé par de mystérieux ravisseurs. Cette affaire est une aubaine pour la journaliste Avril, qui nourrit depuis l'enfance le rêve de chanter sur scène. Quant au commissaire Laurence, il ne décolère pas : la police des polices, nourrissant des soupçons de corruption à son égard, veut lui retirer l'enquête.

19.50 NCIS



Saison 11 - Episode 15
- A l'épreuve des balles
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Michael Weatherly, Pauley Perrette
Les agents du NCIS sont appelés sur les lieux d'un accident impliquant un camion rempli de marchandises volées à la Marine. La cargaison comprend des gilets pare-balles défectueux destinés à la vente. Sur place, l'équipe trouve un sac appartenant à un adolescent. DiNozzo l'interroge pour savoir s'il a identifié le conducteur du véhicule. Les enquêteurs tentent également de retrouver les gilets déjà distribués au personnel militaire à l'étranger.

00.10 Sons of Anarchy



Saison 6 - Episode 3
- Purge
Avec Charlie Hunnam, Ron Perlman, Donal Logue, CCH Pounder
La police de Sanwa enquête sur la tragique fusillade de l'école. La procureure Patterson accepte de faire officiellement appel à Lee Toric pour résoudre l'affaire.



19.55 Les invincibles



Avec Gérard Depardieu, Atmen Kelif, Virginie Efira, Edouard Baer
En se faisant passer pour de malhabiles débutants, Jacky, Momo et Zézé montent des arnaques à la pétanque. Quand ils entendent parler de l'ouverture d'un concours international de pétanque, avec 500 000 euros à gagner, ils décident de participer. Car Mokhtar, surnommé Momo, est en fait un excellent joueur de boules. Jacky est prêt à le coacher. Momo doit d'abord se faire sélectionner pour jouer en équipe de France.

23.10 Diana



Avec Naomi Watts, Naveen Andrews, Douglas Hodge, Geraldine James
En 1995, Diana est séparée du prince Charles depuis trois ans. Toujours engagée dans des œuvres caritatives, elle est très populaire, et tous ses faits et gestes sont scrutés par la presse. Pourtant, loin de ses enfants, Diana s'ennuie. Dans un hôpital, elle rencontre Hasnat Khan, un chirurgien. Elle tombe sous le charme de cet homme qui ne la traite pas comme une princesse. Elle va jusqu'à se déguiser pour passer discrètement du temps avec lui.

**Bélier** 21-03 au 20-04

En ce moment, vous avez tendance à planer dans votre coin ou à faire la tête. Votre partenaire ou vos collaborateurs peuvent vous reprocher votre manque d'attention.

**Taureau** 21-04 au 21-05

Si vous continuez au rythme actuel dans vos activités, vous risquez de tomber malade! Alors prenez le temps de vous reposer de temps à autre, de vous relaxer dans le calme...

**Gémeaux**

22-05 au 21-06

Même si vos amis ne sont pas d'accord avec vous, cela n'altère en rien leurs sentiments envers vous. Considérez leurs remarques et voyez ce que vous pouvez en retenir.

**Cancer** 22-06 au 22-07

Cette Pleine Lune est favorable à une mise en valeur de votre patrimoine et met l'importance sur les questions familiales. Une réunion est peut-être à envisager...

**Lion** 23-07 au 23-08

Vous rêvez d'évasion et de vacances? Pourquoi ne pas planifier un week-end prolongé, et même un petit voyage? Parlez-en autour de vous ou à votre partenaire.

**Vierge** 24-08 au 23-09

Aujourd'hui, vos préoccupations sont d'ordre matériel mais elles pourraient évoluer vers des pensées plus... coquines. Et si vous mettiez votre partenaire dans la confidence?

**Balance** 24-09 au 23-10

Grâce à une certaine aura et un magnétisme attractif, vous savez comment vous mettre en valeur. Mais ne négligez pas l'avis de votre conjoint ou de vos partenaires sociaux.

**Scorpion** 24-10 au 22-11

Vous avez tendance à vous mettre en retrait, et la Pleine Lune ne réussit pas à vous redonner la pêche. Allez! Demain promettez-vous de sortir de votre grotte.

**Sagittaire**

23-11 au 21-12

Actuellement, vos amis vous sollicitent et les projets ne manquent pas, mais aujourd'hui ce sont vos enfants - ou vos amours - qui vous préoccupent...

**Capricorne**

22-12 au 20-01

Vous placez tous vos espoirs dans les réalisations sociales. Mais les membres de votre famille vous réclament. Une réunion de famille (ou une fête de Pleine Lune!) serait bienvenue.

**Verseau** 21-01 au 18-02

Vous avez la bougeotte et vous n'arrêtez pas de parler à votre entourage de votre envie d'élargir votre horizon. Et si vous programmez un beau voyage?

**Poissons**

19-02 au 20-03

C'est une journée particulièrement propice aux conclusions d'affaires, aux signatures de contrat et... aux dîners en amoureux pour fêter ça. Champaigne! cette semaine...

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÈCHES N° 5438

FLÈCHES N° 5438

AMICALEMENT – ANIMOSITE – ATOLL – AVEC – BLOC – BLOUSE – BOBO – BOUILLON – BUEE – CABANE – CAROUBE – CARTE – CREDO – DADA – DENTIER – DESTABILISER – ERGOT – ERMITAGE – FEVE – GEMIR – GREFFE – HANGAR – HISTOIRE – HOTEL – INCENDIER – INTRIGUE – JOUE – JUTE – LYCEE – MATIN – NATTER – PINAILLER – PROGRESSION – REPONSE – SALON – SIESTE – SILENCIEUSEMENT – TARD – TOAST – VELO – VISEUR – ZAQUIA.

J	C	A	V	E	C	E	A	T	B	U	E	E	T	S
O	O	O	D	N	R	V	T	S	S	S	R	O	I	T
R	L	U	L	A	E	E	O	A	U	I	G	L	N	A
D	A	E	E	B	D	F	L	O	O	R	E	E	N	I
A	E	G	V	A	O	O	L	T	E	N	M	R	O	U
I	N	S	N	C	N	B	S	F	C	E	I	E	I	O
N	O	I	T	A	C	I	F	I	L	P	R	I	S	A
T	B	E	M	A	H	E	E	A	I	N	E	D	S	Z
R	O	S	R	O	B	U	C	N	O	R	E	N	E	N
S	B	T	T	U	S	I	A	L	M	N	C	E	R	O
G	E	E	O	E	M	I	L	I	T	A	Y	C	G	U
U	L	R	M	A	L	I	T	I	E	T	L	N	O	E
E	A	E	T	L	U	A	E	E	S	T	A	I	R	M
C	N	I	E	O	G	R	V	I	S	E	U	R	P	A
T	N	R	B	E	S	N	O	P	E	R	R	J	D	I

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er joue double je.
- Mon 2e est un adjectif possessif.
- Mon tout est un oiseau très commun.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 5438

Horizontalement:

- Travaillées.
- Poissons encore ! Réfléchi.
- Côté d'ivoire.
- Symbole gonflant. Passe à travers la porte en la fermant.
- Droit de la mer. Dégaîne.
- Domage matériel ou moral.
- Marquées au surligneur.
- Bigorne. Sapine.
- Marron ou chocolat. Allant.
- En demi-teinte.
- Broyées.

Verticalement:

- Né sous le signe de la balance.
- Alla par si, par là. Prendre les commandes.
- Manillon de la manille. Balancés bien ou mal.
- Secousse.
- Mise en garde.
- Système d'unités. Article. Poisson.
- L'orient trouble. Sujétion.
- Ancêtre du kickboxing.
- N'est plus. Indéfini.
- Il fait coucher les épis.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5437

D	E	C	O	N	V	E	N	U	E
A	E	P	U	I	S	A	N	T	
M	U	R	E	S	T	R	A	N	
E	N	V	I	E	S	R	U	A	
J	E	N	E	G	A	S			
E	N	L	E	V	E	N	T	C	
A	G	A	P	E	S	R	E	A	
N	S	T	N	T	I	C	S		
N	I	E	T	A	N	C	H	E	
E	V	A	S	E	R	E	U	S	

FLECHES N°5437

S	A	T	I	S	F	A	I	T	
U	O	N	U						
P	O	T	D	B					
E	U	P	A	Y	S	A	N		
R	C	A	F	E					
C	R	U	R	E	T	C			
H	A	R	D	I	S	E	R		
E	R	E	C	E	S	S	E		
R	E	L	A						
I	F	U	I	R	E	H			
E	T	E	N	U	R	S	E		
S	R	A	S	A	N	T			

FOUILLIS N°5437 BENEFICE (Baie - Nez - Fils)

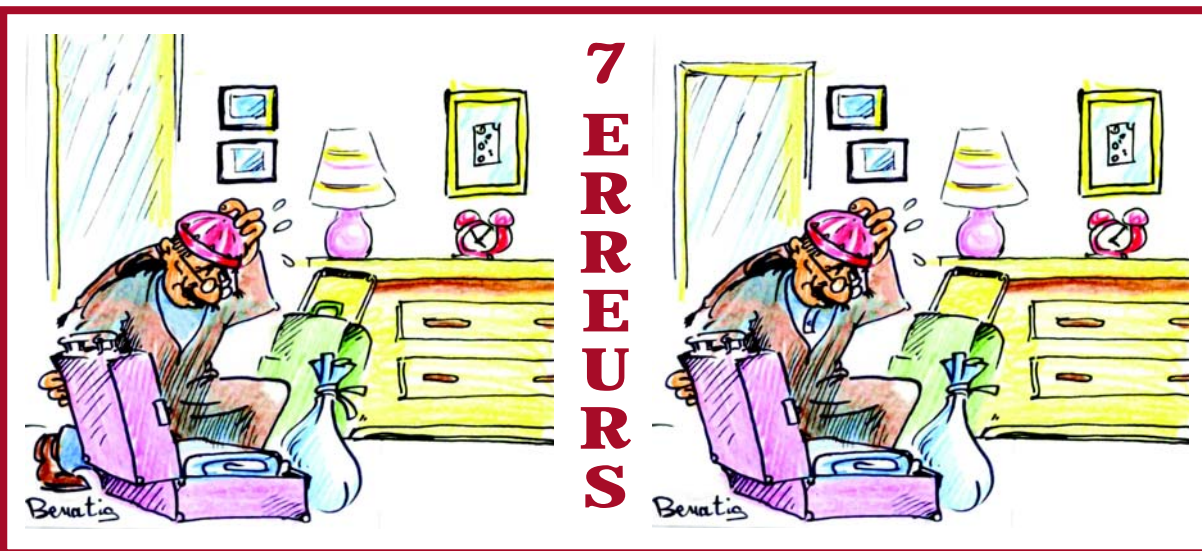
CODÉS N°5437

1	C	R	U	T	5	E	S	7	A	L	10	B	N	G	V
14	H	D	O	P	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	

1	A	L	N	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	

4	3	14	4	5	11	8	5	4					
3	6	1	6	7	4	7		15	1				
12	4		5		5	1	15	4	7				
10	5	3	4		1	11	6	9	4				
16		4		1	3	4	7		7				
9	1	9	1	15	6		4	9					
5	8		2	10	8	9	5	4	7				
6		13	2	8	15	4		5	8				
3	7		10	5		3	10	5	12				
4	8	9			1	9	5	4					
5	6	4	3	7		1		8	14				
	4	3	1		6	16	1	5	4				
13		9	5	1	13	8	7		9				
1	15	4	5	7		2	6	4	8				
7	8	5	4		5	4	4	2	7				

CODÉS N°5438



Le prix Nobel de chimie à deux Américains et un Allemand

Le prix Nobel de chimie 2014 a été décerné mercredi aux Américains Eric Betzig et William Moerner et à l'Allemand, Stefan Hell, qui ont amélioré la puissance du microscope, lui permettant de voir l'extrêmement petit. Les trois chercheurs ont été récompensés «pour le développement de la microscopie à fluorescence à très haute résolution», a indiqué le jury dans son communiqué. «Longtemps la microscopie a été tenue par une limitation présumée: le fait qu'elle ne pourrait jamais obtenir une meilleure résolution que la moitié de la longueur d'ondulation de la lumière», a-t-il expliqué.

Cette limite de 0,2 nanomètre (0,2 milliardième de mètre) avait été théoriquement posée par l'Allemand Ernst Abbe en 1873. Mais plus d'un siècle ans plus tard, la science avait fait assez de progrès pour imaginer mieux.

Le président kényan, premier chef d'Etat à comparaître devant la CPI



Le président kényan Uhuru Kenyatta est devenu mercredi le premier chef d'Etat à comparaître devant la Cour pénale internationale, qui l'a convoqué pour évoquer les difficultés de l'enquête dans son procès pour crimes contre l'humanité. Vêtu d'un costume gris foncé, une cravate bleue et une chemise claire, Uhuru Kenyatta a assisté au début de l'audience sous le regard de dizaines de partisans présents dans la galerie du public, pleine à craquer. Séparée de la salle d'audience par une vitre insonorisante, la galerie du public était trop petite pour que tous puissent s'y asseoir.

Certains députés kényans ayant fait le déplacement ont dû rester dehors tandis que d'autres devaient se tenir debout. M. Kenyatta est poursuivi pour son rôle présumé dans les violences qui ont déchiré le Kenya en 2007 et 2008, qui ont fait plus de 1.000 morts et 600.000 déplacés. «Cette affaire est arrivée à un stade crucial, c'est pour cela que j'ai estimé judicieux d'être présente en personne», a déclaré le procureur, la Gambienne Fatou Bensouda, au début de l'audience.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Bamako demande au Conseil de sécurité le déploiement d'une force de réaction rapide

Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a demandé mercredi à l'ONU d'envisager le déploiement d'une «force d'intervention rapide» dans le nord du Mali, à la suite d'une série d'attaques meurtrières contre la Minusma (Mission de l'ONU au Mali). «Peut-être le Conseil devrait-il envisager la mise en place d'une Force d'intervention rapide capable de lutter efficacement contre les éléments terroristes?», s'est interrogé le ministre, qui s'adressait aux 15 pays membres du Conseil par vidéo-conférence depuis Bamako. Mardi, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, a annoncé que les Casques bleus au Mali allaient «durcir» leur dispositif, après une série d'attaques, dont la dernière, le jour même, a coûté la vie à un militaire sénégalais. M. Ladsous avait assisté mardi dans la matinée



à Bamako à un hommage à neuf membres du contingent nigérien de la Mission de l'ONU au Mali tués le 3 octobre dans la région de Gao

dans une attaque dont les auteurs, a-t-il affirmé, «seront châtiés, seront poursuivis, payeront l'ignominie des actes qu'ils ont commis».

Moscou annonce la libération de 23 prisonniers, Tripoli parle «d'évasion»

Une vingtaine de citoyens russes, ukrainiens et biélorusses détenus en Libye ont été libérés et sont rentrés dans leurs pays respectifs, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères, une «libération» que la justice libyenne a qualifié mercredi d'«évasion». Accusés d'avoir été des mercenaires au service de l'ex-dictateur Mouammar Kadhafi, 18 Ukrainiens, deux Biélorusses et un Rus-

se avaient été condamnés en juin 2012 à dix ans de prison à Tripoli, selon la presse russe. Le coordinateur présumé du groupe, également russe, avait été condamné à la prison à vie, toujours selon la presse russe. «Aujourd'hui, nous pouvons dire que tous les Russes sont revenus à la maison et sont en bonne santé. Cela vaut aussi pour les citoyens du Bélarus et de l'Ukraine», avait indiqué mardi

dans un communiqué le porte-parole de la diplomatie russe, Alexandre Loukachevitch.

«Nous avons pris toutes les mesures nécessaires et utilisé différents moyens pour la libération» des vingt-quatre prisonniers, avait-il ajouté. Mais selon le porte-parole du bureau du procureur général libyen al-Seddik al-Sour, cette «libération» s'apparente davantage à une «évasion».

Paris soutient la création d'une zone tampon entre Syrie et Turquie



Le chef de l'Etat français François Hollande soutient la création d'une «zone tampon» entre la Syrie et la Turquie pour accueillir et protéger les personnes déplacées», a indiqué mercredi la présidence à l'issue d'un entretien téléphonique entre M. Hollande et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

«Le Président de la République a insisté sur la nécessité d'éviter le massacre des populations au Nord de la Syrie. Il a apporté son soutien à l'idée avancée par le président Erdogan» concernant la zone tampon, a précisé L'Elysée dans un communiqué. Les deux hommes ont évoqué «la situation alarmante

au Nord de la Syrie, notamment dans la ville de Kobané», assiégée par les djihadistes du groupe Etat islamique. Ils ont «constaté leur pleine convergence de vues sur la nécessité d'aider davantage l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar al-Assad», selon le communiqué. M. Erdogan a plusieurs fois plaidé pour l'instauration d'une zone-tampon et d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie afin de protéger les secteurs tenus par l'opposition modérée au président syrien Bachar al-Assad et les populations qui fuient la guerre civile dans leur pays.

EDITORIAL

Par M. Saadoune

CE QUE CACHE LA «GHAZWA» DE KOBANÉ

ce s'est rapidement prononcée en faveur d'une telle zone tampon et d'exclusion et ce n'est pas une surprise. Un communiqué de l'Elysée publié après un entretien téléphonique entre les présidents Erdogan et Hollande évoque une «pleine convergence de vues» sur la nécessité «d'aider davantage l'opposition syrienne modérée en lutte à la fois contre Daech et contre le régime de Bachar Al-Assad».

On n'est même pas dans un remake du scénario libyen où le but proclamé de «protéger les civils» s'efforçait de masquer l'objectif réel. Ici, on amalgame ouvertement deux objectifs, lutter contre Daech et faire tomber le régime. On martèle dans les médias que Daech est le produit du régime de Damas alors que les faits montrent qu'il est davantage celui des monarchies arabes et des Occidentaux. Les demi-vérités du vice-président américain Joe Biden sont suffisamment claires à cet effet.

Kobané, défendue par des Kurdes qui ne veulent pas entrer en guerre contre Damas, fait les frais d'une manœuvre dangereuse. Il s'agit très

clairement cette fois-ci de sortir de la légalité internationale et d'imposer une zone tampon et une zone d'exclusion aérienne. Les Américains paraissent, pour le moment, peu enthousiastes à cette idée de zone tampon car ils n'ignorent pas qu'il faut une résolution du Conseil de sécurité et qu'immanquablement la Russie et la Chine opposeront leur veto. Ces deux pays n'oublient pas qu'ils ont été grossièrement manœuvrés par les Occidentaux sur la Libye et ils ont déjà montré qu'ils n'accepteront pas de laisser passer une résolution susceptible d'être manipulée par les Occidentaux.

Ce que propose Erdogan avec le soutien de François Hollande est un coup de force contre le droit international. Et de facto, une confrontation supplémentaire avec la Russie. Une telle mesure, décidée hors du cadre de l'Onu, pousserait à une implication encore plus grande de l'Iran. En réalité, on ne ferait qu'ajouter du feu au gigantesque incendie allumé dans la région depuis l'invasion de l'Irak en 2003. «On nous repasse les mêmes vieux plats», observe un ancien diplomate algérien, «je crois que les Occidentaux voient les populations de là-bas comme des rats de labo et leur propre population comme des bouches d'égout capables de tout avaler...». Cela explique parfaitement le drame de Kobané, cette «ghazwa» où les fanatiques du Daech jouent le rôle classique de «l'idiot utile».

Session de formation du Club de presse de Ooredoo

Ooredoo a organisé ce mercredi, la 47ème session de formation destinée aux journalistes, au siège de son institut sis à Tixeraine, à Alger. La formation a porté sur «Ocloud Solutions» et a été assurée par des cadres de l'entreprise Ooredoo. La formation a débuté par une définition générale de la solution Cloud qui désigne l'utilisation de serveurs distants (communément accessibles par Internet) pour traiter ou stocker l'information.

Après cette entrée en matière, les formateurs ont abordé le volet consacré aux solutions Ocloud proposées par Ooredoo qui constituent «une nouvelle technologie performante qui répond aux préoccupations des petites et grandes entreprises en offrant des logiciels et des ressources informatiques au service de la croissance des entreprises». Ils ont détaillé les multiples avantages que présente la solution Ocloud notamment en matière d'optimisation, de disponibilité, de sécurité de stockage des données, ainsi que de la facilité d'utilisation de multiples logiciels et ce en un seul point d'accès et sur un unique portail.

Ebola pourrait coûter 32 milliards de dollars à l'Afrique



Le coût économique d'Ebola pour l'Afrique de l'Ouest pourrait dépasser 32 milliards de dollars d'ici à la fin 2015 si l'épidémie venait à s'étendre hors des trois pays actuellement touchés, affirme la Banque mondiale mercredi. «Si l'épidémie devait frapper un nombre important de personnes dans les pays voisins, dont certains ont des économies bien plus importantes, l'impact régional financier sur deux ans pourrait atteindre 32,6 milliards de dollars d'ici à la fin 2015», assure un rapport de l'institution. Pour l'heure, la fièvre hémorragique a fait près de 3.500 morts en Afrique de l'Ouest, principalement dans les pays foyers de l'épidémie (Liberia, Guinée, Sierra Leone). L'impact économique est déjà «profond» dans ces trois pays mais pourrait devenir «catastrophique» dans un scénario où Ebola ne serait que faiblement contenu, souligne la Banque mondiale. Les répercussions pourraient toutefois être limitées si l'action «immédiate» de la communauté internationale parvenait à freiner l'épidémie et à atténuer «le facteur peur» qui pousse les pays voisins à fermer leurs frontières ou à suspendre leurs échanges commerciaux, aggravant l'impact économique du virus.

Le sud-est de la Turquie sous couvre-feu

Le sud-est de la Turquie restait sous couvre-feu, mercredi, après de violentes manifestations de la communauté kurde du pays contre le refus du gouvernement d'intervenir en Syrie qui ont viré à l'émeute et fait au moins 18 morts. Sans précédent ces dernières années, cette vague de protestation a contraint les autorités, pour la première fois depuis 1992, à imposer un couvre-feu dans six provinces du pays peuplées en majorité de Kurdes et menace de faire dérailler le fragile processus de paix engagé entre la rébellion kurde et Ankara. Selon le dernier décompte compilé par les médias turcs, un total de 18 personnes ont été tuées mardi. Le précédent bilan faisait état de 14 victimes. L'essentiel des affrontements se sont concentrés à Diyarbakir, considérée comme la «capitale» du sud-est kurde, où dix personnes ont été tuées, a confirmé lors d'une conférence de presse le ministre de l'Agriculture Mehdi Eker.